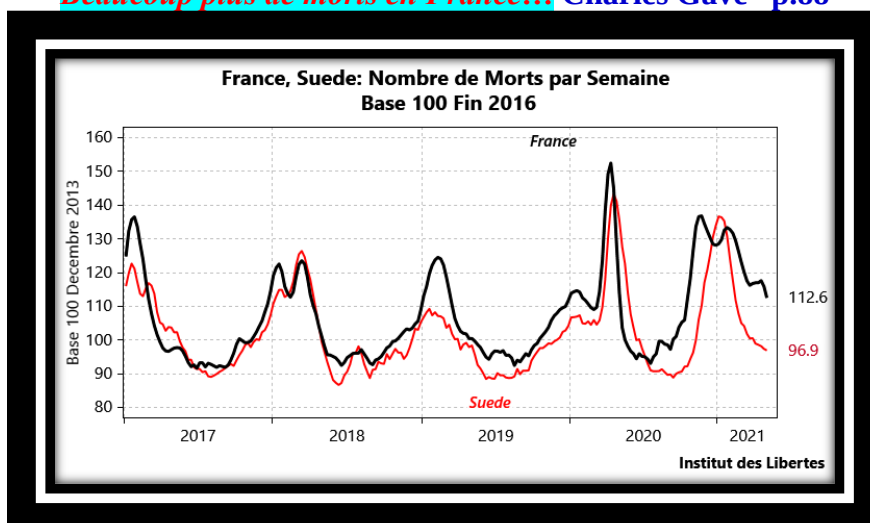




LUNDI 7 JUIN 2021

**Graphique du nombre total de morts pour la France (qui a confiné) et la Suède (qui n'a pas confiné).
Beaucoup plus de morts en France... Charles Gave p.88**



- ▶ **Trop de pouvoir** (Richard Heinberg) p.1
- ▶ **Critique du livre de Richard Heinberg "The End of Growth" (2011)** (Alice Friedemann) p.6
- ▶ **À l'affût dans les combles** (James Howard Kunstler) p.26
- ▶ **Les parasites des étoiles : La vie à base de carbone et l'avenir de l'Univers** (Ugo Bardi) p.27
- ▶ **Énergies, Économie, Pétrole et Peak Oil: Revue Mondiale Mai 2021** (Laurent Horvath) p.32
- ▶ **Un enfant par femme... ou deux ou trois !** (Biosphere) p.47
- ▶ **Contribution : Écologie et souveraineté** (Biosphere) p.48
- ▶ **OUIIIINN ZE VEUX MON ZOUET !** (Patrick Reymond) p.49
- ▶ **LES DEUX FACETTES** (Patrick Reymond) p.49
- ▶ **Le pétrole flambe !** (Charles Sannat) p.52
- ▶ **Georgescu-Roegen, la question démographique** (Biosphere) p.54

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **Les Nations unies tirent la sonnette d'alarme sur l'augmentation spectaculaire des prix alimentaires mondiaux** (Michael Snyder) p.55
- ▶ **Le « Grand Reset », un air déjà entendu** p.58
- ▶ **Historique ! Accord au G7 sur l'impôt minimum à 15 % !** (Charles Sannat) p.60
- ▶ **« Panne des numéros d'urgence, le naufrage français se poursuit ! »** (Charles Sannat) p.63
- ▶ **Les petits spéculateurs ont pris le contrôle** (Bruno Bertez) p.66
- ▶ **Joe Biden creuse la tombe du budget fédéral US** (Nicolas Perrin) p.70
- ▶ **Pétrole : des jours difficiles mais...** (Bill Bonner) p.76
- ▶ **N'enterrez pas encore le pétrole** (Bill Bonner) p.78
- ▶ **Le COVID-19 a transformé les politiques publiques américaines** (Bill Bonner) p.79
- ▶ **Métamorphose post-pandémique : Ne jamais revenir en arrière** (Charles Hugh Smith) p.84

► **De la destruction de nos libertés individuelles** (Charles Gave) p.86

► **La bulle de la Fed va éclater** (Bill Bonner) p.89

▲ **RETOUR** ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

.Trop de pouvoir

Richard Heinberg 3 juin 2021

Cet article, le troisième d'une série, est basé sur le livre à paraître de l'auteur, **POWER : LIMITS AND PROSPECTS FOR HUMAN SURVIVAL**. Pour plus d'informations sur le livre et pour savoir comment rejoindre un groupe de lecture et de discussion avant sa sortie, rendez-vous sur postcarbon.org/power.



Certaines personnes ont-elles trop de pouvoir sur d'autres ? Les humains ont-ils trop de pouvoir sur le monde naturel ? Ces questions sont au cœur de nos plus grands problèmes mondiaux. Elles nous obligent également à réfléchir de manière critique à la façon dont la société est organisée, ainsi qu'à notre propre comportement. Nous avons souvent tendance à donner des réponses-réflexes, mais les enjeux sont trop importants pour cela. Nous devons réfléchir de manière critique et contextuelle.

Tout d'abord, qu'entendons-nous par "pouvoir" ? **Bien que le mot soit utilisé de nombreuses façons, il n'existe principalement que deux types de pouvoir : le pouvoir physique et le pouvoir social.** Le pouvoir physique peut être défini comme le taux de transfert d'énergie, ou comme l'utilisation de l'énergie pour faire quelque chose ; le pouvoir social est la capacité d'une personne ou d'un groupe à influencer les pensées et le comportement des autres.

La nature fournit des exemples de pouvoir physique excessif. Les incendies de forêt dans le comté de Sonoma, en Californie, où je vis, peuvent brûler avec une puissance de plusieurs gigawatts. Un gigawatt de puissance électrique contrôlée par des lignes électriques, des transformateurs et des circuits peut fournir de la lumière, du chauffage et des connexions Internet à une ville de taille petite à moyenne. Un gigawatt de puissance radiative libéré dans une tempête de feu peut brûler cette même communauté en quelques heures seulement. De même, nous, les humains, pouvons dominer physiquement notre environnement en utilisant l'énergie concentrée des combustibles fossiles pour surexploiter les ressources naturelles, ou en déversant des déchets en quantités que la nature ne peut absorber de manière inoffensive.

Nous comprenons intuitivement que le pouvoir - qu'il soit physique ou social - n'est bon que s'il reste dans certaines limites, restreint par des contrôles et des équilibres.

Un pouvoir social trop important entraîne d'autres problèmes. La coopération, base ultime du pouvoir social, nous donne les moyens d'accomplir des merveilles ; mais, lorsqu'il est canalisé par des systèmes économiques élaborés comportant diverses formes d'endettement et d'investissement, le pouvoir social peut aussi se manifester par la mise en commun d'immenses quantités de richesses entre quelques mains seulement, entraînant une pauvreté généralisée inutile et des troubles civils éventuels. Ce même pouvoir social, libéré dans un élan soudain, peut entraîner la mort de millions de personnes par la guerre ou le génocide.

Nous comprenons intuitivement que le pouvoir - qu'il s'agisse du pouvoir physique ou social - n'est bon que lorsqu'il reste dans certaines limites, restreint par des freins et des contrepoids. Mais nous ne sommes pas toujours capables d'appliquer cette idée simple à nos circonstances immédiates. Par exemple, nous sommes nombreux à nous plaindre que les entreprises, les milliardaires ou les politiciens ont trop de pouvoir. Pourtant, lorsqu'il s'agit de notre propre pouvoir, très peu d'entre nous se demandent s'il n'est pas excessif. Le pouvoir qui nous procure confort et commodités est presque toujours toléré - nous supposons systématiquement que nous en avons besoin de plus, et non de moins.

Mon pouvoir est bon, mais l'autre personne en a trop : c'est une attitude qui semble définir la nature humaine. Pourtant, l'hésitation à évaluer de manière critique son propre pouvoir semble caractériser certaines personnes plus que d'autres, et certaines sociétés plus que d'autres. Même au sein d'une même société, les circonstances peuvent changer, encourageant les gens à devenir plus (ou moins) modestes dans leurs demandes de pouvoir et à ne pas réfléchir à leurs excuses pour leur surpuissance.

Les psychologues savent que certains individus recherchent désespérément les richesses matérielles, les hommages et les sentiments de supériorité. D'autres personnes ne le font pas ; elles peuvent mener une vie modeste mais heureuse, orientée vers le service aux autres. Pourquoi certaines personnes sont-elles plus avides de pouvoir ? Souvent, une faible estime de soi semble en être la clé. Peut-être dès l'enfance, les accros du pouvoir ont connu un vide d'amour et de validation, et n'ont jamais appris à apprécier un simple sentiment de calme intérieur. Leur vie est devenue une chasse sans fin aux sources extérieures d'affirmation et de déférence. Puis, une fois qu'ils ont acquis un pouvoir disproportionné sous une forme ou une autre, ils ont tendance à garder ce pouvoir et à s'en prendre à quiconque le menace.

Certaines circonstances semblent favoriser l'émergence de comportements de recherche de pouvoir. Les sociétés qui utilisent l'argent pour répondre aux besoins humains, au lieu de s'appuyer sur des réseaux informels de partage et d'entraide, sont plus susceptibles d'engendrer des chercheurs de pouvoir. Il en va de même pour les sociétés dotées d'institutions formelles caractérisées par le rang et l'exclusivité (pensez aux armées, aux sacerdoce, aux gouvernements, aux entreprises et aux communautés fermées). D'une manière générale, plus la société est complexe et riche, plus elle est susceptible de favoriser les attitudes et les comportements de recherche du pouvoir. Un empire doté d'une structure de classe rigide à l'intérieur, de colonies et de réseaux commerciaux à l'étranger, est bien plus susceptible d'encourager une soif de pouvoir pathologique chez au moins certains de ses membres qu'une petite société de fourrage ou de jardinage dont les technologies et les coutumes n'ont pas beaucoup changé depuis des milliers d'années.

Même dans une société unique, certains types de circonstances sont plus susceptibles de déclencher des abus de pouvoir. **Les périodes de déclin sociétal peuvent produire des seigneurs de guerre** et des profiteurs (pensez à la Syrie d'aujourd'hui, ou aux vestiges de l'ex-Yougoslavie dans les années 1990). D'un autre côté, les périodes de croissance rapide de la société offrent aux arrivistes l'occasion de s'immiscer dans la vie des autres. L'exemple le plus clair dans ce dernier cas est celui des États-Unis au début et au milieu du XXe siècle : en tant que premier producteur et exportateur mondial de pétrole, l'Amérique a généré de grandes fortunes (notamment celle de John D. Rockefeller) et s'est hissée au rang de superpuissance économique et militaire mondiale, élevant les investisseurs, les généraux, les bureaucrates et les PDG d'entreprise bien au-dessus de la plèbe.

Les combustibles fossiles ont fait plus que créer d'énormes quantités de richesse. En tant que sources sans précédent de puissance physique, ils ont également facilité une croissance insoutenable de la population et de la

consommation, et ont causé une destruction environnementale indicible. De plus, avec tant de nouvelles richesses circulant dans la société, il était presque inévitable que certaines personnes en profitent plus que d'autres, ce qui a conduit à une inégalité économique croissante.

L'une des conséquences de notre dépendance aux combustibles fossiles est le changement climatique, la crise environnementale la plus colossale que l'homme ait jamais créée, qui peut être considérée comme le résultat d'un excès de pouvoir. Voici l'argument en quelques mots : **presque tout ce que nous utilisons représente un petit feu quelque part - généralement plusieurs.** Votre téléphone intelligent ? De petits feux ont fait fonctionner les machines qui ont extrait les minéraux bruts. Des feux plus importants ont fait fondre les métaux. De petits feux ont alimenté les véhicules qui ont transporté toutes les pièces, parfois sur des milliers de kilomètres. D'autres petits feux chauffaient, refroidissaient et alimentaient les divers entrepôts et usines d'assemblage concernés. Prenez n'importe quel objet : à moins qu'il ne s'agisse d'un arbre ou d'une autre caractéristique de l'environnement naturel, un incendie est impliqué. Il en va de même pour les services : ils nous tiennent au chaud, nous rafraîchissent et nous approvisionnent en nourriture, en soins de santé et en éducation. Nous avons même besoin de feux pour fabriquer des panneaux solaires et des éoliennes (par exemple : Les feux de four à 3 000 degrés Fahrenheit qui fonctionnent 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 sont utilisés pour fabriquer des tranches de silicium pur pour les panneaux photovoltaïques). Certes, au cours de sa durée de vie, un panneau photovoltaïque nécessitera moins de feu qu'une centrale électrique au charbon ou au gaz naturel produisant la même quantité d'électricité. Mais si nous voulions fabriquer immédiatement un grand nombre de panneaux photovoltaïques pour remplacer toutes nos centrales électriques au charbon et au gaz, il faudrait allumer d'énormes feux à court terme.

Presque personne ne veut renoncer aux avantages - l'électricité - que procurent tous ces feux. Mais chacun de ces feux, même s'il est soigneusement contrôlé et efficace, rejette du CO₂ dans l'atmosphère, accélère la déstabilisation du climat et compromet la viabilité de la civilisation.

Une façon séduisante (mais finalement sans fondement) d'éviter cette contradiction entre le désir d'une plus grande puissance physique et les conséquences inacceptables de la possession et de l'utilisation de cette puissance est d'espérer que l'énergie renouvelable résoudra le problème climatique sans douleur : tout ce que nous avons à faire est d'attendre que les panneaux solaires deviennent super bon marché. Nous pourrions alors utiliser encore plus d'énergie qu'aujourd'hui, ce sera simplement de l'énergie propre. Nous n'avons pas besoin de renoncer à l'énergie, nous devons simplement changer de technologie énergétique. Mais le changement réel (c'est-à-dire le rythme auquel la société installe les énergies renouvelables et retire les infrastructures de combustibles fossiles) est beaucoup trop lent pour éviter un changement climatique catastrophique. La raison principale est simplement que les combustibles fossiles fournissent plus d'énergie que les énergies renouvelables, non seulement en termes de profits et de dons politiques, mais aussi en termes d'énergie disponible à la demande pour faire les choses qu'une société industrielle veut faire, notamment faire fonctionner les avions et les navires, extraire les minéraux et fabriquer des produits.

Si le changement climatique est un problème de pouvoir, alors il n'y aura peut-être pas de solution purement technique. Si la technologie peut aider à la marge, éviter un réchauffement climatique catastrophique sera surtout un processus de réduction de l'utilisation totale de l'énergie d'une manière qui n'entraîne pas l'effondrement de la société. Il est clair que les personnes qui devront faire le plus de sacrifices sont les plus gros consommateurs d'énergie d'aujourd'hui. Mais il s'agit de personnes disposant d'un grand pouvoir social, qui sont bien placées pour obscurcir le débat public et retarder les actions de fond.

Le changement climatique n'est que l'un des symptômes des déséquilibres et des concentrations excessives de pouvoir à grande échelle qui affectent notre société. Parmi les autres symptômes, citons l'aggravation des inégalités économiques, la disparition de la nature sauvage en raison de l'utilisation croissante des terres par l'homme, la pollution de l'air et de l'eau par des produits pétrochimiques imitant les hormones, et l'épuisement croissant des ressources lié à la surpopulation et à la surconsommation. Les combustibles fossiles, en fournissant si rapidement tant d'énergie physique, ont considérablement exacerbé tous ces problèmes.

Les humains des sociétés passées connaissaient bien le problème de la surpuissance et ont conçu des moyens de la limiter. Les recherches anthropologiques suggèrent que, dans les premières sociétés de fourrage, les tyrans étaient régulièrement exécutés ou bannis. D'autres méthodes d'autolimitation collective comprenaient des tabous contre la surutilisation des ressources naturelles. En voici un exemple : les Bayaka du Congo plaçaient des marqueurs (cônes faits de grandes feuilles) sur les chemins qui menaient à des parties de la forêt où la chasse avait échoué, avertissant ainsi les autres d'éviter cette pratique et donnant aux populations de gibier le temps de se rétablir. Ces pratiques étaient répandues et variées. Les tabous tribaux régissant la récolte d'espèces vulnérables prenaient au moins six formes : les " tabous de segment ", qui interdisaient aux individus d'un certain âge, d'un certain sexe ou d'une certaine classe sociale de récolter une ressource ; les " tabous temporels ", qui interdisaient l'utilisation d'une ressource de subsistance pendant certains jours, semaines ou saisons ; les " tabous de méthode ", qui restreignaient les techniques de récolte trop efficaces susceptibles d'épuiser le stock d'une ressource ; les "tabous sur le cycle de vie", qui interdisaient la récolte d'une espèce pendant les périodes vulnérables de son cycle de vie, comme le frai ou la nidification ; les "tabous sur des espèces spécifiques", qui protégeaient une espèce à tout moment ; et les "tabous sur l'habitat", qui interdisaient l'exploitation humaine d'espèces dans des récifs ou des forêts particuliers servant de réserves ou de sanctuaires biologiques. Étant donné que les peuples anciens, lorsqu'ils migraient vers de nouveaux territoires, chassaient souvent des espèces proies abondantes jusqu'à l'extinction, il semble probable que les pratiques de conservation indigènes aient été apprises sur une longue période par essais et erreurs.

Dans les sociétés modernes, les méthodes visant à limiter collectivement la suraccumulation de pouvoir sont devenues complexes et formalisées. Nous adoptons des réglementations environnementales pour protéger les espèces menacées, interdire ou réglementer certains produits chimiques et décourager le déversement de déchets dangereux. Nous essayons d'empêcher l'aggravation des inégalités économiques en taxant les riches à des taux plus élevés et en mettant en œuvre des programmes de redistribution pour l'éducation, le logement et les soins de santé. Nous essayons de décourager l'émergence de despotes par le biais de constitutions et d'élections.

Cependant, tous ces efforts sont des batailles difficiles, car la société moderne est fondamentalement structurée pour exiger la croissance économique (qui se fait presque toujours au détriment de la nature), et parce que la richesse nouvellement créée tend à profiter principalement à ceux qui détiennent le pouvoir social. Une fois de plus, les combustibles fossiles sont largement responsables : en tant que principales sources d'énergie de notre société, ils sont aussi nos ultimes sources de richesse. Nous avons tiré tellement de pouvoir de ces combustibles, et en si peu de temps, que nos voies institutionnelles de retenue sont de plus en plus dépassées. De plus, les valeurs traditionnelles d'autolimitation, de modestie, d'entraide et d'économie sont tombées en désuétude avec la montée du consumérisme, et nous nous sommes persuadés que nous méritons toute la puissance physique que nous pouvons commander.

Si nous, les humains modernes, sommes, en fait, dépendants du pouvoir, peut-être avons-nous besoin de quelque chose comme un programme collectif en douze étapes. La première étape consisterait simplement à admettre que nous avons un problème de pouvoir. Ensuite, nous devrions systématiquement évaluer les déséquilibres de pouvoir et réduire le pouvoir physique et social des plus puissants. Ces réductions pourraient être réalisées, par exemple, par des impôts sur la fortune et des rations d'énergie pour les habitants des pays riches et pour les personnes les plus riches des pays pauvres.

Mais nous n'allons pas tous vouloir adhérer à un tel programme. Une fois encore, ceux qui ont le plus de pouvoir physique et social seront en mesure de décourager de tels efforts, et auront tout intérêt à préserver leurs avantages. Comment l'humanité pourrait-elle surmonter la réticence des puissants à réduire leurs dépenses, avant que nous ne soyons tous submergés par la destruction écologique et l'effondrement de la société ?

La seule stratégie sensée que j'ai trouvée est celle préconisée par mon ami Craig Collins, qui suggère que ce qu'il faut, c'est une coalition de partage du pouvoir (qu'il appelle un Mouvement de résistance verte) avec **quatre grands segments** :

- **Les groupes et les individus qui travaillent à sauver la planète en stoppant le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution.** La plupart de ces groupes et individus s'efforcent de lutter contre les déprédations des entreprises et des gouvernements ; certains s'efforcent de promouvoir des politiques gouvernementales ou des pratiques commerciales respectueuses de l'environnement, tandis que d'autres cherchent à stabiliser et à réduire la population humaine.
- **Les défenseurs de la justice sociale.** Cette catégorie comprend les défenseurs des pauvres et des minorités opprimées de toutes sortes, y compris les peuples indigènes (qui constituent la majorité de la population dans certains pays).
- **Les groupes s'opposant à la violence, en particulier la violence d'État.** Il s'agit notamment des groupes anti-guerre et des organisations qui cherchent à réduire la prolifération des armes au niveau national, les ventes d'armes au niveau international et la militarisation de la police, ainsi que des groupes qui encouragent les méthodes pacifiques de résolution des conflits.
- **Les bâtisseurs de la nouvelle culture.** Cette dernière catégorie est actuellement moins organisée en interne que les trois précédentes ; elle se compose d'individus et d'organisations qui cherchent à modéliser et à promouvoir un mode de vie durable et post-combustible. Certains membres seraient des experts des attitudes et des habitudes du pouvoir horizontal. D'autres seraient des permaculteurs, des pionniers de l'écovillage et des défenseurs des énergies renouvelables. D'autres encore seraient des artistes créatifs de toutes sortes qui cherchent à mobiliser l'imagination humaine pour construire un avenir vert.

Chacun de ces groupes a un désavantage en termes de puissance par rapport aux forces qui poussent encore la société vers une surcharge de puissance via l'accumulation du capital et le profit, l'extraction des ressources, le déversement des déchets et le militarisme. Cependant, additionnés les uns aux autres, ces groupes constituent une énorme circonscription. D'où l'importance vitale de la coalition et de la coopération entre eux, plutôt que de la compétition et du conflit, avec des tests décisifs de pureté idéologique comme condition d'inclusion.

Une telle coalition de partage du pouvoir a-t-elle des chances de réussir ? Cela dépend probablement de la façon dont les dirigeants et les membres de la coalition comprennent les nuances du pouvoir que j'ai brièvement résumées ci-dessus. Dès le départ, la coalition devra accepter une ironie désolante : elle devra construire une immense quantité de pouvoir social pour rivaliser avec les détenteurs de pouvoir bien établis. Elle devra devenir suffisamment puissante pour changer les cœurs et les esprits, gagner les élections, faire descendre les gens dans la rue et réussir les négociations. Dans de nombreux cas, elle devra prendre le contrôle des institutions - et les redéfinir pour qu'elles puissent fonctionner dans **une ère post-combustible fossile et post-croissance où le pouvoir physique et social sera réduit.**

Si la coalition parvient à aller aussi loin, elle et tous les puissants qui la composent devront faire face au partage et à l'abandon de leur accès super addictif au pouvoir. Mais s'ils y parviennent, tous pourront participer à quelque chose de bien plus satisfaisant que le processus d'accumulation du pouvoir : le développement d'une sagesse qui peut durer à travers les âges.

▲ RETOUR ▲

Critique du livre de Richard Heinberg "The End of Growth" (2011)

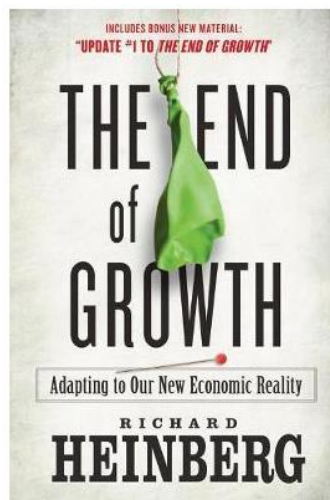
Alice Friedemann Posté le 4 juin 2021 par energyskeptic

Eh bien, ce n'est pas exactement une critique de livre, ce sont mes notes de kindle de ce livre exceptionnel, si bien écrit que je ne sais pas pourquoi je me donne la peine d'écrire du tout. L'histoire se souviendra sûrement de Richard Heinberg comme le plus profond et le plus vaste de tous les écrivains sur le pic de tout. Parmi de nombreuses choses, ce livre couvre :

- L'épuisement d'importantes ressources, dont les combustibles fossiles et les minéraux.
- La prolifération des impacts environnementaux découlant de l'extraction et de l'utilisation des ressources (y compris la combustion de combustibles fossiles) - entraînant des coûts croissants, tant pour ces impacts eux-mêmes que pour les efforts visant à les éviter et à les nettoyer.
- Des perturbations financières dues à l'incapacité de nos systèmes monétaires, bancaires et d'investissement existants à s'adapter à la fois à la rareté des ressources et à la montée en flèche des coûts environnementaux - et à leur incapacité (dans le contexte d'une économie en déclin) à assurer le service des énormes piles de dettes publiques et privées qui ont été générées au cours des deux dernières décennies.

Comme toujours, je n'ai noté que ce qui m'intéressait, et l'ensemble du livre vaut la peine d'être lu, alors allez l'acheter !

Richard Heinberg. 2011. La fin de la croissance : S'adapter à notre nouvelle réalité économique. New Society Publishers.



L'incident de Deepwater Horizon illustre également dans une certaine mesure les effets d'entraînement de l'épuisement et des dommages environnementaux sur les institutions financières. Les compagnies d'assurance ont été contraintes d'augmenter leurs primes pour les opérations de forage en eau profonde, et les répercussions sur les pêcheries régionales ont durement touché l'économie de la côte du Golfe.

Les paiements de BP ont contraint la société à se réorganiser et ont entraîné une baisse de la valeur des actions et des rendements pour les investisseurs. Les difficultés financières de BP ont à leur tour eu des répercussions sur les fonds de pension britanniques qui avaient investi dans l'entreprise. Il ne s'agit que d'un seul événement, certes spectaculaire. S'il s'agissait d'un problème isolé, l'économie pourrait se rétablir et passer à autre chose. Mais nous assistons, et nous assisterons, à une cavalcade de catastrophes environnementales et économiques, sans lien apparent les unes avec les autres, qui entraveront de plus en plus la croissance économique. Il s'agit notamment, mais pas exclusivement, de - le changement climatique, qui entraînera des sécheresses, des inondations et même des famines au niveau régional ; - les pénuries d'eau et d'énergie ; et - les vagues de faillites bancaires, de faillites d'entreprises et de saisies immobilières.

Chacun de ces événements sera généralement traité comme un cas particulier, un problème à résoudre pour que nous puissions "revenir à la normale". Mais, en dernière analyse, ils sont tous liés, dans la mesure où ils sont les conséquences de la croissance de la population humaine, qui s'efforce d'augmenter la consommation par habitant de ressources limitées (y compris les combustibles fossiles non renouvelables, qui altèrent le climat), le

tout sur une planète finie et fragile.

Résultat : nous assistons à une tempête parfaite de crises convergentes qui, ensemble, représentent un moment décisif dans l'histoire de notre espèce. Nous sommes les témoins et les acteurs de la transition entre des décennies de croissance économique et des décennies de contraction économique.

... nous ajoutons environ 70 millions de nouveaux "consommateurs" chaque année. Cela rend la poursuite de la croissance encore plus cruciale : si l'économie stagne, il y aura moins de biens et de services par habitant.

Nous avons exploité les énergies du charbon, du pétrole et du gaz naturel pour construire et faire fonctionner des voitures, des camions, des autoroutes, des aéroports, des avions et des réseaux électriques - toutes les caractéristiques essentielles de la société industrielle moderne. Grâce au processus unique d'extraction et de combustion de centaines de millions d'années de lumière solaire stockée chimiquement, nous avons construit ce qui semblait être (pendant un bref instant) une machine à croissance perpétuelle. **Nous avons appris à prendre pour acquis ce qui était en fait une situation extraordinaire.** C'est devenu normal.

Mais alors que l'ère des combustibles fossiles abondants et bon marché touche à sa fin, nos hypothèses sur la poursuite de l'expansion sont ébranlées. La fin de la croissance est en effet une très grosse affaire. Elle signifie la fin d'une époque et de nos modes actuels d'organisation de l'économie, de la politique et de la vie quotidienne. **Sans croissance, nous devons pratiquement réinventer la vie humaine sur Terre.**

Les dirigeants mondiaux, s'ils se font des illusions sur notre situation réelle, retarderont probablement la mise en place des services de soutien qui peuvent rendre la vie dans une économie sans croissance viable, et ils ne feront presque certainement pas les changements fondamentaux nécessaires aux systèmes monétaires, financiers, alimentaires et de transport. En conséquence, ce qui aurait pu être un processus d'adaptation douloureux mais supportable pourrait devenir la plus grande tragédie de l'histoire. Nous pouvons survivre à la fin de la croissance, mais seulement si nous la reconnaissons pour ce qu'elle est et agissons en conséquence.

Dès 1998, les géologues pétroliers Colin Campbell et Jean Laherrère discutaient d'un scénario d'impact du pic pétrolier qui se présentait comme suit. Selon leur théorie, vers 2010, la stagnation ou la baisse des réserves de pétrole entraînerait une flambée et une volatilité accrue des prix du pétrole, ce qui précipiterait un effondrement économique mondial. Cette contraction rapide de l'économie entraînerait à son tour une forte réduction de la demande d'énergie, de sorte que les prix du pétrole chuteraient ; mais dès que l'économie reprendrait des forces, la demande de pétrole se redresserait, les prix s'envoleraient à nouveau et, par conséquent, l'économie rechuterait. Ce cycle se poursuivrait, chaque phase de reprise étant plus courte et plus faible, et chaque crise plus profonde et plus dure, jusqu'à ce que l'économie soit en ruines. Les systèmes financiers basés sur l'hypothèse d'une croissance continue imploseraient, causant plus de dégâts sociaux que les pics de prix du pétrole eux-mêmes.

Dans le même temps, la volatilité des prix du pétrole contrarierait les investissements dans les alternatives énergétiques : une année, le pétrole serait si cher que presque toutes les autres sources d'énergie sembleraient bon marché en comparaison ; l'année suivante, le prix du pétrole aurait suffisamment baissé pour que les utilisateurs d'énergie y reviennent en masse, les investissements dans d'autres sources d'énergie paraissant insensés. Mais la faiblesse des prix du pétrole découragerait l'exploration de nouvelles sources de pétrole, ce qui entraînerait des pénuries de carburant encore plus graves par la suite. Dans tous les cas, les capitaux d'investissement seraient rares, car les banques seraient insolvables en raison de la crise et les gouvernements seraient ruinés par la baisse des recettes fiscales. Pendant ce temps, la concurrence internationale pour les réserves de pétrole en baisse pourrait conduire à des guerres entre les nations importatrices de pétrole, entre les importateurs et les exportateurs, et entre les factions rivales au sein des nations exportatrices.

Mais ce qui s'est passé ensuite a tellement attiré l'attention du monde que la flambée des prix du pétrole a été presque oubliée : en septembre 2008, le système financier mondial a failli s'effondrer. Les raisons de cette crise

soudaine et saisissante étaient apparemment liées aux bulles immobilières, à l'absence de réglementation appropriée du secteur bancaire et à l'utilisation excessive de produits financiers bizarres que presque personne ne comprenait. Toutefois, la flambée des prix du pétrole a joué un rôle essentiel (bien que largement négligé) dans le déclenchement de l'effondrement économique.

Dans le sillage immédiat de cette expérience de mort imminente de la finance mondiale, le scénario de l'impact du pic pétrolier proposé dix ans plus tôt et le scénario standard des limites de la croissance de 1972 semblaient se confirmer avec une précision étrange et effrayante. Le commerce mondial était en chute libre. Les plus grandes entreprises automobiles du monde étaient sous perfusion. L'industrie aérienne américaine avait diminué de près d'un quart. Des émeutes de la faim ont éclaté dans les pays pauvres du monde entier. Les guerres qui s'éternisent en Irak (le pays qui possède les deuxièmes plus grandes réserves de pétrole brut du monde) et en Afghanistan (le site de projets d'oléoducs et de gazoducs contestés) continuent de saigner les coffres de la première nation importatrice de pétrole du monde.

Pendant ce temps, le débat sur les mesures à prendre pour freiner le changement climatique mondial a illustré l'inertie politique qui a maintenu le monde sur la voie de la calamité depuis le début des années 70. Il est désormais évident pour toute personne d'un niveau d'éducation et d'intelligence modeste que le monde a deux raisons urgentes et irréfutables de mettre rapidement fin à sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles : la double menace de la catastrophe climatique et les contraintes imminentes en matière d'approvisionnement en combustibles. Pourtant, lors de la conférence sur le climat qui s'est tenue à Copenhague en décembre 2009, les priorités des nations les plus dépendantes des combustibles étaient claires : il fallait réduire les émissions de carbone et la dépendance aux combustibles fossiles, mais uniquement si cela ne menaçait pas la croissance économique.

Nous devons nous convaincre que la vie dans une économie qui ne connaît pas la croissance peut être épanouissante, intéressante et sûre. L'absence de croissance n'implique pas nécessairement l'absence de changement ou d'amélioration. Dans une économie non croissante ou d'équilibre, il peut y avoir un développement continu des compétences pratiques, de l'expression artistique et de certains types de technologie. En fait, certains historiens et spécialistes des sciences sociales affirment que la vie dans une économie d'équilibre peut être supérieure à la vie dans une économie à croissance rapide : si la croissance crée des opportunités pour certains, elle intensifie aussi généralement la concurrence - il y a de grands gagnants et de grands perdants, et (comme dans la plupart des villes en plein essor) la qualité des relations au sein de la communauté peut en souffrir. Dans une économie qui ne connaît pas de croissance, il est possible de maximiser les avantages et de réduire les facteurs de déclin, mais il faut pour cela poursuivre des objectifs appropriés : au lieu de faire plus, nous devons nous efforcer de faire mieux ; au lieu de promouvoir l'augmentation de l'activité économique pour elle-même, nous devons mettre l'accent sur ce qui améliore la qualité de vie sans alimenter la consommation. Une façon d'y parvenir est de réinventer et de redéfinir la croissance elle-même.

Les philosophes économiques "classiques" tels qu'Adam Smith (1723-1790), Thomas Robert Malthus (1766-1834) et David Ricardo (1772-1823) ont introduit des concepts de base tels que l'offre et la demande, la division du travail et l'équilibre du commerce international.

Ces pionniers se sont attachés à découvrir des lois naturelles dans le fonctionnement quotidien des économies. Ils s'efforçaient, en d'autres termes, de faire de l'économie une science, admirant la capacité des physiciens, des biologistes et des astronomes à démontrer la fausseté des anciennes doctrines de l'Église et à établir de nouvelles "lois" universelles par le biais d'enquêtes et d'expériences.

Les philosophes économiques, pour leur part, pouvaient désigner le prix comme l'arbitre de l'offre et de la demande, agissant partout pour allouer les ressources bien plus efficacement qu'aucun gestionnaire ou bureaucrate humain ne pourrait jamais le faire - il s'agissait certainement d'un principe aussi universel et impersonnel que la force de gravitation !

Les théoriciens classiques ont progressivement adopté les mathématiques et une partie de la terminologie de la science. Malheureusement, ils n'ont pas été en mesure d'intégrer à l'économie les principes fondamentaux de la science.

La théorie économique n'exigeait pas d'hypothèses falsifiables ni d'expériences contrôlées reproductibles. Les économistes ont commencé à se considérer comme des scientifiques, alors qu'en fait leur discipline est restée une branche de la philosophie morale, comme c'est encore le cas aujourd'hui.

Il est important de noter que ces premiers philosophes avaient une idée des limites naturelles et prévoyaient une fin éventuelle de la croissance économique. Les ingrédients essentiels de l'économie étaient le travail, la terre et le capital. Comme il n'y a qu'une quantité limitée de terre sur Terre (qui, dans l'esprit de ces théoriciens, représente toutes les ressources naturelles), il est évident qu'à un moment donné, l'expansion de l'économie cessera. Malthus et Smith étaient tous deux explicitement de cet avis. Un philosophe économique un peu plus tardif, John Stuart Mill (1806-1873), a formulé la question comme suit : "Il doit toujours avoir été vu, plus ou moins distinctement, par les économistes politiques, que l'augmentation de la richesse n'est pas illimitée : qu'à la fin de ce qu'ils appellent l'état progressif se trouve l'état stationnaire..."

Mais à partir d'Adam Smith, l'idée qu'une "amélioration" continue de la condition humaine était possible a fini par être généralement acceptée.

L'une des clés de cette transformation a été la suppression progressive, par les économistes, de la terre des ingrédients primaires théoriques de l'économie (de plus en plus, seuls le travail et le capital comptaient vraiment - la terre ayant été rétrogradée à une sous-catégorie du capital). C'est l'un des raffinements qui ont transformé la théorie économique classique en économie néoclassique ; les autres incluent les théories de la maximisation de l'utilité et du choix rationnel.

Si cette évolution a débuté au XIXe siècle, elle a atteint son apogée au XXe siècle grâce aux travaux d'économistes qui ont exploré des modèles de concurrence imparfaite et des théories des formes de marché et de l'organisation industrielle, tout en mettant l'accent sur des outils tels que la courbe du revenu marginal (c'est à cette époque que l'économie a été surnommée "la science lugubre", en partie parce que sa terminologie était, peut-être intentionnellement, de plus en plus abrutissante). Entre-temps, cependant, l'économiste le plus influent du XIXe siècle, un philosophe du nom de Karl Marx, avait lancé une bombe métaphorique à travers la fenêtre de la maison qu'Adam Smith avait construite. Dans son livre le plus important, *Das Kapital*, Marx propose un nom pour le système économique qui a évolué depuis le Moyen Âge : le capitalisme. Il s'agit d'un système fondé sur le capital. Nombreux sont ceux qui pensent que le capital n'est qu'un autre mot pour désigner l'argent, mais ils passent totalement à côté de l'essentiel : le capital est une richesse - argent, terrains, bâtiments ou machines - qui a été mise de côté pour produire davantage de richesse. Si vous utilisez la totalité de votre salaire hebdomadaire pour payer votre loyer, vos courses et d'autres nécessités, vous avez peut-être de l'argent mais pas de capital. Mais même si vous êtes très endetté, si vous possédez des actions ou des obligations, ou un ordinateur que vous utilisez pour votre entreprise à domicile, vous avez du capital. Le capitalisme, tel que défini par Marx, est un système dans lequel la richesse productive est détenue par des particuliers. Le communisme (que Marx a proposé comme alternative) est un système dans lequel la richesse productive est détenue par la communauté, ou par la nation au nom du peuple. Dans tous les cas, selon Marx, le capital a tendance à croître.

Marx a également écrit que le capitalisme est intrinsèquement non durable, en ce sens que lorsque les travailleurs seront suffisamment appauvris par les capitalistes, ils se soulèveront, renverseront leurs patrons et établiront un État communiste (ou, finalement, un paradis ouvrier sans État). Le capitalisme impitoyable du 19ème siècle a entraîné des booms et des busts, ainsi qu'une forte augmentation de l'inégalité des richesses - et donc une augmentation de l'agitation sociale. Avec la dépression de 1893 et le krach de 1907, et enfin la Grande Dépression des années 1930, il est apparu à de nombreux commentateurs sociaux de l'époque que le capitalisme était effectivement en train de s'effondrer, et que des soulèvements inspirés par Marx étaient inévitables ; la révolte bolchevique de 1917 a été une confirmation brutale de ces espoirs ou de ces craintes (selon le point de

vue).

Les décennies suivantes ont été marquées par une lutte à trois entre les sociaux-libéraux keynésiens, les adeptes de Marx et les économistes néoclassiques ou néolibéraux, temporairement marginalisés, qui ont insisté sur le fait que les réformes sociales et l'ingérence keynésienne du gouvernement dans les taux d'intérêt, les dépenses et les emprunts ne faisaient qu'entraver l'efficacité finale du marché libre.

Avec la chute de l'Union soviétique à la fin des années 1980, le marxisme a cessé d'avoir une voix crédible en économie. Sa quasi-disparition du débat a créé un espace pour l'ascension rapide des néolibéraux, qui, depuis un certain temps, tiraient leur énergie des réactions généralisées contre la répression et l'inefficacité des économies d'État. Margaret Thatcher et Ronald Reagan se sont tous deux largement appuyés sur les conseils des économistes néolibéraux de l'école de Chicago.

L'un des économistes libertaires les plus influents de ces dernières décennies est Alan Greenspan (né en 1926), qui, en tant que président de la Réserve fédérale américaine de 1987 à 2006, a plaidé en faveur de la privatisation des entreprises publiques et de la déréglementation des entreprises - mais Greenspan a néanmoins dirigé une Fed activiste qui a augmenté la masse monétaire du pays d'une manière et à des degrés que ni Friedman ni Hayek n'auraient approuvés. Comme...

Il y a un dicton maintenant en Russie : Marx avait tort dans tout ce qu'il a dit sur le communisme, mais il avait raison dans tout ce qu'il a écrit sur le capitalisme. Depuis les années 1980, le retour presque mondial à la philosophie économique classique a conduit, comme on pouvait s'y attendre, à une augmentation des inégalités de richesse aux États-Unis et dans d'autres pays, ainsi qu'à des bulles et des krachs économiques plus fréquents et plus graves. Ce qui nous amène à la crise mondiale qui a débuté en 2008. À cette époque, tous les économistes classiques (keynésiens et néolibéraux confondus) en étaient venus à considérer que la croissance perpétuelle était l'objectif rationnel et réalisable des économies nationales. La discussion portait uniquement sur la manière de la maintenir - par l'intervention de l'État ou par une approche de laissez-faire qui suppose que le marché sait toujours ce qu'il faut faire. Mais...

C'est clairement un défi pour les néolibéraux, dont les politiques de déréglementation ont été largement responsables de la création de la bulle immobilière dont l'implosion est généralement créditée d'avoir alimenté la crise. Mais c'est aussi une énigme pour les keynésiens, dont les plans de relance ont échoué dans leur objectif d'augmenter l'emploi et l'activité économique générale. Nous sommes donc confrontés à une crise non seulement de l'économie, mais aussi de la théorie et de la philosophie économiques.

L'affrontement idéologique entre keynésiens et néolibéraux (représenté dans une certaine mesure par l'escalade de la guerre totale entre les partis politiques démocrate et républicain aux États-Unis) va sans aucun doute se poursuivre et même s'intensifier. Mais la chaleur de la bataille qui s'ensuivra n'apportera que peu de lumière si les deux philosophies dissimulent les mêmes erreurs fondamentales. L'une de ces erreurs est bien sûr la croyance que les économies peuvent et doivent croître perpétuellement. Mais cette erreur repose sur une autre, plus profonde et plus subtile. La subsumation de la terre dans la catégorie du capital par la quasi-totalité des économistes post-classiques a représenté une déclaration selon laquelle la nature n'est qu'un sous-ensemble de l'économie humaine - un tas infini de ressources à transformer en richesse. Cela signifiait également que les ressources naturelles pouvaient toujours être remplacées par une autre forme de capital - argent ou technologie. La réalité, bien sûr, est que l'économie humaine existe au sein de la nature et en dépend entièrement, et que de nombreuses ressources naturelles n'ont aucun substitut réaliste. Cette erreur logique et philosophique fondamentale, ancrée au cœur même des philosophies économiques modernes dominantes, a mis la société sur la voie de l'ère actuelle de changement climatique et d'épuisement des ressources, et sa persistance rend les théories économiques conventionnelles - qu'elles soient keynésiennes ou néolibérales - totalement incapables de faire face aux menaces économiques et environnementales qui pèsent sur la civilisation au XXI^e siècle.

Pour nous aider, nous pouvons nous tourner vers les économistes écologiques et biophysiques, dont les idées

ont été complètement marginalisées par les grands prêtres et les gardiens de l'économie dominante et par la croissance spectaculaire de la dette - sous des formes évidentes et subtiles - qui s'est produite au cours des dernières décennies. Ce phénomène doit à son tour être considéré à la lumière des cycles économiques qui caractérisent l'activité économique des sociétés industrielles modernes, et des banques centrales qui ont été créées pour les gérer.

Nous avons déjà noté comment les nations ont appris à soutenir la croissance de leurs économies physiques provoquée par les combustibles fossiles en augmentant leur masse monétaire par le biais de banques à réserves fractionnaires. Au fur et à mesure que l'argent a été progressivement (et finalement complètement) dissocié de la substance physique (c'est-à-dire des métaux précieux), la création monétaire est devenue liée à l'octroi de prêts par les banques commerciales.

Cela signifie que l'offre de monnaie était entièrement élastique - on pouvait en créer autant que nécessaire, et la quantité en circulation pouvait aussi bien se contracter qu'augmenter. Et la croissance de la monnaie était liée à la croissance de la dette. Le système est dynamique et instable, et cette instabilité se manifeste dans le cycle économique. Dans la phase d'expansion du cycle, les entreprises voient l'avenir en rose et contractent donc des prêts pour accroître leur capacité de production et embaucher de nouveaux travailleurs. Comme de nombreuses entreprises agissent de la sorte en même temps, la réserve de travailleurs disponibles se rétrécit ; ainsi, pour attirer et garder les meilleurs travailleurs, les entreprises doivent augmenter les salaires. Lorsque les salaires augmentent, les travailleurs-consommateurs ont plus d'argent dans leurs poches. Les travailleurs-consommateurs dépensent une grande partie de cet argent en produits des entreprises qui les embauchent, ce qui contribue à répandre encore plus d'optimisme quant à l'avenir. Au milieu de cette euphorie, les travailleurs-consommateurs s'endettent en pensant que leurs salaires continueront à augmenter, ce qui leur permet de rembourser facilement leurs emprunts. Les entreprises s'endettent pour accroître leur capacité de production. Les prix de l'immobilier augmentent en raison de la hausse de la demande (les anciens locataires décident qu'ils peuvent maintenant se permettre d'acheter), ce qui signifie que les maisons ont une plus grande valeur en tant que garantie si les propriétaires actuels veulent contracter des prêts importants pour effectuer des travaux de rénovation ou acheter une nouvelle voiture. Tous ces emprunts et dépenses augmentent la masse monétaire et la vitesse de circulation de la monnaie. À un moment donné, cependant, l'humeur générale du pays change. Les entreprises ont investi dans la capacité de production dont elles auront probablement besoin pendant un certain temps. Elles estiment s'être endettées autant qu'elles le peuvent et ne ressentent plus le besoin d'embaucher de nouveaux employés. La pression à la hausse sur les salaires cesse, ce qui contribue à atténuer le sentiment général d'optimisme à l'égard de l'économie. De même, les travailleurs hésitent à s'endetter davantage, car ils ne sont pas certains d'être en mesure d'effectuer les paiements. Ils se concentrent plutôt sur le remboursement des dettes existantes. Comme il y a moins d'emprunts, il y a moins de création d'argent frais ; parallèlement, lorsque les emprunts antérieurs sont remboursés, l'argent disparaît effectivement du système. La masse monétaire du pays se contracte dans une spirale qui s'auto-alimente. Mais si les gens augmentent leur épargne pendant cette phase descendante du cycle, ils finiront par se sentir plus en sécurité et donc plus disposés à recommencer à dépenser. De même, les entreprises finiront par liquider une grande partie de leur capacité de production excédentaire et réduiront ainsi le poids de leur dette. Cela ouvre la voie à la phase d'expansion suivante.

Une bulle consiste en des échanges de gros volumes à des prix très éloignés des valeurs intrinsèques, mais le mot peut aussi être utilisé plus largement pour désigner tout cas d'expansion rapide de la monnaie ou du crédit qui n'est pas viable à long terme. Les bulles se terminent toujours par un krach, c'est-à-dire une chute rapide et brutale de la valeur des actifs.

Les hauts et les bas du cycle économique se traduisent par des niveaux d'inflation plus ou moins élevés. L'inflation est souvent définie en termes de hausse des salaires et des prix, mais (comme l'ont fait valoir de manière convaincante les économistes autrichiens) l'inflation des salaires et des prix n'est en fait que le symptôme d'une augmentation de la masse monétaire par rapport aux quantités de biens et de services échangés, ce qui est généralement le résultat d'emprunts et de dépenses exubérants. Le ralentissement du cycle économique, dans le pire des cas, peut produire le contraire de l'inflation, ou déflation. La déflation se manifeste

par une baisse des salaires et des prix, consécutive à une diminution de la masse monétaire par rapport aux biens et services échangés, en raison d'une contraction des emprunts et des dépenses.

Comme nous l'avons vu, les bulles sont un phénomène généralement lié aux investissements spéculatifs. Mais dans un sens plus large, notre économie tout entière a pris les caractéristiques d'une bulle, voire d'une chaîne de Ponzi. En effet, elle en est venue à dépendre de montants de dette stupéfiants et en constante augmentation : dette publique et privée ; dette se chiffrant en billions, en dizaines de billions et en centaines de billions de dollars ; dette qui, dans l'ensemble, a augmenté de 500 % depuis 1980 ; dette qui a augmenté plus rapidement que la production économique (mesurée en PIB) au cours des 50 dernières années, sauf une ; dette qui ne pourra jamais être remboursée ; dette qui représente des créances sur des quantités de travail et de ressources qui n'existent tout simplement pas.

Si l'on examine le problème de plus près, la mondialisation de l'économie apparaît comme un facteur important. Dans les années 1970 et 1980, face à des normes environnementales et de travail plus strictes au niveau national, les entreprises ont commencé à considérer le vide réglementaire, la main-d'œuvre bon marché et les ressources naturelles relativement intactes des pays moins industrialisés comme une mine d'or potentielle. Les banques d'investissement internationales ont commencé à prêter aux nations pauvres des sommes énormes pour financer des projets d'infrastructure malavisés (et, accessoirement, pour verser des pots-de-vin à des politiciens locaux corrompus), exigeant ensuite de ces pays qu'ils liquident leurs ressources naturelles au prix fort afin de trouver les liquidités nécessaires au remboursement des prêts. Ensuite, poussées par les intérêts des entreprises, les nations industrialisées ont fait pression pour la libéralisation des règles commerciales par le biais de l'Organisation mondiale du commerce (les nouvelles règles favorisent presque toujours subtilement le partenaire commercial le plus riche).

Tout cela a conduit, comme on pouvait s'y attendre, à une réduction de la fabrication et de l'extraction des ressources dans les principaux pays industrialisés, en particulier aux États-Unis (de nombreuses ressources importantes étaient de toute façon en voie d'épuisement dans les pays industrialisés riches), et à une forte augmentation de l'extraction des ressources et de la fabrication dans plusieurs pays "en développement", principalement en Chine. La réduction de la fabrication nationale et de l'extraction des ressources a incité les investisseurs des pays industrialisés à rechercher des profits par des moyens purement financiers. En conséquence de ces tendances, il y a aujourd'hui autant d'Américains employés dans l'industrie manufacturière qu'en 1940, alors que la population du pays était environ la moitié de ce qu'elle est aujourd'hui, tandis que la proportion de l'activité économique totale des États-Unis provenant des services financiers a triplé au cours de la même période. Et l'investissement spéculatif est devenu une pratique acceptée, enseignée dans les meilleures universités et institutionnalisée dans les plus grandes entreprises du monde.

Le développement financier le plus important des années 1970 a été la croissance de la titrisation, une pratique financière consistant à regrouper divers types de dettes contractuelles (telles que des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires commerciaux, des prêts automobiles ou des obligations de cartes de crédit) et à les vendre à des investisseurs sous la forme d'obligations, de titres intermédiés ou d'obligations hypothécaires garanties (OGC). Le principal et les intérêts des dettes sous-jacentes au titre sont remboursés régulièrement aux investisseurs. La titrisation a permis à un plus grand nombre d'investisseurs de financer davantage de dettes. En effet, la titrisation a fait (ou permis) que les créances sur la richesse augmentent bien au-delà des niveaux précédents.

En 1970, les 100 premiers PDG gagnaient environ 45 dollars pour chaque dollar gagné par le travailleur moyen ; en 2008, le rapport était de plus de 1 000 pour un.

Dans les années 1990, alors que l'excédent de capital financier continuait de croître, les banques d'investissement ont commencé à inventer une multitude de nouveaux titres à haut rendement. Pour évaluer ces nouveaux produits, les agences de notation ont utilisé des modèles mathématiques qui, rétrospectivement, ont gravement sous-estimé leur niveau de risque. Jusqu'au début des années 1970, les agences de notation du crédit

obligataire étaient payées pour leur travail par les investisseurs qui voulaient des informations impartiales sur la solvabilité des émetteurs de titres et de leurs différentes offres. À partir du début des années 1970, les "trois grandes" agences de notation (Standard & Poors, Moody's et Fitch) ont été payées par les émetteurs de titres pour lesquels elles émettaient ces notes. Cela a conduit les agences de notation à encourager activement l'émission de titres garantis par des créances (CDO). L'administration Clinton a fait du "logement abordable" l'un de ses objectifs explicites (il ne s'agissait pas de faire baisser les prix des logements, mais d'aider les Américains à s'endetter), et au cours de la décennie, le pourcentage d'Américains propriétaires de leur logement a augmenté de 7,8 %. Cela a initié une tendance persistante à la hausse des prix de l'immobilier.

À la fin des années 1990, les investisseurs se sont rués sur les actions liées à Internet, créant ainsi une bulle spéculative. La bulle Internet a éclaté en 2000 (comme pour toutes les bulles, il s'agissait seulement de savoir "quand", pas "si"), et un an plus tard, les crimes terrifiants du 11 septembre 2001 ont entraîné la fermeture des bourses américaines pendant quatre jours et la plus forte baisse de l'indice Dow Jones en une journée. Ensemble, ces événements ont déclenché une importante récession. Cherchant à contrer une tendance déflationniste, la Réserve fédérale a abaissé son taux cible des fonds fédéraux de 6,5 % à 1,0 %, rendant les emprunts plus abordables. La pression à la baisse sur les taux d'intérêt provenait également du déficit commercial élevé et croissant du pays. La balance des paiements de chaque pays doit être égale à zéro. Par conséquent, si un pays présente un déficit de la balance courante, il doit l'équilibrer en tirant profit d'investissements étrangers, en puisant dans ses réserves ou en obtenant des prêts d'autres pays. En d'autres termes, un pays qui importe plus qu'il n'exporte doit emprunter pour payer ces importations. Les importations américaines ont donc dû être compensées par des montants importants et croissants de capitaux d'investissement étrangers affluant aux États-Unis. La hausse du prix des obligations attire davantage de capitaux d'investissement, mais il existe inévitablement une relation inverse entre le prix des obligations et les taux d'intérêt, de sorte que les déficits commerciaux ont tendance à faire baisser les taux d'intérêt. Les investisseurs étrangers avaient beaucoup de fonds à prêter, soit parce qu'ils avaient des taux d'épargne personnelle très élevés (en Chine, jusqu'à 40 % des revenus sont épargnés), soit parce que les prix du pétrole étaient élevés (pensez à l'OPEP). Un torrent de fonds - on a parlé d'une "réserve géante d'argent" dont la taille a plus ou moins doublé entre 2000 et 2007, pour atteindre 70 000 milliards de dollars - affluait sur les marchés financiers américains. Alors que les gouvernements étrangers achetaient des obligations du Trésor américain, évitant ainsi une grande partie de l'impact de l'éventuel krach, d'autres investisseurs étrangers, y compris des fonds de pension, ...

À cette époque, un "système bancaire parallèle" largement non réglementé <shadow banking>, composé de fonds spéculatifs, de fonds du marché monétaire, de banques d'investissement, de fonds de pension et d'autres entités peu réglementées, était devenu essentiel pour les marchés du crédit et sous-tendait le système financier dans son ensemble. Mais les "banques" de l'ombre avaient tendance à emprunter à court terme sur des marchés liquides pour acheter des actifs à long terme, illiquides et risqués, profitant de la différence entre des taux à court terme plus bas et des taux à long terme plus élevés. Cela signifie que toute perturbation des marchés du crédit entraînerait un désendettement rapide, obligeant ces entités à vendre des actifs à long terme (tels que des titres adossés à des créances hypothécaires) à des prix déprimés.

Entre 1997 et 2006, le prix de la maison américaine typique a augmenté de 124 %.

Les gens se vantaient que leurs maisons rapportaient plus qu'elles ne coûtaient, croyant que l'augmentation de la valeur des maisons représentait un flux d'argent réel qui pouvait être exploité pour toujours. D'une certaine manière, cet argent a été volé à la génération suivante : les jeunes primo-accédants ont dû s'encombrer d'une dette ingérable pour entrer sur le marché, tandis que les propriétaires plus âgés qui ont acheté avant la bulle ont pu vendre, réduire leur taille de dépenses et vivre de leurs bénéfices.

Pendant une brève période entre 2006 et mi-2008, les investisseurs se sont rués sur les contrats à terme sur le pétrole, les métaux et les denrées alimentaires, faisant grimper les prix des matières premières dans le monde entier. Des émeutes de la faim ont éclaté dans de nombreux pays pauvres, où le coût du blé et du riz a doublé ou triplé. Ce boom reposait en partie sur une tendance économique fondamentale : la demande de produits de base

était en hausse, notamment en raison de l'expansion des économies de la Chine, de l'Inde et du Brésil, alors que l'offre était en retard. Mais la spéculation a fait grimper les prix plus haut et plus vite que la pénurie physique ne pouvait l'expliquer. Pour les économies occidentales, la flambée des prix du pétrole a eu un fort impact sur la récession, les nouveaux propriétaires, déjà à court d'argent, devant désormais dépenser 80 à 100 dollars chaque fois qu'ils font le plein de leur SUV. Les secteurs de l'automobile, des compagnies aériennes, du transport maritime et du camionnage ont été ébranlés.

La bulle immobilière américaine du début des années 2000 a été la plus importante (en termes de capitaux impliqués) de l'histoire. Et son effondrement fait étrangement écho à celui des années 1930 : Les économistes autrichiens et post-keynésiens ont fait valoir que ce n'est pas tant le krach boursier qui a provoqué la Grande Dépression que les faillites agricoles, qui ont empêché les agriculteurs de rembourser leurs prêts hypothécaires, ainsi que les bulles immobilières en Floride, à New York et à Chicago.

Les bulles immobilières sont essentiellement des bulles de crédit, car les propriétaires utilisent généralement de l'argent emprunté pour acheter un bien (contrairement aux bulles monétaires, dans lesquelles les nations gonflent leur monnaie pour rembourser la dette publique). Le montant de la dette en cours s'envole lorsque les acheteurs inondent le marché, faisant grimper les prix de l'immobilier à des niveaux irréalistes et contractant des prêts qu'ils ne peuvent pas rembourser. Trop de maisons et de bureaux sont construits, et les matériaux et la main-d'œuvre sont gaspillés pour leur construction. Les bulles immobilières entraînent également un excès de constructeurs de maisons, qui doivent se recycler et se rééquiper lorsque la bulle éclate. Ce type de bulles conduit à des crises systémiques qui affectent l'intégrité économique des nations. En effet, la bulle immobilière du début des années 2000 était devenue l'oxygène de l'économie américaine - la source d'emplois, le fondement de la reprise de Wall Street après l'éclatement de la bulle Internet, l'attrait pour les capitaux étrangers, la base de l'accumulation de richesse et des dépenses des ménages. Son éclatement a tout changé.

Et il y a des raisons de penser qu'il ne s'est pas complètement dégonflé : l'immobilier commercial pourrait bien être le prochain à expirer. Au cours des cinq prochaines années, environ 1,4 trillion de dollars de prêts immobiliers commerciaux arriveront à échéance et nécessiteront un nouveau financement. Les valeurs des propriétés commerciales ont chuté de plus de 40 % au niveau national depuis leur sommet de 2007, de sorte que près de la moitié des prêts sont sous-évalués. Les taux d'occupation sont en hausse et les loyers en baisse. L'impact de la crise immobilière sur les banques est profond et va bien au-delà des défauts de paiement sur les contrats hypothécaires en cours : la dépendance systémique à l'égard des MBS, des CDO et des produits dérivés signifie que de nombreuses banques, y compris les plus grandes, sont effectivement insolvables et incapables de prendre davantage de risques (nous verrons pourquoi plus en détail dans la section suivante). Les données démographiques ne laissent pas présager une reprise prochaine du marché immobilier : les plus âgés des baby-boomers ont 65 ans et entrent dans la retraite. Peu d'entre eux disposent d'économies substantielles ; beaucoup avaient espéré financer leurs années d'or avec la valeur nette de leur maison - et pour y parvenir, ils doivent vendre. Cela ajoutera de nouvelles maisons à un marché déjà surchargé, ce qui fera encore baisser les prix.

En ce qui concerne l'endettement, quelles seront probablement ces limites et dans quelle mesure sommes-nous près de les atteindre ? Il existe des limites pratiques à l'endettement dans un tel système, et ces limites sont susceptibles de se manifester de manière quelque peu différente pour chacune des quatre catégories de dette indiquées dans le graphique. En ce qui concerne la **dette publique**, les problèmes surviennent lorsque les paiements d'intérêts requis deviennent une fraction substantielle des recettes fiscales. Actuellement, aux États-Unis, le budget fédéral total s'élève à environ 3 500 milliards de dollars, dont 12 % (soit 414 milliards de dollars) sont consacrés au paiement des intérêts. Mais en 2009, les recettes fiscales ne s'élevaient qu'à 2 100 milliards de dollars ; les paiements d'intérêts consomment donc actuellement près de 20 %, soit près d'un cinquième, des recettes fiscales.

Lorsque la dette atteindra 20 000 milliards de dollars, dans une dizaine d'années, les paiements d'intérêts pourraient constituer la plus grande catégorie de dépenses du budget fédéral, éclipsant même les dépenses militaires. Si les recettes fiscales fédérales n'ont pas augmenté d'ici là, les paiements des intérêts de la dette du

gouvernement fédéral en consommeront 20 %.

Lorsque 100 % des recettes fiscales devront être consacrées au paiement des intérêts et que toutes les opérations gouvernementales devront être financées par des emprunts supplémentaires - pour lesquels il faudra payer encore plus d'intérêts - le système aura atteint une sorte de singularité financière : un trou noir de la dette, si vous voulez. Mais, selon toute vraisemblance, nous n'aurions pas besoin d'arriver à cette impasse ultime avant que de graves problèmes n'apparaissent.

De nombreux économistes suggèrent que lorsque le gouvernement doit consacrer 30 % des recettes fiscales au paiement des intérêts, le pays est pris dans un piège de la dette dont il n'est pas facile de sortir. Compte tenu des trajectoires actuelles des emprunts publics et des taux d'intérêt, cette barre des 30 % pourrait être atteinte dans quelques années seulement. Et même avant cela, la solvabilité des États-Unis et les coûts d'intérêt en prendront un coup.

Cependant, certains affirment que les limites de la dette publique (en raison des paiements d'intérêts qui font boule de neige) ne doivent pas nécessairement être une contrainte difficile à respecter, en particulier pour une grande nation comme les États-Unis, qui contrôle sa propre monnaie. Le gouvernement des États-Unis est constitutionnellement habilité à créer de la monnaie, y compris pour payer les intérêts de ses dettes. Le gouvernement pourrait aussi se prêter de l'argent par l'intermédiaire de sa banque centrale, qui rembourserait ensuite les intérêts au Trésor (c'est en fait ce que font le Trésor et la Fed avec l'assouplissement quantitatif),

La complication la plus évidente qui pourrait survenir est la suivante : si, à un moment donné, la confiance générale dans le fait que la dette extérieure du gouvernement américain (c'est-à-dire l'argent dû à des emprunteurs privés ou à d'autres nations) puisse être remboursée par une dette de "valeur" égale était profondément et largement ébranlée, les acheteurs potentiels de cette dette pourraient décider de garder leur argent sous le matelas métaphorique (en l'utilisant plutôt pour acheter des usines ou des champs pétrolifères), même si cela pose son propre ensemble de problèmes. La Fed deviendrait alors pratiquement le seul acheteur disponible de la dette publique, ce qui pourrait finir par saper la confiance dans la monnaie, déclenchant éventuellement une spirale rapide de refus qui ne prendrait fin que lorsque la monnaie ferait défaut. Il existe de nombreux exemples historiques de faillites monétaires, ce qui ne serait donc pas un cas unique.

Mais tant que les dépenses déficitaires ne dépassent pas certaines limites, et tant que l'économie reprend sa croissance dans un avenir pas trop lointain, cette situation peut être maintenue pendant un certain temps. Les systèmes de Ponzi peuvent théoriquement se poursuivre éternellement, si le nombre de participants potentiels est infini. La taille absolue de la dette publique n'est pas nécessairement un facteur critique, tant que la croissance future sera suffisante pour que la proportion de la dette par rapport aux revenus reste la même. Même une augmentation de cette proportion n'est pas nécessairement alarmante, tant qu'elle n'est que temporaire. Tel est, en tout cas, l'argument keynésien. Les keynésiens feraient également remarquer que la dette publique n'est qu'une catégorie de la dette totale, et que la dette publique américaine n'a pas augmenté proportionnellement aux autres catégories de dette à un degré alarmant (jusqu'à la récession actuelle).

Les baby-boomers (la cohorte démographique la plus nombreuse de l'histoire du pays, qui comprend 70 millions d'Américains) atteignent l'âge de la retraite, ce qui signifie que leur cycle de dépenses à vie a atteint son maximum. Ce n'est pas que les baby-boomers ne continueront pas à acheter des choses (tout le monde doit manger), mais il est peu probable que leurs dépenses globales augmentent, étant donné que l'épargne des membres de la cohorte est, en moyenne, insuffisante pour la retraite (un tiers d'entre eux n'a aucune épargne). Par nécessité, les baby-boomers vont désormais épargner davantage et dépenser moins. Et cela n'aidra pas l'économie à croître.

Lorsque la demande de produits diminue, les entreprises ne sont pas enclines à emprunter pour augmenter leur capacité de production. Même les emprunts des entreprises visant à augmenter le levier financier ont des limites. Un endettement excessif des entreprises réduit la résilience en période de ralentissement - et l'avenir

s'annonce lent à perte de vue. Les commandes de biens durables sont en baisse, les mises en chantier et les ventes de logements neufs sont en baisse, l'épargne est en hausse. En conséquence, les banques ne veulent pas prêter aux entreprises, car le risque de défaut sur ces prêts est désormais perçu comme plus élevé qu'il y a quelques années ; en outre, les banques sont réticentes à prendre davantage de risques, quels qu'ils soient, étant donné qu'une grande partie des actifs de leurs bilans est constituée de produits dérivés et de CDO désormais sans valeur. Pendant ce temps, ironiquement et peut-être de façon surprenante, les entreprises américaines conservent plus de 1000 milliards de dollars parce qu'elles ne parviennent pas à identifier des opportunités d'investissement rentables et parce qu'elles veulent conserver les liquidités dont elles disposent en prévision de la poursuite des difficultés. Si seulement nous pouvions atteindre le prochain cycle économique ascendant, alors un endettement accru des entreprises serait justifié pour les prêteurs et les emprunteurs. Mais jusqu'à présent, la confiance en l'avenir reste faible.

L'une des principales réformes adoptées pendant la Grande Dépression, contenue dans le Glass Steagall Act de 1933, était l'obligation pour les banques commerciales de ne pas agir comme des banques d'investissement. En d'autres termes, il leur était interdit de négocier des actions, des obligations et des produits dérivés. Cette interdiction reposait sur l'idée implicite qu'il devait y avoir, au sein du système financier, une sorte de pare-feu séparant l'investissement productif de la pure spéculation, ou jeu d'argent. Ce pare-feu a été éliminé par l'adoption de la loi Gramm-Leach-Bliley de 1999 (pour laquelle le secteur des services financiers a exercé un lobbying sans relâche). En conséquence, toutes les grandes banques américaines se sont profondément engagées dans l'investissement spéculatif au cours de la dernière décennie, en utilisant à la fois leur propre argent et celui de leurs clients. Avec les produits dérivés, puisqu'il n'est pas nécessaire de posséder l'actif sous-jacent, et puisqu'il n'est souvent pas nécessaire de prouver sa capacité à couvrir le pari, il n'y a pas de limite effective au montant qui peut être parié. Il est vrai que de nombreux produits dérivés s'annulent en grande partie et que leur objectif premier est de réduire le risque financier. Néanmoins, si un contrat est réglé, quelqu'un doit payer, à moins qu'il ne puisse pas le faire.

Au cours des années 2000, **les banques les plus grandes et les plus prestigieuses** se sont engagées dans ce qu'on ne peut appeler **qu'un comportement criminellement frauduleux à grande échelle**. Comme l'ont révélé des témoignages sous serment au Congrès, des sociétés telles que Goldman Sachs ont délibérément créé des titres défectueux et en ont vendu pour des dizaines de milliards de dollars aux investisseurs, puis ont souscrit pour des milliards de dollars de contrats dérivés en pariant essentiellement contre les titres qu'elles avaient elles-mêmes conçus et vendus. Ils ont tout simplement escroqué leurs clients, qui comprenaient des fonds de pension étrangers et nationaux. À ce jour, aucun cadre supérieur d'une banque ou d'une société de services financiers n'a été poursuivi pour avoir organisé ces escroqueries. Au contraire, la plupart des personnages clés continuent d'amasser d'immenses fortunes personnelles, ne doutant pas que ce qu'ils faisaient - et continuent de faire dans de nombreux cas - n'est qu'une extension naturelle de la logique inhérente à leur secteur. Le degré et la concentration de l'exposition des plus grandes banques aux produits dérivés étaient et restent remarquables : en 2005, JP Morgan Chase, Bank of America, Citibank, Wachovia et HSBC représentaient ensemble 96 % des 100 000 milliards de dollars de contrats dérivés détenus par 836 banques américaines.

Même si de nombreux produits dérivés étaient des assurances contre le défaut de paiement ou des paris sur la faillite d'une entreprise particulière, ils constituaient dans une large mesure un pari géant sur la poursuite de la croissance de l'économie dans son ensemble (et, plus précisément, sur la poursuite de l'augmentation de la valeur de l'immobilier). Ainsi, lorsque l'économie a cessé de croître et que la bulle immobilière a commencé à se dégonfler, cela a déclenché un effondrement systémique qui n'a pu être arrêté (et seulement temporairement) que par une intervention massive du gouvernement.

Soudain, les "actifs" sous forme de contrats dérivés qui avaient une valeur déclarée dans les livres de comptes des banques valaient clairement beaucoup moins. Si ces actifs devaient être vendus, ou s'ils étaient "évalués au prix du marché" (évalués dans les livres au montant pour lequel ils pourraient effectivement être vendus), les banques seraient considérées comme insolvables. Les sauvetages gouvernementaux ont essentiellement permis aux banques de garder ces actifs cachés, afin qu'elles puissent paraître solvables et continuer à exercer leurs

activités. Malgré la prolifération des produits dérivés, le système financier repose toujours largement sur la pratique traditionnelle consistant à recevoir des dépôts et à accorder des prêts. Les prêts bancaires sont la source de l'argent dans notre économie moderne. **Si les banques disparaissent, le reste de l'économie disparaît aussi.**

Mais, comme nous venons de le voir, de nombreuses banques sont probablement en réalité insolvables en raison des nombreux contrats dérivés presque sans valeur et des mauvais prêts hypothécaires qu'elles comptent comme actifs dans leurs bilans. On pourrait se demander : si les banques commerciales ont le pouvoir de créer de la monnaie, pourquoi ne peuvent-elles pas simplement passer ces mauvais actifs par pertes et profits et poursuivre leur activité ? Ellen Brown explique succinctement ce point dans son livre utile *Web of Debt* : "En vertu des règles comptables des banques commerciales, toutes les banques sont tenues d'équilibrer leurs livres, en faisant en sorte que leurs actifs soient égaux à leurs passifs. Elles peuvent créer tout l'argent pour lequel elles peuvent trouver des emprunteurs, mais si l'argent n'est pas remboursé, les banques doivent enregistrer une perte ; et lorsqu'elles annulent ou amortissent une dette, leurs actifs diminuent. Pour équilibrer leurs comptes... elles doivent prélever l'argent soit sur les bénéfices, soit sur les fonds investis par les propriétaires de la banque [c'est-à-dire les actionnaires] ; et si la perte est supérieure à ce que ses propriétaires peuvent supporter de manière rentable, la banque devra fermer ses portes.

Ainsi, compte tenu de leur exposition aux produits dérivés, aux mauvais prêts immobiliers et aux titres adossés à des créances hypothécaires, les banques n'accordent pas de nouveaux prêts car elles ne peuvent pas prendre plus de risques. La seule façon de réduire ce risque est que le gouvernement garantisse les prêts. Encore une fois, tant que la phase descendante de ce cycle économique est courte, un tel plan pourrait fonctionner en principe. Mais la question de savoir s'il fonctionnera réellement dans la situation actuelle est problématique. Comme indiqué plus haut, les systèmes de Ponzi peuvent théoriquement durer éternellement, tant que le nombre de nouveaux investisseurs est infini. Pourtant, dans le monde réel, le nombre d'investisseurs potentiels est toujours limité. Il y a des limites. Et lorsque ces limites sont atteintes, les schémas de Ponzi peuvent s'effondrer très rapidement.

Les banques de l'ombre peuvent toujours écrire plus de contrats dérivés, mais cela n'aide en rien l'économie réelle et ne fait que répandre le risque dans tout le système. Il ne reste plus que le gouvernement, qui (s'il contrôle sa propre monnaie et peut repousser les attaques des spéculateurs) peut continuer à creuser des déficits importants, et les banques centrales, qui peuvent permettre ces déficits en achetant purement et simplement la dette publique - mais à moins que ces efforts ne parviennent à relancer la croissance dans les autres secteurs, il ne s'agit là que d'une stratégie temporaire de **fin de partie**.

Rappelez-vous : dans un système où l'argent est créé par des prêts bancaires, il n'y a jamais assez d'argent en circulation pour rembourser toutes les dettes avec les intérêts. Le système ne continue à fonctionner que tant qu'il est en croissance. Alors, qu'arrive-t-il à cette montagne de dettes en l'absence de croissance économique ? Réponse : Une sorte de crise de la dette. Et c'est ce que nous observons. Les crises de la dette ont été fréquentes tout au long de l'histoire des civilisations, bien avant l'invention des réserves fractionnaires bancaires et des cartes de crédit. De nombreuses sociétés ont appris à résoudre le problème par un "**jubilé de la dette**" : Selon le livre du Lévitique de la Bible, chaque cinquantième année est une année jubilaire, au cours de laquelle les esclaves et les prisonniers doivent être libérés et les dettes remises.

Pour les ménages confrontés à des paiements hypothécaires inabordables ou à un niveau élevé de dettes de cartes de crédit, un jubilé peut sembler une idée capitale. Mais qu'est-ce que cela signifierait aujourd'hui, si cela se faisait à grande échelle, alors que la dette est devenue le tissu même de l'économie ? Rappelez-vous : nous avons créé une machine économique qui a besoin de la dette comme une voiture a besoin d'essence. De manière réaliste, **il est peu probable que nous assistions à un jubilé général de la dette dans les années à venir** ; nous verrons plutôt des défauts de paiement et des faillites qui accomplissent essentiellement la même chose - la destruction de la dette. Ce qui, dans une économie comme la nôtre, signifie effectivement une destruction de la richesse et des créances sur la richesse. La dette devra être annulée en quantités énormes - des milliers de milliards de dollars. À court terme, le gouvernement tentera d'endiguer ce déluge de dettes dans les ménages, les

entreprises et les secteurs financiers en s'endettant davantage, mais il finira par ne plus pouvoir suivre, étant donné les limites inhérentes aux emprunts publics évoquées plus haut. Nous avons commencé par la question suivante : "Dans quelle mesure sommes-nous sur le point d'atteindre les limites de la dette ?" La réponse évidente est la suivante : nous avons déjà probablement atteint les limites réalistes de l'endettement des ménages et des entreprises ; le ratio de la dette totale des États-Unis par rapport au PIB est probablement proche ou supérieur à la marque de danger ; et les limites de la dette publique sont peut-être en vue, bien que cette conclusion soit plus controversée et douteuse.

Pour les États-Unis, les actions entreprises par le gouvernement fédéral et le système bancaire de la Réserve fédérale ont jusqu'à présent abouti à des totaux de 3 000 milliards de dollars réellement dépensés et de 11 000 milliards de dollars engagés comme garanties. Certaines de ces actions sont examinées ci-dessous ; pour un décompte complet des dépenses et des engagements, voir le *Bailout Tracker* en ligne de CNN.

Le New Deal avait coûté entre 450 et 500 milliards de dollars et avait fait passer la part du gouvernement dans l'économie nationale de 4 à 10 %. L'ARRA a représenté une dépense beaucoup plus importante, dépensée sur une période beaucoup plus courte, et a fait passer la part de l'État dans l'économie de 20 à 25 %.

À la fin de l'année 2010, le président Obama et les dirigeants du Congrès ont négocié un compromis portant sur la prolongation et la création de réductions d'impôts qui, au total, réduiraient les recettes publiques potentielles d'un montant estimé à 858 milliards de dollars. Il s'agissait, en fait, d'un troisième plan de relance.

Les détracteurs des plans de relance ont fait valoir que les avantages transitoires pour l'économie avaient été achetés en portant la dette publique à des niveaux effrayants. Les partisans de ces mesures ont répondu que, si le gouvernement n'avait pas agi avec autant d'audace, une crise économique aurait pu se transformer en une ruine complète et totale.

Si les plans de relance du gouvernement américain étaient d'une ampleur considérable, les actions de la Réserve fédérale les ont éclipsés en termes de montants engagés. Au cours des trois dernières années, le bilan de la Fed a gonflé pour atteindre plus de 2 000 milliards de dollars grâce à ses achats de dettes bancaires et gouvernementales. Les dépenses réelles comprennent 29 milliards de dollars pour le sauvetage de Bear Sterns, 149,7 milliards de dollars pour l'achat de la dette de Fannie Mae et Freddie Mac, 775,6 milliards de dollars pour l'achat de titres adossés à des créances hypothécaires, également auprès de Fannie et Freddie, et 109,5 milliards de dollars pour l'achat d'actifs difficiles à vendre (notamment des titres adossés à des créances hypothécaires) auprès des banques. Cependant, la Fed s'est engagée à déboursier des milliers de milliards supplémentaires pour assurer les banques contre les pertes, prêter aux fonds du marché monétaire et prêter aux banques pour l'achat de papier commercial. Au total, ces dépenses et engagements ont atteint un minimum de 6,4 trillions de dollars.

Des documents publiés par la Fed le 1er décembre 2010 ont montré que plus de 9 000 milliards de dollars au total avaient été fournis à des entreprises de Wall Street, des banques commerciales, des banques étrangères et des sociétés, Citigroup, Morgan Stanley et Merrill Lynch ayant emprunté des sommes qui, cumulées, s'élevaient à plus de 6 000 milliards de dollars. Les garanties de ces prêts n'ont pas été divulguées, mais on pense généralement qu'il s'agissait d'actions, de CDS, de CDO et d'autres titres de valeur douteuse. Dans le cadre de l'un de ses programmes les plus importants et les plus controversés, connu sous le nom d'"assouplissement quantitatif", la Fed a élargi à deux reprises son bilan de manière substantielle, d'abord en achetant des titres adossés à des hypothèques auprès des banques, puis en achetant des titres de la dette du gouvernement fédéral (obligations et certificats du Trésor) pour soutenir le marché de la dette du Trésor et contribuer à maintenir des taux d'intérêt bas sur les prêts à la consommation. La Fed crée essentiellement de l'argent sur place à cette fin (bien qu'aucun argent ne soit littéralement "imprimé"), monétisant ainsi la dette du gouvernement américain.

En novembre 2008, la Chine a annoncé un plan de relance d'un montant total de 4 000 milliards de yuans (586 milliards de dollars) pour tenter de minimiser l'impact de la crise financière mondiale sur son économie nationale. Par rapport à la taille de l'économie chinoise, il s'agissait d'un plan de relance bien plus important que

celui des États-Unis. Le développement des infrastructures publiques en constituait la plus grande partie, soit près de 38 %, suivi de la reconstruction après un tremblement de terre, du financement des plans de protection sociale, du développement rural et des programmes de développement technologique.

Quel est le bilan de tous ces efforts de relance et de renflouement ? Aux États-Unis, 12 000 milliards de dollars de la valeur nette totale des ménages ont disparu en 2008, et d'autres pertes sont à prévoir, en grande partie à cause de la chute continue des valeurs immobilières, mais aussi, de plus en plus, à cause des pertes d'emplois. Les efforts de relance du gouvernement, qui s'élèvent à moins de 1 000 milliards de dollars, ne peuvent espérer compenser cette évaporation historique de la richesse. Si les subventions indirectes peuvent temporairement empêcher les prix de l'immobilier de continuer à chuter, cela ne fait que rendre les logements moins abordables pour les travailleurs qui gagnent moins. Pendant ce temps, les renflouements des banques et des banques fantômes ont été décrits comme un gouvernement jetant de l'argent sur des problèmes financiers qu'il ne peut pas résoudre, récompensant ceux-là mêmes qui les ont créés. Plutôt que d'être motivés par la souffrance des propriétaires américains ou des gouvernements dépassés, les sauvetages de Fannie Mae et Freddie Mac aux États-Unis, ainsi que de la Grèce et de l'Irlande dans l'Union européenne, visaient essentiellement (selon les critiques) à garantir les investissements des banques et des riches détenteurs d'obligations.

Les mesures de relance et de sauvetage de 2008-2009 - qui, aux États-Unis, ont réduit les taux d'intérêt de 5 % à zéro, porté le déficit budgétaire à 10 % du PIB et garanti 6,4 billions de dollars pour soutenir le système financier - ne peuvent sans doute pas être répétées. Il s'agit tout simplement des engagements financiers les plus importants de l'histoire mondiale, qui éclipsent les montants totaux dépensés dans toutes les guerres du XXe siècle en termes corrigés de l'inflation (pour les États-Unis, le coût de la Seconde Guerre mondiale s'est élevé à 3 200 milliards de dollars). Non seulement les États-Unis, mais aussi le Japon et les nations européennes ont épuisé leurs arsenaux. Mais il en faudra davantage, car les pays, les États, les comtés et les villes sont au bord de la faillite en raison de la baisse des recettes fiscales. Entre-temps, les États-Unis ont perdu 8,4 millions d'emplois - et si l'on tient compte de la perte d'heures travaillées, cela représente l'équivalent de 3 millions supplémentaires ; le pays devra créer 450 000 emplois supplémentaires chaque mois pendant trois ans pour retrouver les niveaux d'emploi d'avant la crise. La seule façon d'atténuer ces problèmes (et non de les résoudre) est d'augmenter la création monétaire de la banque centrale et les dépenses publiques.

Une fois qu'une bulle de crédit a gonflé, la correction éventuelle (qui entraîne la destruction du crédit et des actifs) est d'une ampleur supérieure à la capacité du gouvernement à dépenser. Tôt ou tard, le cycle doit s'épuiser. Les responsables de la politique économique disposent peut-être de quelques flèches supplémentaires dans leur carquois : les banques centrales pourraient essayer de faire baisser la valeur des monnaies nationales pour stimuler les exportations ; la Fed pourrait également s'engager dans un assouplissement quantitatif plus important. Mais ces mesures ne feront tôt ou tard que miner les monnaies.

En outre, la façon dont la Fed a commencé à utiliser l'assouplissement quantitatif en 2009 a été très peu productive.

Le premier assouplissement quantitatif a consisté à ajouter environ mille milliards de dollars aux bilans des banques, en partant du principe que les banques utiliseraient ensuite cet argent pour accorder des prêts[2]. L'"effet multiplicateur" (dans lequel les banques accordent des prêts pour des montants plusieurs fois supérieurs aux dépôts) aurait théoriquement dû entraîner la création d'environ neuf mille milliards de dollars dans l'économie. Or, cela ne s'est pas produit : comme la demande de prêts était réduite (les entreprises ne voulaient pas se développer en période de récession et les familles ne voulaient pas s'endetter davantage), les banques se sont contentées de conserver ce capital supplémentaire. Un meilleur résultat aurait sans doute pu être obtenu si la Fed avait distribué la même somme d'argent directement aux débiteurs, plutôt qu'aux banques, car alors au moins l'argent aurait circulé pour payer les produits de première nécessité, ou aurait contribué à réduire le surendettement général.

Le QE2 consistait à financer la dette du gouvernement fédéral sans intérêts. Étant donné que la Réserve fédérale

remet ses bénéfices (après déduction des dépenses) au Trésor, créer de l'argent pour acheter des titres de la dette publique est un moyen efficace d'augmenter cette dette sans augmenter les paiements d'intérêts. Les critiques décrivent cette pratique comme une "impression de monnaie" par le gouvernement et affirment qu'elle est fortement inflationniste ; cependant, étant donné le contexte extrêmement déflationniste (des milliers de milliards de dollars de dépréciations de garanties et de crédits), la Fed devrait "imprimer" beaucoup plus qu'elle ne le fait actuellement pour entraîner une véritable inflation. Néanmoins, comme nous le verrons au chapitre 5 dans une discussion sur la "guerre des monnaies", d'autres nations considèrent cette stratégie comme un moyen de faire baisser le dollar afin de diminuer la valeur de la dette étrangère libellée en dollars, ce qui les oblige à payer pour la folie financière de l'Amérique.

Les banques centrales et les gouvernements parviennent à peine à maintenir les roues de la société, mais leurs actions s'accompagnent de coûts et de risques importants à long terme. Et ce qu'ils peuvent réellement accomplir est très probablement limité de toute façon.

La déflation représente une disparition du crédit et de l'argent, de sorte que l'argent qui reste a un pouvoir d'achat accru. Selon les déflationnistes, dès que la bulle a commencé à éclater en 2007-2008, un processus de contraction s'est enclenché, qui doit inévitablement se poursuivre jusqu'à ce que le service de la dette soit gérable et que les prix des actifs tels que les maisons et les actions soient attrayants sur la base des tendances historiques à long terme. Cependant, de nombreux déflationnistes tendent à reconnaître que les inflationnistes ont probablement raison à long terme : à un moment donné, peut-être dans plusieurs années, une future administration américaine aura recours à des moyens vraiment extraordinaires pour éviter de se retrouver en défaut de paiement des intérêts de sa dette gonflée, ainsi que pour éviter la désintégration sociale et relancer l'activité économique. Plusieurs scénarios sont envisageables, notamment l'impression par le gouvernement d'énormes quantités d'argent et sa distribution directe aux banques ou aux citoyens. L'effet net serait le même dans tous les cas : un effondrement monétaire.

En général, ce que nous voyons jusqu'à présent n'est ni une déflation dramatique ni une hyperinflation. Malgré l'évaporation de milliers de milliards de dollars de richesse au cours des quatre dernières années, et malgré les interventions des gouvernements et des banques centrales dont la valeur nominale potentielle se chiffre également en milliers de milliards de dollars, les prix (que la plupart des économistes considèrent comme le signal de l'inflation ou de la déflation) sont restés relativement stables. Cela ne veut pas dire que l'économie se porte bien : les problèmes permanents du chômage, de la baisse des recettes fiscales et des faillites d'entreprises et de banques sont évidents pour tout le monde. Ce qui semble se passer, c'est que les efforts du gouvernement fédéral américain et de la Réserve fédérale ont temporairement plus ou moins réussi à équilibrer les impacts déflationnistes autrement massifs des défauts de paiement, des faillites et de la chute des valeurs immobilières. Avec ses nouvelles fonctions, la Fed agit comme la banque commerciale de dernier recours, transférant la dette (principalement sous forme de MBS et de bons du Trésor) du secteur privé au secteur public.

La politique de taux d'intérêt zéro de la Fed a donné une énorme subvention cachée aux banques en leur permettant d'emprunter l'argent de la Fed pour rien et de le prêter ensuite au gouvernement à un taux d'intérêt de 3 %. Mais cela n'est toujours pas inflationniste, car la Réserve fédérale ne fait que reprendre le relais laissé par l'effondrement du crédit dans le secteur privé. En effet, le gouvernement de la nation et sa banque centrale deviennent ensemble le prêteur de dernier ressort et l'emprunteur de dernier ressort - et (via l'armée) de plus en plus le consommateur de dernier ressort et l'employeur de dernier ressort.

Les dirigeants s'efforceront de présenter cette situation comme un retour progressif à la croissance, mais en réalité, l'économie perdra du terrain et restera fragile, très vulnérable à des événements perturbateurs qui pourraient prendre une centaine de formes, notamment un conflit international, le terrorisme, la faillite d'une grande entreprise ou d'une mégabanque, un événement lié à la dette souveraine (comme le défaut de paiement de l'un des pays européens qui font actuellement la queue pour être renfloués), une crise alimentaire, une pénurie d'énergie ou une défaillance temporaire du réseau, une catastrophe environnementale, une réduction de l'intervention de la Fed en raison d'un changement politique dans la composition du Congrès, ou une guerre des

devises.

Une agitation sociale extrême serait le résultat inévitable de l'injustice flagrante consistant à demander à une majorité de la population de renoncer aux droits et à l'aide économique promis à la suite du sauvetage d'une petite minorité super riche de Wall Street. On peut compter sur les opportunistes politiques pour exacerber cette agitation et la canaliser dans des directions totalement opposées aux meilleurs intérêts à long terme de la société. C'est un mélange toxique

La croissance nécessite non seulement de l'énergie au sens le plus général du terme, mais aussi des formes d'énergie aux caractéristiques spécifiques. Après tout, la Terre est constamment baignée d'énergie - en effet, la quantité d'énergie solaire qui tombe sur la surface de la Terre chaque heure est supérieure à la quantité d'énergie fossile que le monde utilise chaque année. Mais l'énergie solaire est diffuse et difficile à utiliser directement. Les économies ont besoin de sources d'énergie qui sont concentrées et contrôlables, et qui peuvent être utilisées à des fins utiles. À court terme, les combustibles fossiles se sont avérés être des sources d'énergie présentant des caractéristiques hautement souhaitables : ils pouvaient être extraits de la croûte terrestre à un prix relativement bas (du moins au début), ils étaient portables et fournissaient beaucoup d'énergie par unité de poids et/ou de volume - dans la plupart des cas, bien plus que le bois de chauffage que les gens avaient l'habitude d'utiliser.

En 2009, le Post Carbon Institute et le Forum international sur la mondialisation ont entrepris une étude conjointe visant à analyser 18 sources d'énergie (du pétrole à l'énergie marémotrice) à l'aide de 10 critères (évolutivité, caractère renouvelable, densité énergétique, rendement énergétique par rapport à l'énergie investie, etc.)

(Searching for a Miracle : Net Energy Limits and the Fate of Industrial Societies),

Notre conclusion est qu'il n'existe aucun scénario crédible dans lequel les sources d'énergie alternatives peuvent entièrement remplacer les combustibles fossiles au fur et à mesure que ces derniers s'épuisent.

Étant donné le rôle central du pétrole dans l'économie, les prix élevés ont fait plus que réduire la demande, ils ont contribué à miner l'économie dans son ensemble dans les années 1970 et à nouveau en 2008. L'économiste James Hamilton, de l'université de Californie à San Diego, a rassemblé une série d'études montrant une corrélation étroite entre les pics de prix du pétrole et les récessions au cours des 50 dernières années. En voyant cette corrélation, tout économiste attentif aurait dû prévoir une forte récession à partir de 2008, alors que le prix du pétrole s'envolait.

À la mi-2009, le prix du pétrole s'était stabilisé dans la fourchette "Boucles d'or" - ni trop élevé (de manière à tuer l'économie et, avec elle, la demande de carburant), ni trop bas (de manière à faire fuir les investissements dans de futurs projets énergétiques et donc à réduire l'offre). Cette fourchette de prix idéale semble se situer entre 60 et 80 dollars le baril. Personne ne sait combien de temps les prix pourront rester à l'intérieur ou à proximité de cette fourchette, mais comme le déclin de la production dans les anciens champs pétrolifères géants du monde continue de s'accélérer et que les coûts d'exploration continuent de grimper, la limite inférieure de cette fourchette continuera inévitablement de s'élever. Et si l'économie mondiale reste fragile, sa vulnérabilité aux prix élevés de l'énergie est plus prononcée, de sorte que même un pétrole à 80-85 dollars pourrait progressivement l'affaiblir davantage, étouffant les signes de reprise. En d'autres termes, les prix du pétrole ont effectivement mis un frein à la reprise économique. Ce problème n'existerait pas si l'industrie pétrolière pouvait simplement s'activer et produire beaucoup plus de pétrole, de sorte que chaque unité serait moins chère. Mais malgré son utilisation habituelle des termes "produire" et "production", l'industrie ne fabrique pas de pétrole, elle se contente de l'extraire des réserves finies de la croûte terrestre. Comme nous l'avons déjà vu, le pétrole facile et bon marché a disparu. La croissance économique atteint le plafond du pic pétrolier.

À mesure que de plus en plus de ressources acquièrent le syndrome Boucles d'or, les prix généraux des produits

de base risquent de monter en flèche et de s'effondrer à plusieurs reprises, réduisant à néant les efforts déployés pour stabiliser l'économie.

Il existe trois solutions principales au problème du pic de phosphate : le compostage des déchets humains, y compris le détournement de l'urine ; l'application plus efficace des engrais ; et l'agriculture de manière à rendre le phosphore existant dans le sol plus accessible aux plantes.

Il convient de noter qu'au cours des dernières décennies, une minorité bruyante d'agriculteurs, d'agronomes et de théoriciens du système alimentaire, dont Wendell Berry, Wes Jackson, Vandana Shiva, Robert Rodale et Michael Pollan, a plaidé contre la centralisation, l'industrialisation et la mondialisation de l'agriculture, et pour une agriculture écologique utilisant un minimum de combustibles fossiles. Là où leurs idées ont pris racine, l'adaptation au pic pétrolier et à la fin de la croissance sera plus facile. Malheureusement, leurs recommandations ne se sont pas généralisées, car l'agriculture industrialisée et mondialisée s'est avérée capable de produire de plus gros profits à court terme pour les banques et les cartels de l'agrobusiness. Plus malheureusement encore, le temps disponible pour une transition proactive et à grande échelle du système alimentaire avant l'arrivée des impacts du pic pétrolier et de la contraction économique est écoulé. Le temps est écoulé. Dans son livre *Dirt*, David Montgomery démontre que l'érosion des sols a été une cause majeure du déclin de l'économie romaine.

Les données de l'U.S. Geological Survey montrent qu'aux États-Unis, de nombreuses ressources minérales ont largement dépassé leur pic de production[4], notamment la bauxite (dont la production a atteint son maximum en 1943), le cuivre (1998), le minerai de fer (1951), le magnésium (1966), la roche phosphatée (1980), la potasse (1967), les métaux des terres rares (1984), l'étain (1945), le titane (1964) et le zinc (1969)[5].

Il existe 17 éléments de terres rares (ETR) portant des noms comme lanthane, néodyme, europium et yttrium. Ils sont essentiels à une variété de produits de haute technologie, notamment les convertisseurs catalytiques, les téléviseurs couleur et les écrans plats, les aimants permanents, les batteries pour les véhicules hybrides et électriques, et les appareils médicaux ; à des processus de fabrication comme le raffinage du pétrole ; et à divers systèmes de défense comme les missiles, les moteurs à réaction et les composants de satellites. Les terres rares sont même utilisées pour fabriquer les électro-aimants géants des éoliennes modernes. Mais les mines de terres rares ne parviennent pas à répondre à la demande. La Chine produit 97 % des terres rares dans le monde et a fait une série de déclarations publiques contradictoires sur son intention de continuer à exporter ces éléments, et dans quelles proportions.

L'indium est utilisé dans l'oxyde d'indium et d'étain, qui est un conducteur en couche mince dans les écrans de télévision plats. Armin Reller, chimiste des matériaux, et ses collègues de l'université d'Augsbourg, en Allemagne, ont étudié le problème de l'épuisement de l'indium. M. Reller estime que le monde dispose, au mieux, de 10 ans avant que la production ne commence à décliner ; les gisements connus seront épuisés d'ici 2028, et il faudra donc trouver et exploiter de nouveaux gisements. Certains analystes suggèrent maintenant que les pénuries de minéraux énergétiques, notamment d'indium, d'ETR et de lithium pour les batteries des voitures électriques, pourraient déclencher des guerres commerciales.

Armin Reller et ses collègues se sont également intéressés aux réserves de gallium. Découvert en 1831, le gallium est un métal bleu-blanc qui possède certaines propriétés inhabituelles, notamment un point de fusion très bas et une résistance à l'oxydation. Il est donc utile comme revêtement pour les miroirs optiques, comme joint liquide dans les appareils fortement chauffés et comme substitut du mercure dans les lampes à ultraviolets. Le gallium est également essentiel à la fabrication des écrans à cristaux liquides des téléphones portables, des téléviseurs à écran plat et des moniteurs d'ordinateur. Avec la profusion explosive d'écrans LCD au cours de la dernière décennie, l'approvisionnement en gallium est devenu critique ; M. Reller prévoit que d'ici 2017 environ, les sources existantes seront épuisées.

Le palladium (avec le platine et le rhodium) est l'un des principaux composants des catalyseurs utilisés dans les

automobiles pour réduire les émissions de gaz d'échappement. Le palladium est également employé dans la production de condensateurs céramiques multicouches utilisés dans les téléphones cellulaires, les ordinateurs personnels et portables, les télécopieurs, ainsi que dans l'électronique automobile et domestique. Les stocks russes ont été un élément clé de l'approvisionnement mondial en palladium pendant des années, mais ces stocks sont en voie d'épuisement, ce qui a entraîné une flambée des prix du métal.

L'uranium est le combustible des centrales nucléaires et est également utilisé dans la fabrication d'armes nucléaires ; de petites quantités sont employées dans les industries du cuir et du bois pour les teintures et les colorants, et comme mordants de la soie ou de la laine. L'uranium appauvri est utilisé dans les armes à pénétration d'énergie cinétique et les blindages. En 2006, l'Energy Watch Group d'Allemagne a étudié les réserves mondiales d'uranium et a publié un rapport concluant que, dans son scénario le plus optimiste, le pic de la production mondiale d'uranium sera atteint avant 2040. Si un grand nombre de nouvelles centrales nucléaires sont construites pour compenser l'utilisation du charbon comme source d'électricité, les réserves atteindront leur maximum beaucoup plus tôt. Du tantale pour les téléphones portables. De l'hélium pour les dirigeables. La liste pourrait s'allonger. Il n'est peut-être pas exagéré de dire que l'humanité est en train d'atteindre le pic de tout.

Les accidents et les catastrophes naturelles ont une longue histoire ; il peut donc sembler étrange, au premier abord, de penser qu'ils pourraient soudainement devenir des facteurs importants d'étouffement de la croissance économique. Cependant, deux choses ont changé. Tout d'abord, la croissance de la population humaine et la prolifération des infrastructures urbaines entraînent des conséquences de plus en plus graves des catastrophes naturelles ou causées par l'homme.

Il existe également des limites à la capacité de l'environnement à absorber les insultes et les déchets de la civilisation, et nous les franchissons d'une manière qui peut produire des impacts d'une ampleur bien supérieure à notre capacité à les contenir ou à les atténuer. Les milliards de tonnes de dioxyde de carbone que notre espèce a libérées dans l'atmosphère par la combustion de combustibles fossiles ne modifient pas seulement le climat mondial, mais provoquent également l'acidification des océans. En effet, l'ampleur de notre impact collectif sur la planète est telle que de nombreux scientifiques affirment que la Terre est entrée dans une nouvelle ère géologique, l'Anthropocène. Les menaces d'origine humaine qui pèsent sur la capacité de l'environnement à soutenir la civilisation sont désormais capables de dépasser la capacité d'adaptation et de regroupement de cette dernière.

Les catastrophes de 2010 ont eu un impact considérable sur le PIB. Les pertes subies par BP à la suite de la marée noire de Deepwater Horizon (y compris les coûts de nettoyage et les indemnités versées aux pêcheurs commerciaux) s'élèvent à ce jour à environ 40 milliards de dollars. Les inondations au Pakistan ont causé des dommages estimés à 43 milliards de dollars, tandis que le bilan financier des incendies en Russie a été évalué à 15 milliards de dollars[4]. Si l'on ajoute les autres événements énumérés ci-dessus, ainsi que d'autres qui n'ont pas été mentionnés, le total des pertes de PIB dues aux catastrophes naturelles et aux accidents industriels en 2010 dépasse facilement les 150 milliards de dollars[5], sans compter les coûts liés à la dégradation continue de l'environnement (érosion de la couche arable, disparition des forêts et des espèces de poissons). Comment ce chiffre se compare-t-il à la croissance annuelle du PIB ? Dans l'hypothèse d'un PIB mondial annuel de 58 000 milliards de dollars et d'un taux de croissance annuel de 3 %, la croissance annuelle du PIB s'élèverait à 1 740 milliards de dollars. Par conséquent, les catastrophes naturelles et les accidents industriels, selon des estimations prudentes, coûtent déjà l'équivalent de 8,6 % de la croissance annuelle du PIB. Au fur et à mesure que l'extraction des ressources passe de minerais et de gisements de qualité supérieure à des minerais et des gisements de qualité inférieure, nous devons nous attendre à une aggravation des impacts environnementaux et des accidents en cours de route. Plusieurs projets d'extraction en cours ou prévus dans des régions éloignées et/ou sensibles sur le plan environnemental pourraient avoir des répercussions mondiales graves, égales ou même supérieures à celles de l'explosion de Deepwater Horizon. Il s'agit notamment du forage pétrolier dans les mers de Beaufort et des Tchouktches, du forage pétrolier dans l'Arctic National Wildlife Refuge, de l'extraction de charbon dans les hautes terres de la rivière Utukok, dans l'Arctique de l'Alaska, de la production de sables bitumineux en Alberta, de la production de pétrole de schiste dans les Rocheuses et de l'extraction de charbon à

partir de la montagne dans les Appalaches.

Étant donné que le climat change principalement à cause de la combustion de combustibles fossiles, éviter le changement climatique est en grande partie une question de réduction de la consommation de combustibles fossiles[9]. Mais comme nous l'avons vu (et le confirmerons de manière plus approfondie dans le prochain chapitre), la croissance économique dépend de l'augmentation de la consommation d'énergie. En raison des caractéristiques inhérentes aux sources d'énergie alternatives, il est extrêmement peu probable que la société puisse augmenter sa production d'énergie tout en réduisant considérablement l'utilisation des combustibles fossiles.

Un autre impact environnemental relativement lent et continu, et encore plus difficile à chiffrer, est le déclin du nombre d'autres espèces vivant sur notre planète. Selon une étude récente, une espèce végétale sur cinq risque de disparaître en raison du changement climatique, de la déforestation et de la croissance urbaine.

Les espèces non humaines rendent des services écosystémiques qui ne profitent qu'indirectement à notre espèce, mais d'une manière qui s'avère cruciale. Le phytoplancton, par exemple, n'est pas une source de nourriture directe pour l'homme, mais il constitue la base des chaînes alimentaires océaniques, en plus de fournir la moitié de l'oxygène produit chaque année par la nature. Selon une étude récente, l'abondance du plancton dans les océans du monde a diminué de 40 % depuis 1950, pour des raisons qui ne sont pas entièrement claires. C'est l'une des principales explications du déclin progressif des niveaux d'oxygène atmosphérique enregistré dans le monde entier. Une étude réalisée en 2010 par Pavan Sukhdev, un ancien banquier, afin de déterminer le prix des actifs environnementaux de la planète, a conclu que la destruction annuelle des forêts tropicales entraîne un coût ultime pour la société de 4 500 milliards de dollars - 650 dollars pour chaque habitant de la planète. Mais ce coût n'est pas payé en une seule fois ; en fait, à court terme, la coupe des forêts ressemble à un avantage économique du fait de la libération de terres agricoles et de la production de bois. Comme les dettes financières, les coûts environnementaux ont tendance à s'accumuler jusqu'à ce qu'une crise survienne et que les systèmes s'effondrent.

Baisse des niveaux d'oxygène, acidification des océans, disparition d'espèces, chaînes alimentaires océaniques menacées, changement de climat - lorsque l'on considère des changements planétaires de cette ampleur, il peut sembler que la fin de la croissance économique ne soit pas le pire des problèmes actuels de l'humanité. Cependant, il est important de se rappeler que nous comptons sur la croissance pour nous permettre de résoudre ou de répondre aux crises environnementales. Avec la croissance économique, nous disposons d'un surplus d'argent avec lequel nous pouvons protéger les forêts tropicales, sauver les espèces menacées et nettoyer les accidents industriels. Sans croissance économique, nous sommes de plus en plus démunis face aux catastrophes environnementales, dont beaucoup résultent paradoxalement de la croissance elle-même.

Lorsqu'on parle de limites, on évoque généralement avec dédain les mises en garde infructueuses de Thomas Malthus, économiste du XVIIIe siècle qui pensait que la croissance démographique dépasserait inévitablement (et rapidement) la production alimentaire, entraînant une famine générale. Malthus avait manifestement tort, du moins à court terme : la production alimentaire a augmenté tout au long des 19e et 20e siècles pour nourrir une population en forte croissance. Il n'a pas prévu l'introduction de nouvelles variétés de cultures hybrides, d'engrais chimiques et le développement de machines agricoles industrielles. Chaque fois que l'on évoque le fantôme de Malthus, on en déduit que toutes les affirmations selon lesquelles les limites environnementales dépasseront la croissance sont également erronées, et ce pour des raisons similaires. Les nouvelles inventions et une plus grande efficacité l'emporteront toujours sur les limites imminentes.

Les principaux avantages des véhicules électriques sont que leur énergie est utilisée plus efficacement (les moteurs électriques transforment presque toute leur énergie en force motrice, alors que les moteurs à combustion interne sont beaucoup moins efficaces), qu'ils nécessitent moins d'entretien de la chaîne cinématique et qu'ils sont plus respectueux de l'environnement (même s'ils fonctionnent à l'électricité dérivée du charbon, ils entraînent généralement moins d'émissions de carbone en raison de leur efficacité énergétique

beaucoup plus élevée). Les inconvénients des véhicules électriques sont liés à la capacité limitée des batteries à stocker l'énergie, par rapport aux carburants liquides classiques. L'essence transporte 45 mégajoules par kilogramme, tandis que les batteries lithium-ion ne peuvent stocker que 0,5 MJ/kg. Des améliorations sont possibles, mais la limite théorique du stockage de l'énergie chimique n'est encore que d'environ 3 MJ/kg. C'est pourquoi nous ne verrons jamais d'avions de ligne alimentés par batterie : les batteries seraient bien trop lourdes pour permettre aux avions de décoller.

La faible densité énergétique (en poids) des batteries tend à limiter l'autonomie des voitures électriques. Ce problème peut être résolu avec des groupes motopropulseurs hybrides - en utilisant un moteur à essence pour charger les batteries, comme dans la Chevy Volt, ou pour pousser la voiture directement une partie du temps, comme dans la Toyota Prius - mais cela ajoute de la complexité et des dépenses.

▲ RETOUR ▲

.À l'affût dans les combles

Par James Howard Kunstler – Le 21 mai 2021 – Source kunstler.com



Comme c'est toujours le cas, l'histoire nous emmène dans un endroit où nous ne nous attendions pas à aller. Personnellement, Klaus Schwab, le méchant de James Bond qui dirige le *Forum économique mondial* (WEF) et qui est à l'origine de la campagne du « *Grand Reset* », dont on parle beaucoup, ne m'empêche pas de dormir. Le « *Grand Reset* » propose de réorganiser toutes les activités humaines à partir du sommet vers le bas, sous la direction d'une élite de commissaires technocrates, afin de produire **une utopie « verte » – principalement pour leur propre bénéfice.**

C'est une blague élaborée, vraiment. Le projet humain va sûrement quelque part. La direction est déterminée non pas par des technocrates mégalomanes, mais par le processus appelé émergence, c'est-à-dire une réalité auto-organisée de forces plus dynamiques que toute coterie de mégalomanes pourrait espérer contrôler. Ces forces dynamiques ne sont pas nécessairement cachées ; beaucoup d'entre elles travaillent au vu et au su de tout le monde et il est facile de deviner ce qu'elles font. Mais ce sont elles qui contrôlent le plateau de jeu, pas Klaus et sa légion de nerds économistes-ingénieurs.

L'une des forces à l'œuvre est notre vieil ami des cours de physique : **l'entropie**, le dieu du désordre, du hasard et de l'incertitude. Il est très actif ces derniers temps, dans les affaires américaines en particulier, dans la mesure où nous n'avons aucun consensus viable pour diriger cette société, de sorte que **toutes nos normes et institutions s'effondrent.** C'est devenu si grave que nous ne recevons même pas les nouvelles de cet effondrement, car les médias d'information sont l'une des institutions qui se sont effondrées. Au lieu d'événements relayés conformes à la réalité, nous obtenons des « *réécits* » uniformément concoctés de mauvaise foi, qui sont sciemment non conformes à la réalité – ce qui est aussi opposé que possible à ce que les médias d'information visaient autrefois à faire.

Le pire dans les années Trump, c'est qu'il a permis à ses adversaires de s'en tirer en faisant de la mauvaise foi la plus grande des vertus. C'est ce que vous avez obtenu avec la connivence des anti-Trump de l'État profond et des médias officiels, en vous apportant trois ans de RussiaGate, l'opération de couverture de Robert Mueller pour le RussiaGate, et le représentant Adam Schiff qui a menti comme un arracheur de dents sans aucune sanction. Et maintenant, vous en recevez encore plus grâce au procureur général, Merrick Garland, qui permet à des aventuriers politiques comme l'adjointe au procureur général, Lisa Monaco, d'aller à la pêche aux accusations contre Rudy Giuliani dans le but exprès de l'enterrer dans « *le processus* » et de le ruiner. Le ministère de la Justice est une institution brisée, et il n'y a pas assez de bonne volonté ou de bonne foi pour la remettre sur pied.

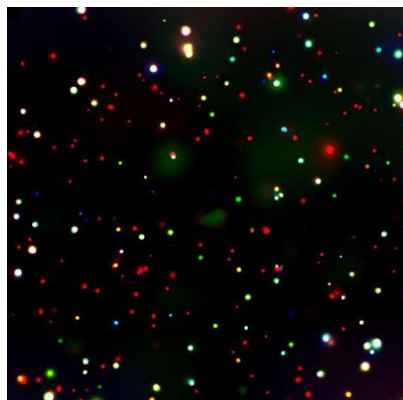
L'hystérie de l'« *Eveil* », d'autre part, s'est révélée récemment être une escroquerie brevetée, et elle suscite enfin des réactions dans les écoles, alors que les parents commencent à s'opposer bruyamment aux séances de lutte contre le « *privilège blanc* » pour les enfants de huit ans et à l'organisation d'ateliers de confusion sexuelle avec des enfants qui ne sont pas prêts pour une quelconque version du sexe, réelle ou fausse. Le lien entre le *Grand Reset* et le *Culte de l'Éveil* est visible dans les efforts de George Soros pour financer les élections des procureurs de district dans tout le pays, et ce jeu se dénoue à mesure que leur incompétence flagrante est révélée. Kim Gardner, installée à St. Louis, risque maintenant de perdre sa licence d'avocat pour la poursuite malveillante de l'ancien gouverneur Eric Greitens. La Cour suprême du Missouri mène l'enquête. Un effort de destitution est en cours pour le procureur de Los Angeles George Gascon, soutenu par Soros, qui ne croit pas en la poursuite des criminels. Et l'équivalent du procureur général, le State Attorney, à Chicago (Cook County), Kim Foxx, une autre installation de Soros, est sur la sellette non seulement pour avoir couvert le canular de Jussie Smollett, mais aussi pour avoir permis au comté de devenir une zone de tir libre. A quoi pensait M. Soros ?

Qui aurait cru, il y a un an, que le vieil écervelé Joe Biden serait assis dans le bureau ovale, à la place de son ancien patron, Barack Obama ? Ne vous demandez-vous pas dans quelle mesure M. Obama est, d'une certaine manière, à l'origine de toutes les manigances culturellement destructives depuis qu'il s'est « *retiré* » à l'autre bout de la ville, dans son fief de Kalorama ? Vous demandez-vous quelle est la part de l'activité obscure du DOJ qui n'est qu'un effort pour protéger M. Obama ? L'ancien président a fait un bon travail en semblant disparaître dans l'ombre. Je pense que d'ici peu, nous comprendrons le rôle qu'il continue de jouer dans les affaires du pays, et ce sera une découverte peu appétissante. Cela pourrait provoquer un tout autre type de *Reset*.

▲ RETOUR ▲

.Les parasites des étoiles : La vie à base de carbone et l'avenir de l'Univers

Ugo Bardi Dimanche 6 juin 2021



L'univers est énorme, et pourtant il semble se comporter selon certains schémas. Ce que nous voyons est le résultat de la dissipation de l'énorme explosion d'énergie qui a accompagné le big bang, il y a quelque 14 milliards d'années. La dissipation se produit par étapes, comme le font généralement les systèmes dissipatifs,

formant une chaîne trophique de stocks d'énergie qui présente certains parallèles avec celle que nous connaissons dans l'écosphère de la Terre. Dans cette chaîne géante d'êtres, notre rôle semble être celui de "parasites des étoiles", se développant sur la lumière émise par une étoile qui, du point de vue de l'étoile, est un déchet. Ci-dessus : une image obtenue par le télescope à rayons X Chandra. Cette région montre des centaines de trous noirs supermassifs, chacun dans une galaxie bien au-delà de la nôtre. (source : Ethan Siegel).

De nos jours, nous sommes obsédés par l'idée que nous devons "produire de l'énergie". C'est, bien sûr, une mauvaise façon d'exprimer le concept. L'énergie ne peut pas être produite : le premier principe de la thermodynamique nous le dit. L'énergie peut seulement être transformée d'un type d'énergie à un autre. Et même cela n'est pas correct. Vous ne pouvez transformer l'énergie que dans une direction spécifique, c'est ce que dicte le deuxième principe de la thermodynamique. Tout ce que vous pouvez faire, et pas plus, c'est transformer des potentiels de haute énergie en potentiels de basse énergie. C'est ce qu'on appelle la "dissipation de potentiel".

Un exemple : ce que nous faisons lorsque nous prétendons "produire de l'énergie" consiste, pour l'essentiel, à combiner l'oxygène atmosphérique avec les molécules de carbone et d'hydrogène à longue chaîne qui forment les "combustibles fossiles", stockés dans la croûte terrestre. Le processus de dissipation commence par le potentiel d'énergie chimique stocké dans le pétrole brut (ou le gaz, ou le charbon), qui se dissipe par étapes, en descendant progressivement, jusqu'à ce qu'il ne reste que de la chaleur à basse température, de l'eau et du dioxyde de carbone. Ce que nous convoitons de cette transformation est la chaleur que nous utilisons ensuite pour faire tourner des moteurs et faire d'autres choses. Ces étapes intermédiaires, nous pouvons les appeler "**structures dissipatives**", un terme proposé pour la première fois par **Ilya Prigogine**.

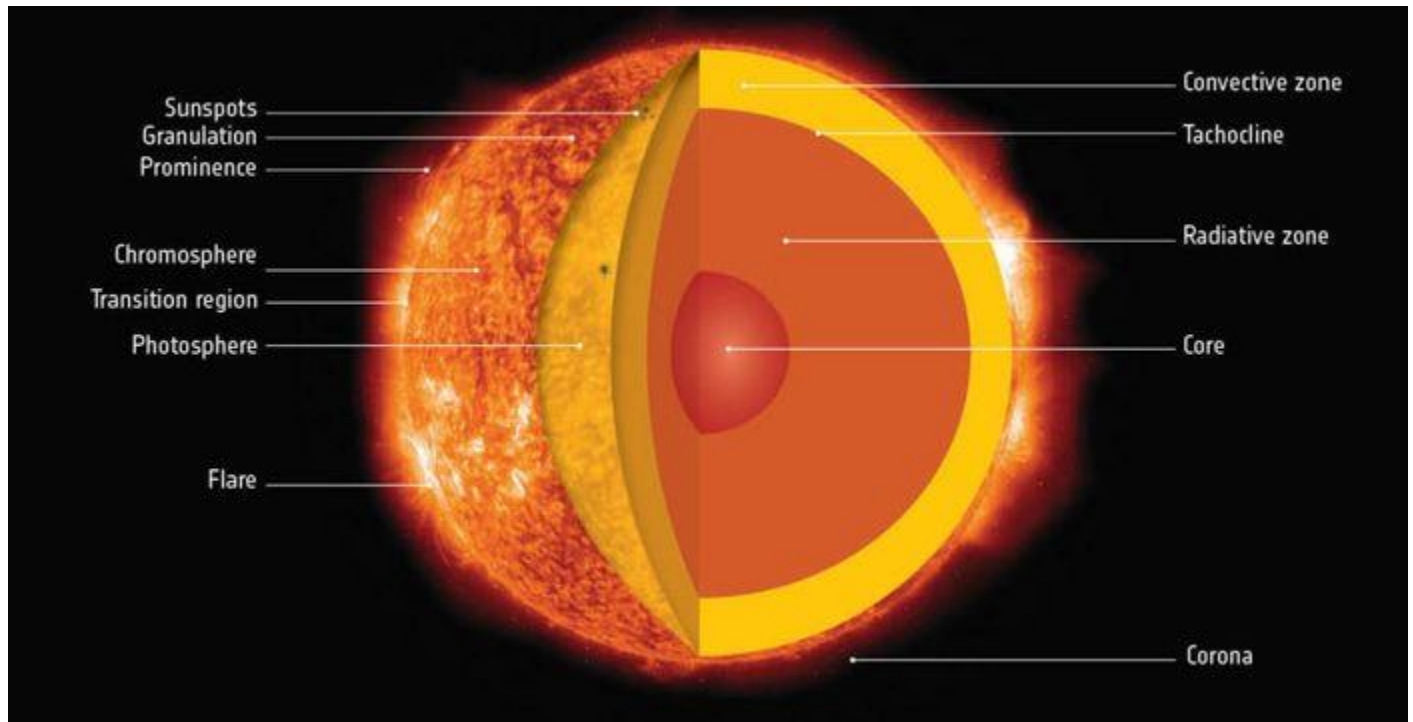
Pouvons-nous revenir en arrière ? C'est possible, mais nous ne pouvons pas tromper la nature et aller à l'encontre du deuxième principe. C'est un chemin escarpé que de recombinaison l'eau et le dioxyde de carbone pour reformer des molécules de carbone à longue chaîne qui pourraient, en principe, devenir un jour du pétrole ou une substance similaire. Nous ne pouvons y parvenir qu'en dissipant un potentiel encore plus élevé, la lumière solaire. Les plantes le font en permanence, c'est la "photosynthèse". C'est le processus qui, il y a longtemps, a créé les composés carbonés que nous appelons carburants et que nous sommes si occupés à brûler aujourd'hui.

C'est ce qui fait de nous des "parasites des étoiles". Nous, comme tout l'écosystème de la Terre, vivons en dissipant le potentiel de notre étoile, le soleil, et en utilisant le flux d'énergie pour construire **des structures dissipatives : plantes, animaux et tout ce qui est fait par l'homme**. Plus correctement, nous devrions dire que nous sommes des "commensaux", un terme technique désignant les parasites qui n'entrent pas en compétition avec leur hôte pour les ressources. Du point de vue de l'étoile, la lumière n'est qu'un déchet rejeté dans l'espace. Nous ne faisons que croiser une fraction minimale de cette lumière et nous la réémettons sous une forme potentielle légèrement inférieure, la lumière infrarouge.

Mais qu'en est-il du Soleil ? Est-il un parasite de quelque chose ? Pas de la même manière, mais le deuxième principe de la thermodynamique s'applique également au Soleil. Le potentiel que le Soleil dissipe est né il y a longtemps, lors du big bang. À cette époque, un énorme potentiel énergétique était accumulé dans un espace très réduit. Lorsque le big bang est survenu, cette énergie a commencé à se dissiper, un processus qui a duré pendant ces 14 milliards d'années et qui se poursuit actuellement. L'énergie se conserve, c'est l'un des principes de la thermodynamique. Mais à mesure que l'univers s'étend, il se refroidit. Loin des températures énormes des débuts de sa vie, l'univers s'est maintenant refroidi à seulement 2,725 degrés Kelvin, soit près du zéro absolu. **En termes de potentiel radiatif, l'univers est désormais mort**. Trop froid pour créer de nouvelles structures dissipatives.

Mais l'univers peut encore créer des structures dissipatives car la matière peut s'accumuler dans des puits de gravité. Ces accumulations concentrent l'énergie gravitationnelle, créant de nouvelles formes de dissipation du potentiel. Les étoiles se forment en accumulant une vaste masse de poussière interstellaire dans un espace relativement restreint. Finalement, une étoile atteint des conditions de température et de pression si élevées

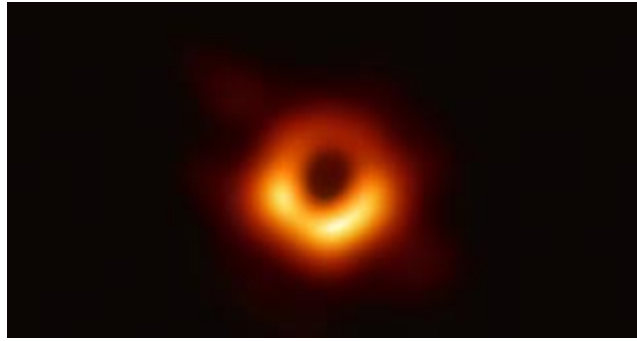
qu'elle peut lancer un autre processus de dissipation, transformant la matière en énergie. Il s'agit de la fusion des noyaux d'hydrogène en noyaux d'hélium, un processus qui, pour autant que nous le sachions, ne peut se produire que dans la profondeur des noyaux d'étoiles. C'est ce qui rend le ciel parsemé de points lumineux la nuit et ce qui fait de nous des parasites des étoiles. Nous vivons sur une fraction infinitésimale de l'énorme flux d'énergie que notre étoile produit. Il existe sûrement d'autres formes de vie à base de carbone qui font de même autour d'autres étoiles de notre galaxie et d'autres galaxies. (image de l'ESA)



La fusion de l'hydrogène n'est pas le seul processus de dissipation d'énergie à grande échelle dans l'univers. Il existe une sorte de "chaîne trophique", avec des entités qui peuvent être considérées comme des prédateurs. Les trous noirs peuvent dévorer tout ce qui s'approche d'eux, y compris les étoiles, et le transformer en davantage de matière interne. Les étoiles à neutrons peuvent être dévorées par les trous noirs, mais ceux-ci peuvent aussi manger des étoiles.

Les étoiles elles-mêmes ont une vie qui leur est propre. La plupart des étoiles ont tendance à devenir plus brillantes et plus grosses à mesure qu'elles vieillissent et consomment leur stock d'hydrogène. Si elles sont très grosses, elles terminent leur vie par des explosions spectaculaires appelées "supernovae". Le vestige peut être une étoile à neutrons ou un trou noir. Les débris éjectés dans l'espace finiront par se regrouper pour former une nouvelle étoile - une "progéniture" de l'ancienne. Les étoiles se reproduisent donc mais, pour autant que nous le sachions, toutes les informations stockées dans l'ancienne étoile disparaissent dans le nuage de gaz qui se forme alors. Il n'y a donc pas de transmission d'informations d'une génération d'étoiles à une autre et pas d'évolution (*).

Il semblerait que la même chose soit valable pour les étoiles à neutrons, dont le destin est normalement de devenir des trous noirs. Ensuite, les trous noirs sont censés s'évaporer sur des temps extrêmement longs par la lente émission d'un rayonnement de Hawking, perdant à nouveau toutes les informations qui pouvaient être contenues à l'intérieur. (image ci-dessous de la NASA)



Ce n'est pas la fin de la grande chaîne trophique. Il existe un autre mécanisme de dissipation d'énergie : la désintégration des nucléides lourds ou "radioactifs", l'uranium et le thorium, qui joue un rôle fondamental pour maintenir chaud, à environ 6000 K, le noyau en fusion de notre planète. Il en va probablement de même pour des milliards de planètes semblables à la Terre dans notre galaxie. Cette chaleur est pratiquement impossible à détecter aux distances interstellaires car elle apparaît sous la forme de températures très basses à la surface, probablement de l'ordre de quelques dizaines de degrés K. Néanmoins, comparées à la température de fond de l'univers, les planètes de type terrestre brillent.

La désintégration des nucléides lourds est lente et peu spectaculaire, mais elle est fondamentale pour la vie à base de carbone. Un noyau géologiquement actif génère suffisamment de chaleur pour créer les structures que nous appelons "cheminées hydrothermales" au niveau des dorsales médio-océaniques. On pense que la vie a commencé dans ces cheminées sous-marines en exploitant l'énergie géothermique bien avant de s'aventurer à la surface et d'apprendre à exploiter la lumière solaire. Ensuite, la vie a besoin d'un apport constant de dioxyde de carbone, qui est fourni par le dégazage du manteau chaud. Sans ce dégazage, le dioxyde de carbone présent dans l'atmosphère serait consommé en réagissant avec les silicates de surface et disparaîtrait en quelques millions d'années tout au plus.

Une Terre intérieure chaude ne se contente pas de fournir du CO₂ par dégazage. Elle contrôle activement sa concentration atmosphérique en l'éliminant par l'érosion des silicates de surface. Sans le renouvellement continu de la surface par le volcanisme et les mouvements de la tectonique des plaques, la réaction n'aurait pas lieu. Donc, pas d'éléments radioactifs, pas de vie. Ou, du moins, la durée de vie de l'écosphère serait beaucoup plus courte qu'elle ne l'est, probablement trop courte pour générer des formes de vie complexes et multicellulaires.

Les éléments radioactifs ont une particularité : ils ont une astuce qui leur permet d'exploser dans une explosion de dissipation rapide d'énergie. Il s'agit de la réaction catalysée par les neutrons qui se produit pour une concentration suffisamment élevée d'un nucléide "fissile". Dans tout l'univers, un seul nucléide fissile existe en quantité significative : l'isotope 235 de l'uranium. La plupart de l'uranium et l'autre élément radioactif à longue durée de vie, le thorium, ne sont pas fissiles, mais "fissionnables". Ils peuvent subir une fission, mais ne peuvent pas entretenir une réaction en chaîne. Même si l'U(235) est rare, il a généré une réaction en chaîne naturelle au moins une fois dans l'histoire de la Terre, il y a environ 2 milliards d'années à Oklo, dans la région que nous appelons aujourd'hui "Gabon", en Afrique. Rien de spectaculaire ne s'est produit à ce moment-là : la réaction en chaîne s'est déclenchée et arrêtée plusieurs fois, générant un peu de chaleur pendant quelques centaines de milliers d'années. L'endroit était probablement riche en sources d'eau chaude à l'époque, mais il n'y avait pas de personnes qui auraient pu en profiter. Même les animaux n'existaient pas, ils n'apparaîtraient qu'un milliard et demi d'années plus tard. Ce réacteur à uranium naturel n'a donc eu que peu ou pas d'effet sur l'écosystème.

Nous ne savons pas si d'autres réacteurs de type Oklo ont existé sur Terre. Ce que nous savons, c'est qu'à une époque récente, les créatures appelées "humains" ont réussi à traiter les minéraux de la croûte terrestre de manière à concentrer les noyaux lourds à des niveaux permettant de maintenir la fission en chaîne pendant un certain temps. Ils ont même réussi à "reproduire" des noyaux fissibles à partir de noyaux fissiles. Le flux d'énergie ainsi créé est faible, quelques pour cent de l'énergie que les humains produisent à partir des combustibles fossiles, infinitésimal par rapport à la production d'une étoile. Mais il est là. Pourrait-il devenir

beaucoup plus important à l'avenir et devenir un mécanisme significatif de dissipation de l'énergie dans l'univers ?

C'est un point particulièrement intéressant car, pour autant que nous le sachions, la seule façon de déclencher une réaction nucléaire en chaîne à grande échelle est d'avoir des êtres intelligents qui la contrôlent activement. Nous pouvons dire cela car il existe au moins une civilisation de ce type dans l'univers (nous) et il n'y a aucune raison de penser que nous sommes seuls. La conséquence est que les êtres sensibles à base de carbone pourraient utiliser l'énergie créée par la réaction en chaîne de la fission pour s'engager dans des exploits majeurs d'ingénierie planétaire et de voyage interstellaire.



Bien sûr, nous ne voyons rien de tel dans l'univers. C'est l'essence même du **"paradoxe de Fermi"**, souvent compris comme signifiant que les humains sont la seule civilisation technologique existant dans l'univers. Dans un article précédent, j'ai soutenu que l'explication réside dans le fait que **deux conditions créent le "paradoxe"**. **La première** est que la fusion nucléaire n'est pas possible en dehors des étoiles, et qu'elle n'est donc pas accessible aux civilisations planétaires. **L'autre** est que les quantités d'éléments fissiles disponibles dans le système solaire sont trop faibles pour fournir suffisamment d'énergie pour soutenir un effort prolongé de voyage interstellaire.

Avec les ressources fissiles/fissionnables disponibles, les humains, ou leurs collègues extrasolaires, pourraient tout au plus s'engager dans un programme limité d'exploration interstellaire locale avant de manquer de ressources fissiles. De plus, nous n'avons pas la capacité de contrôler ce que nous faisons et il est probable que nous serons bientôt détruits par la pollution que nous générons nous-mêmes. Ou que nous nous exploserons nous-mêmes en utilisant ces réactions de fission en chaîne dont nous sommes si fiers. Si nous avons de la chance, nous retomberons simplement dans notre rôle normal de parasites des étoiles, après avoir épuisé d'autres formes de potentiels à dissiper.

Mais les choses pourraient être différentes dans un avenir lointain. Nous avons vu que tout ce qui se passe actuellement dans l'univers est le résultat de la dissipation de l'énergie originelle du big bang. La fission nucléaire ne fait pas exception. L'existence de noyaux fissiles et fissionnables est le résultat de processus que l'on pense avoir lieu principalement dans les explosions de supernova, bien qu'il semble que de grandes quantités puissent également être créées dans les processus appelés "kilonovae", la fusion de deux étoiles à neutrons qui génère un trou noir. Les noyaux fissiles ont une demi-vie de l'ordre de milliards d'années, de sorte que l'univers (14 milliards d'années) s'en enrichit progressivement.

Il existe donc peut-être un seuil à un moment donné où la fission nucléaire commencera à être un mécanisme majeur de dissipation d'énergie dans l'univers. À ce moment-là, les formes de vie à base de carbone pourraient contrôler un mécanisme de dissipation suffisamment puissant pour leur permettre de s'engager dans l'exploration, et peut-être même la colonisation, de la galaxie. Elles pourraient même être en mesure de surmonter les limites des ressources fissiles planétaires en récupérant des nucléides lourds dans la poussière entourant les étoiles à neutrons ou les trous noirs. Il est peu probable que nous puissions être cette civilisation,

peut-être devons-nous attendre quelques milliards d'années pour que la galaxie s'enrichisse en éléments radioactifs. Mais, du point de vue de l'univers, quelques milliards d'années ne sont rien.

Ce type de raisonnement est, bien sûr, très provisoire, mais sûrement fascinant. L'univers, en tant que système de dissipation, apparaît comme une machine thermodynamique. Et quand on a affaire à une machine, on ne peut éviter de se demander à quoi elle sert. Pourquoi l'univers est-il tel qu'il est ? Pourquoi les éléments radioactifs existent-ils ? Pourquoi la vie à base de carbone est-elle si dépendante de leur existence ? Pourquoi existent-ils dans les quantités que nous connaissons aujourd'hui ? Les civilisations à base de carbone sont-elles censées être "filtrées" d'une manière ou d'une autre dans un but que nous ne pouvons pas encore comprendre ?

Nous devons certainement éviter l'erreur des puces qui pensent que le chien a été créé pour elles. Mais, qui sait ? Le Dieu des puces est peut-être plus puissant que ce que nous pouvons imaginer.

NOTE : (*) On a émis l'hypothèse que des structures semblables à l'ADN pourraient exister à l'intérieur des étoiles, formées par la combinaison de "cordes cosmiques" et de "monopoles magnétiques". Mais, pour ce que nous pouvons en dire, ces formes de vie ne peuvent pas sortir de leur étoile et peut-être même ne peuvent-elles pas percevoir l'existence de l'univers extérieur. Il en va de même pour les étoiles à neutrons, malgré la tentative de Robert Forward, dans son roman "Dragon's Egg" (1980), d'imaginer des êtres vivants composés de neutronium. Les trous noirs, donc, ont tendance à détruire l'information et ont une durée de vie extrêmement longue. Bien sûr, il peut exister dans l'univers des choses que nous ne pouvons même pas imaginer, mais pour l'instant, cela semble être une hypothèse sûre. Par ailleurs, je suis retourné lire le roman de Forward et je l'ai trouvé incroyablement ennuyeux. Les temps changent et le roman est désormais une forme d'art obsolète.

▲ RETOUR ▲

Énergies, Économie, Pétrole et Peak Oil: Revue Mondiale Mai 2021

Laurent Horvath Publié le 1 juin 2021.



Le 1er de chaque mois, retrouvez un tour du monde des Energies. A l'agenda:

- Russie: Feu vert américain pour le gazoduc Germano-Russe Nord Stream 2
- USA: Une cyberAttaque contre un pipeline rapporte \$ 5 millions
- Iran: Sprint final pour signer l'accord sur le nucléaire avant les élections de juin
- IEA: L'Agence de l'Energie balance une bombe dans le monde des énergies fossiles

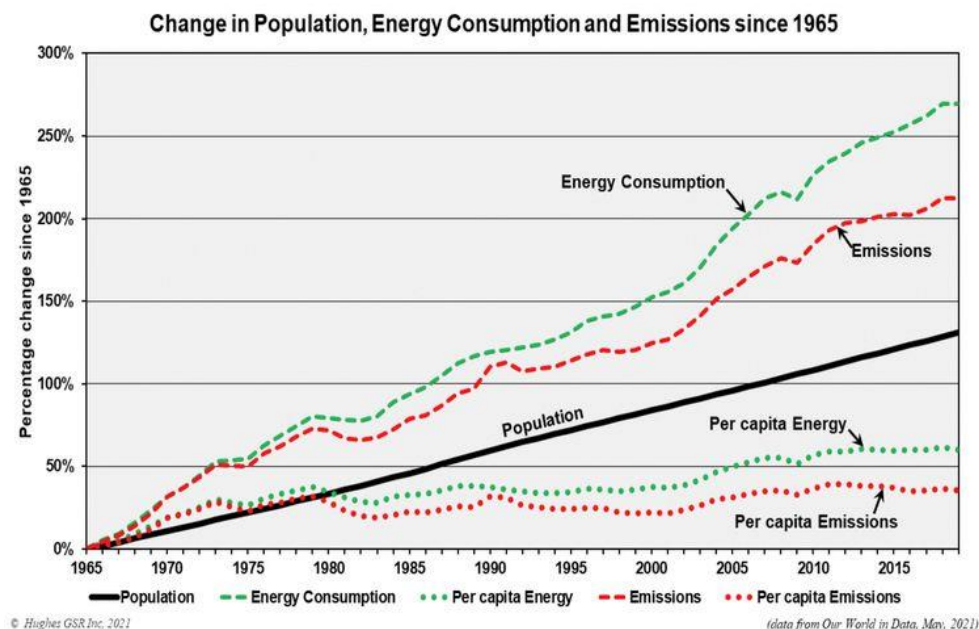
- USA: L'Assemblée Générale d'ExxonMobil nomme deux activistes
- Hollande: Shell est condamnée par la justice pour manque d'enthousiasme climatique
- France: Total change de nom pour une changement total?
- Arabie Saoudite: Grâce à la Chine, Ryad pourrait aider l'Iran dans ses extractions de gaz.

Et bien le joli mois de Mai a fait des siennes. Normalement, tout aurait dû rouler comme sur des roulettes au niveau des énergies, mais quand ça veut pas, ça veut pas. Quel Bronx! Entre les majors pétrolières qui se font vilipender, l'Iran qui négocie son accord nucléaire, Joe Biden qui autorise le gazoduc Nord Stream 2, une cyberattaque contre un pipeline et l'Agence Internationale de l'Energie qui balance une bombe! Bref, il eut été possible de faire 2 revues. Mais, gardons les bonnes habitudes. Attachez vos ceintures, ça commence!

Le pétrole a cassé son support et frise les 70\$ à Londres dans une poussée haussière. Mais pour combien de temps? Il termine le mois à Londres à \$69,32 (67,29 fin avril) et à 66,91 à New York (\$63,38 fin avril).

Graphique du mois

Évolution de la population et de la consommation d'énergie depuis 1965



Noir: évolution de la population mondiale en %
Vert traits: Consommation énergie totale - Vert points: consommation par personne
Rouge traits: Emission gaz effet serre - Rouge points: émissions par personne

Matières Premières

Est-ce un avant-goût de la crise de 2008 ? Depuis le début de l'année, les matières premières ont pris l'ascenseur. La demande pour des biens augmentent plus rapidement que la production et l'extraction.

Ainsi, le café a pris pas loin de 15%, le blé est monté de 10%, le maïs de plus de 40%, la viande est en hausse de 10%, mais aussi le cuivre, le pétrole et je ne parle même pas du bois qui est en hausse de 500% depuis le 5 janvier sous la pression de la construction qui explose aux USA et en Chine.

Finalement, l'accès à l'eau potable devient de plus un problème. Du Moyen-Orient, à l'Afrique et le centre des USA, la situation devient tendue. [Lire article](#)

Climat

Depuis l'accord de Paris en 2015, les banques et institutions financières ont injecté \$ 3'600 milliards dans les énergies fossiles, soit 3 fois plus que dans les énergies renouvelables selon Bloomberg.

Cependant, depuis le début de l'année, la tendance évolue. Les green bonds et prêts dans le renouvelable excèdent les montants dans les fossiles.

Le total des gaz à effet de serre émis par la Chine dépassent les émissions de tous les pays développés combinés selon Rhodium Group. La Chine a émis 14,09 milliards de tonnes d'équivalent CO2 soit 30 millions de tonnes de plus que tous les pays de l'OCDE.



Les images satellite du programme européen Copernicus montrent l'[iceberg A-76](#), le plus gros iceberg du monde, de 4'320 kilomètres², se détacher de la banquise de Ronne, dans l'Antarctique.

Agence Internationale de l'Énergie

L'[Agence Internationale de l'Énergie](#) a publié un [plan stratégique 2050](#) dans une optique de maintenir le réchauffement à 1,5 degré.

Le plan a fait l'office d'une bombe et a été rejeté par les pays exportateurs d'énergies fossiles. *"L'affirmation selon laquelle aucun nouvel investissement dans le pétrole et le gaz n'est nécessaire après 2021 contraste fortement avec les conclusions souvent exprimées dans d'autres rapports de l'AIE et pourrait être la source d'une instabilité potentielle des marchés pétroliers si elle est suivie par certains investisseurs"* a commenté l'OPEP.

L'IEA (créée par les pétroliers et pas vraiment une organisation environnementale) demande ni plus ni moins de cesser les investissements dans les énergies fossiles et d'arrêter la production de moteurs thermiques. Oups ! ([lire le document en entier](#))

Taxe Carbone

Le marché du carbone a fortement augmenté pour passer de 20 à plus de € 50 la tonne. Si ce mécanisme avait poussé les prix vers le bas à son inauguration, la tendance s'inverse et pourrait être un mécanisme important pour les entreprises.

Peak Oil

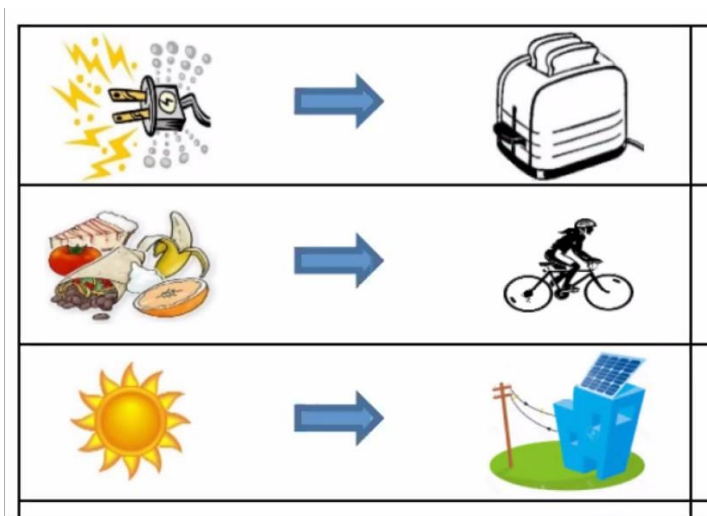
La possibilité d'arriver au peak oil de la production inquiètent les observateurs. Durant les dernières années, le pic pétrolier de la demande est devenu tendance notamment avec l'arrivée des véhicules électriques. Cependant, le manque d'investissements dans la prospection de nouveaux gisements et la chute du modèle économique du pétrole de schiste font peser sur l'OPEP, la Russie et le Brésil la responsabilité de résoudre l'équation.

Qu'importe le peak de la demande ou de l'offre, nous nous y rapprochons.

Automobile

La SAE International's Wireless Power Transfer and Alignment Task Force, SAE J2954, propose d'utiliser des recharges pour voitures électriques sans fil sur la bande 79 kHz à 90 kHz.

Ainsi, les bornes de recharge pourraient ressembler à des plaques installées sur des places de parc au lieu des bornes à câbles.



Utilisation de l'énergie

Gaz

Pour la banque Morgan Stanley, *"la croissance robuste du gaz de schiste américain et probablement en train de toucher un plafond. Cela ne veut pas dire que le marché va s'écrouler et que la demande va s'effondrer. Cela signifie qu'il n'y aura moins de gaz dans le futur."*

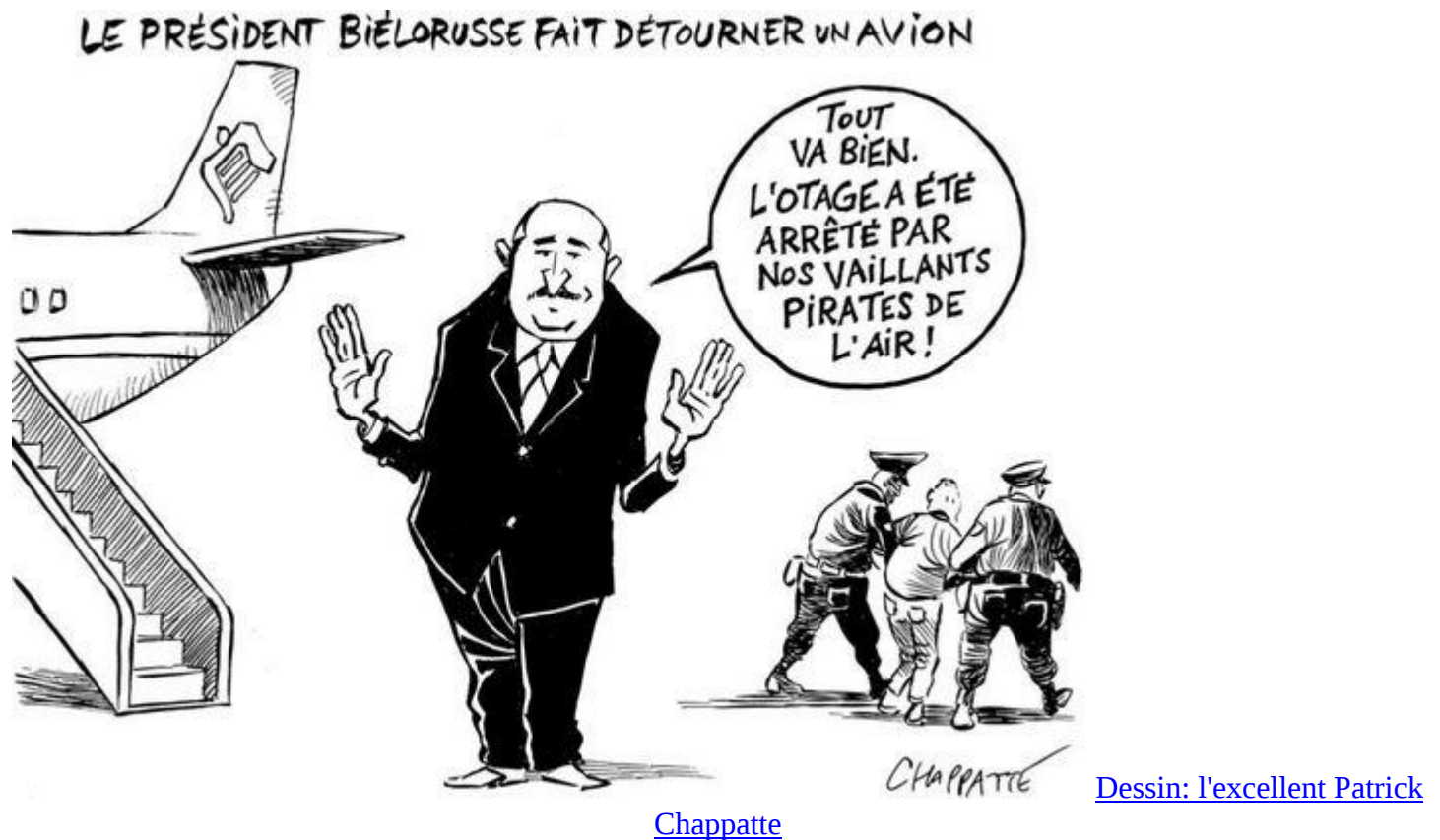
Bloomberg reporte qu'un [nuage de méthane](#), gaz à effet de serre 80 fois plus virulent que le CO2, a été détecté sur un gisement gazier de Duvernay au Canada. Les émissions ont été estimées à 79'000 kg à l'heure le 20 avril par l'entreprise [Kayrros SAS](#), qui utilise les images satellites de l'European Space Agency. La rhétorique gazière du *"plus propre que le charbon"* s'effrite sous la réalité du terrain.

Hydrogène et Aviation

L'avionneur Airbus a révélé 3 projets d'avion à hydrogène pour 2035. L'hydrogène peut contenir 140 J/kg. Elle devient une technologie mature pour l'aviation.

Paul Eremenko, PDG de Universal Hydrogène, partenaire de Plug Power désire collaborer avec JetBlue et Toyota.

ZeroAvia a reçu le soutien de British Airways dans une levée de fonds de \$ 24 millions avec l'objectif de produire de l'hydrogène à \$40 le kilowatt, ce qui est cher pour une voiture, mais pas pour un avion.



Au hit parade du mois

Etats-Unis

Que des tremblements de terre ce mois aux USA! le pays est sans conteste le No 1 du mois.

Ouvrons le bal avec Exxon.

Ainsi, le ciel est tombé sur la tête d'ExxonMobil et son PDG Darren Woods lors de l'Assemblée Générale de la plus grande major pétrolière américaine. Sous la pression du fonds d'investissement [Engine No1](#), deux

membres du directoire ont été remplacés. Engine No1 avait proposé 4 nouveaux membres afin de pousser Exxon à effectuer des coupes dans les dépenses pétrolières et d'explorer de nouvelles pistes hors pétrole et gaz. Exxon a toujours œuvré afin de rester à 100% dans le fossile et à éviter toute transition. La pilule va être difficile à avaler et aucun doute que les managers vont freiner des quatre fers les moindres changements.

Le pipeline Colonial de 5'500 miles a été hacké par des hackers, ce qui semble assez logique. La rançon de 5 millions \$ a été payée en Bitcoin par Colonial Pipeline Company. L'attaque a créé une pénurie dans les stations d'essence de Caroline du Nord et du Sud. Comme dans les bons films, les Russes sont pointés du doigt et avec un nom comme DarkSide, le hacher ne peut être qu'un méchant ! Cette thématique de hacking dans le domaine de l'énergie comme de l'électricité préoccupe de plus en plus, notamment avec la montée en puissance du tout électrique.

Pour preuve que l'économie US et le capitalisme néolibéral fonctionnent à merveille, depuis le début de la crise du Covid, Washington a déjà injecté et imprimé plus de \$ 5'000 milliards dans son Economie. Une grande partie de ce pactole a été aspirée par les grandes fortunes. Le [New York Times](#) révèle que Joe Biden planche sur un budget qui grimpe à \$ 6'000 milliards. Le principe des dettes illimitées est sur les rails dans un contexte qui pourrait rappeler l'excellent film: Transperceneige.

Bloom Energy va travailler avec la Idaho National Laboratory afin de produire de l'hydrogène avec une production nucléaire.

Le manque d'eau potable est en train de ravager le centre du pays dont le Nouveau Mexique et les plaines céréalières. Le gouverneur de la Californie a décrété l'état d'urgence à cause de la sécheresse. Le deuxième plus grand réservoir d'eau, le barrage d'Oroville n'est rempli qu'à 50% à la sortie de l'hiver.

Les constructeurs automobiles américains se lancent dans la construction de véhicules électriques. De manière américaine, le focus est sur : plus fort, plus gros, plus lourd. GM a dévoilé son Hummer électrique de 5 tonnes. Ce mois, après une visite de Joe Biden, Ford dévoile le Ford-150 e-pickup. L'engin électrique est capable de tracter des wagons! De son côté, Tesla annonce une bombe survitaminée qui pointe en 1,1 seconde à 100 km/h. Prenez moi pour un vieux con, mais est-ce qu'une voiture sert principalement à aller du point A à B en sécurité et le truc qui tire des wagons, c'est une locomotive.

L'administration Biden accepte le premier important projet éolien offshore sur le territoire fédéral. Le Vineyard Wind LLC de 800 megawatts, sur les côtes du Massachusetts, sera en production l'année prochaine.

La start-up, Beyond Meat, qui produit de la viande sans viande, a raté ses chiffres trimestriels. Elle remet la faute sur la pandémie et la concurrence qui arrive, mais en aucun cas sur le fait que ce n'est simplement pas bon !

Afin de contourner le manque de puces électroniques, Tesla a proposé de les payer à l'avance et ainsi passer devant les autres constructeurs automobiles.

Toujours avec Tesla. Après avoir annoncé que Tesla acceptait les paiements en Bitcoin, Elon Musk a rétropédalé. Motif, les Bitcoins utilisent trop d'énergie. Le gars envoie des milliers de satellites wifi polluer notre espace, expédie des fusées pour la lune et mars, et s'inquiète de la consommation énergétique des Bitcoin?! Dans la vraie vie, avec la fluctuation énorme de cette cryptomonnaie, il est impossible de garantir les revenus pour une entreprise.

Dans les années à venir, et avec une moyenne d'âge de 39 ans, 8 GW de centrales nucléaires vont être décommissionnées et 5 GW sont sur la sellette. Ce mois, la centrale d'Indian Point a été fermée. Il reste 94 réacteurs qui produisent 20% de l'électricité du pays dont 50% de l'uranium provient de la Russie.



Evolution réacteurs nucléaires aux USA

Russie

Le gazoduc Nord Stream 2 a reçu la bénédiction des USA et de Joe Biden et les sanctions américaines sont levées contre le blocage de sa construction. Comme à l'habitude, Bruxelles n'a été ni informée ni impliquée. Aucune des deux parties Russie-USA n'a donné de détails sur l'échange de bons procédés. Certains on la faiblesse de penser que Moscou pourrait aider les USA dans leurs négociations nucléaires avec l'Iran. En tout cas, Vladimir n'est pas homme à faire des cadeaux gratuits.

Sergei Nechayev, ambassadeur Russe en Allemagne annonce que les 100 derniers km du gazoduc seront terminés d'ici aux élections allemandes du 26 septembre prochain où les verts ont une chance de prendre la chancellerie du pays. Le concept repose sur: terminons vite avant que les verts arrivent!

Vladimir et Joe vont se rencontrer durant l'été en Suisse. Pour rappel, Joe Biden avait traité Vladimir de tueur et Vladimir avait souligné que *"c'est celui qui dit, qui est."* Le rétropédalage américain est surprenant.

"Tout ce qui peut être extrait et vendu doit l'être", telle est la nouvelle devise pétrolière de la Russie alors que le pic pétrolier se rapproche. La Douma, parlement Russe, a proposé un plan afin de monnayer les réserves pétrolières au mieux et de faire entrer le maximum de cash selon Pavel Zavalny.

La Russie est parmi les 3 plus grands producteurs mondial avec l'Arabie Saoudite et les USA.

Après avoir annoncé un pic oil d'ici à 2035, Moscou a changé d'avis. Si le pays continue sur le rythme actuel, il pourrait prolonger ses extractions jusqu'en 2080 selon Evgeny Kiselev de l'Agence Fédérale des ressources minières. Pour le gaz, il y aurait des réserves pour 103 années. Il est à noter que la Russie n'a pas encore exploité ses gisements de schiste et l'Arctique et que ses forages en activité arrivent à bout de souffle.

Grâce au réchauffement climatique, la Russie aimerait ouvrir un passage maritime dans l'Arctique à l'attention des cargos entre l'Europe et la Chine.

La Russie a signé la vente de 700 millions de doses de son vaccin Sputnik V à des pays tiers. Cependant, comme le vaccin no 1 est différent de la dose No 2, la logistique est un peu plus compliquée pour les livraisons et encore plus pour la production. En mai, seuls 33 millions de doses ont été mises sur le marché. L'Inde et les pays d'Amérique latine n'ont plus que l'option de se tourner vers la Chine.



[Dessin : Chappatte](#)

La Chine est une grande bénéficiaire du Covid et du manque de realpolitik des Européens et Américains. Dans une diplomatie du vaccin, Pékin a donné ou vendu à un "prix d'ami" ses doses maisons à plus de 40 pays Africains. Du côté occidental, la stratégie se cantonne à "on vaccine chez nous et on verra ce que l'on fait du surplus". Les pays riches de l'OCDE ont accumulé tellement de vaccins, au point de ne plus savoir quoi en faire et d'utiliser ce surplus pour vacciner les enfants.

Europe

Ukraine

Des capteurs ont détecté une augmentation des neutrons sur le site de Tchernobyl ce qui indiquerait des signes d'une réaction de fission, 35 ans après l'explosion du 26 avril 1986.

Hollande

Une cour pénale à La Haie a ordonné à Royal Dutch Shell de diminuer ses émissions de gaz à effet de serre afin d'atteindre -45% en 2030 par rapport à 2019.

La juge Larisa Alwin a estimé que la stratégie actuelle de Shell n'était pas assez concrète. La plainte avait été portée par MilieuDefensie des Friends of the Earth.

Pour retarder la décision de 2-3 ans, Shell a annoncé faire appel "*de cette décision décevante*" afin de faire prolonger le statu quo arguant que "*Shell doit pouvoir délivrer le produit que la société a besoin et désire.*" Ben avec une défense pareille, si Shell ne s'en sort pas! Dans les faits, la réduction de 45% doit provenir de seulement 14% de sa production.

"Bien que le marché financier ne semble pas avoir réagi, on peut se demander s'il ne s'agit pas d'un moment décisif comme l'ont été les premières actions en justice contre l'industrie du tabac." pense Nick Stansbury de General Investment Management.

Petit détail, localisée en Hollande, Shell ne paie pas d'impôts selon le régime fiscal en vigueur dans le pays.

Angleterre

Avec le gouvernement Anglais, Nissan planifie la construction d'une entreprise géante de production de batteries électriques. Alors que les prévisions avant Brexit laissait entrevoir une fuite des constructeurs automobiles, le pays devient le plus grand centre de production Nissan hors japon. L'entreprise sera opérée en compagnie du chinois Envision AESC avec une production de 200'000 unités par an.

BP continue son intense lobby afin d'inclure le gaz naturel dans la taxonomie européenne des énergies propres. Dans sa dernière proposition, la Commission Européenne n'a pas inclus le gaz. La décision finale a été reportée à l'été. Les émanations de méthane lors de l'extraction et du transport du gaz rendent cette énergie presque aussi polluante que le charbon.

Danemark

Everfuel planche sur un électrolyseur de 300 MW d'hydrogène vert dans une optique de transport zéro émission d'ici à 2025.

France

La très médiatique maire de Paris, Anne Hidalgo, propose de réduire les voitures dans le centre de Paris d'ici à 2022.

Total change de nom et devient TotalEnergies. Durant l'assemblée générale, le PDG de TotalEnergies, a promis de devenir un acteur majeur des énergies renouvelables et de financer ce verdissement... par de l'or noir. Il est vrai que durant les 1-5 années à venir, les majors pétrolières pourraient générer des profits juteux avec la hausse des prix du pétrole.

Malgré ces investissements verts, le pétrole et le gaz restent au cœur de la stratégie de TotalEnergies. Le pétrole devrait occuper 35% des investissements de l'entreprise en 2030, et 50% seront toujours consacrés au gaz. Et Total ne s'arrête pas pour autant d'exploiter de nouveaux gisements en hydrocarbures, comme en Ouganda ou dans l'Arctique.

Durant son assemblée générale, un dividende de 2,64 euros par action a été annoncé.

Voir l'épisode 4 Total : l'influence mise à mal
Les plus attentifs y verront votre serviteur

Allemagne

Angela Merkel a rejeté l'avancement de la date de la fermeture des centrales à charbon prévue en 2038. *"Les personnes concernées ont besoin d'une certaine fiabilité sur la voie de la neutralité climatique. Je ne veux pas détricoter cela à nouveau après un an"*.

Pris dans le piège du gaz naturel, l'Allemagne va utiliser, en partie, du gaz pour remplacer le charbon et pas certain que le climat y gagne beaucoup.

Le parti des verts voit augmenter la probabilité de mettre Annalena Baerbock à la place de chancelière. Les verts aimeraient activer les voyages en train pour contrer l'aviation. L'exemption de TVA sur le Kérosène et les subsides à l'aviation pourraient être mis sur la table. Les voyages de nuit vont être remis sur les rails. Ca tombe bien.

Finalement, dans la perspective de voir arriver un vert à la tête du pays, le gouvernement actuel s'empresse de terminer le gazoduc Nord Stream 2 afin d'éviter de mettre ce projet en mode pause.

Suisse

Depuis le début de l'année, les prix de l'électricité ont passé de 4 à 7 centimes le kWh.

Durant cet hiver, la Suisse a importé 20% de son électricité. C'est dans la moyenne des années moyennes.

La Fondation Suisse de l'Energie estime que la demande d'électricité va augmenter de 16 à 33% dans les années à venir, notamment grâce à l'introduction des voitures électriques. Elle suggère de trouver de nouvelle manière de produire de l'électricité. Libéraliser l'autoconsommation des panneaux solaires pourrait être un pas intéressant.



Dessin: Chappatte

Moyen-Orient

Afghanistan

Après l'annonce du départ des américains pour le 11 septembre, les talibans se sont emparés du deuxième plus grand barrage hydraulique, le Dahla à Arghandab, dans la province de Kandabar. L'eau est source de vie et d'irrigation. La posséder, c'est contrôler la ville de Kandabar.

Iran

Les discussions autour de la remise en activité de l'accord nucléaire avec l'Iran progressent. L'objectif est de trouver un accord avant les nouvelles élections du 18 juin, qui remplaceront le président Hassan Rouhani. Dans ce dossier, Joe Biden aurait obtenu l'aide de Vladimir Poutine en échange de la levée des sanctions américaines contre le gazoduc Nord Stream 2 avec l'Allemagne.

L'Iran pourrait voir ses sanctions sur le pétrole levées d'ici à septembre. Du coup, Téhéran annonce pouvoir monter ses extractions à 4 millions b/j soit le double d'aujourd'hui. Cette arrivée de pétrole pourra être salubre face à la hausse mondiale de la consommation prévue après la pandémie.

L'Iran a réalisé un nouveau pipeline de 1 million b/j afin d'éviter le Détroit d'Hormuz et arriver à Jask dans la mer d'Oman.

Arabie Saoudite

Le Prince héritier Mohammed bin Salman désire améliorer les relations avec... l'Iran. Là où les américains ont échoué, les chinois pourraient y arriver et sans les armes. En effet, Pékin augmente sa collaboration avec les deux pays, dont le point commun est d'extraire pas mal d'hydrocarbures, moteurs de la croissance. Du coup, l'Arabie Saoudite est encouragée à partager son expérience dans l'extraction de gaz sur le territoire iranien. Impensable, il y a encore quelques mois, mais avec une logique de : mieux vaut garder ses amis proches et ses ennemis encore plus proche.

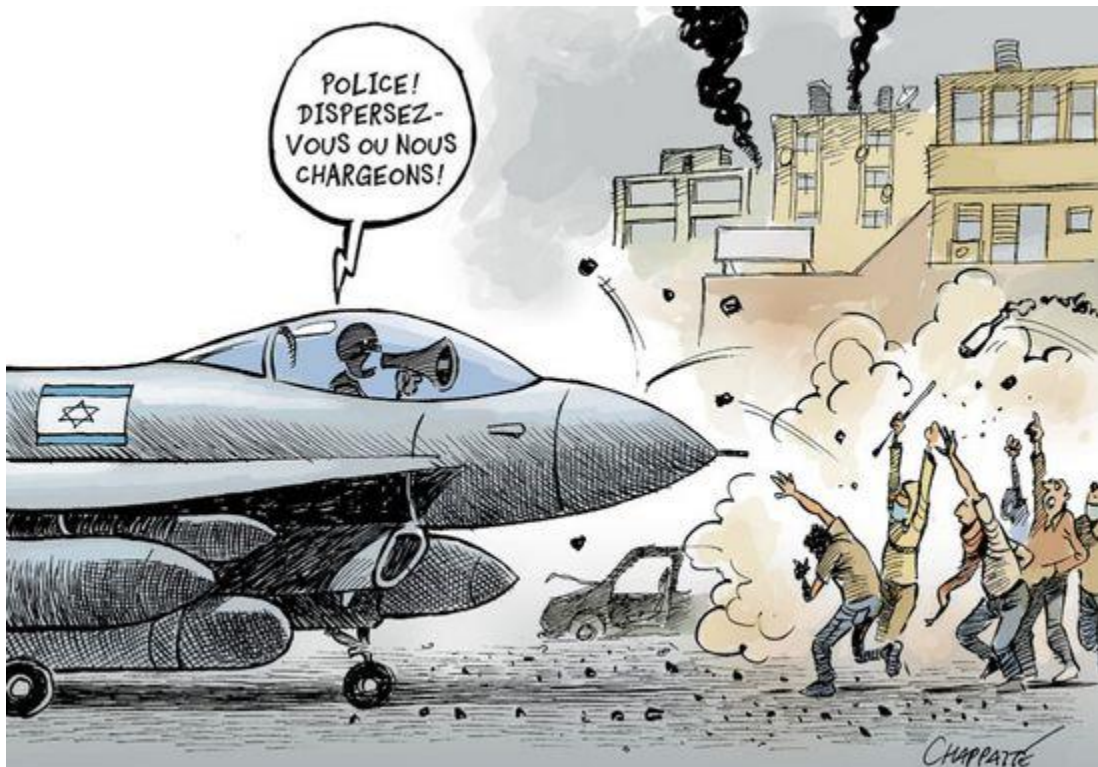
De toute évidence, Pékin est en train de reprendre la place des USA dans le rôle de superpuissance au Moyen-Orient et ailleurs. L'axe Russo-Turco-Chinois est d'une perspicacité et d'un réalisme par rapport à la transparence des européens et au lâcher-prise des américains.

Le PDG de Saudi Aramco, Amin Nasser, se réjouit du développement économique de la Chine grâce au pétrole du royaume dans le contexte de Route de la Soie inventé par la Chine. Ryad et Pékin annoncent la création d'un fonds d'investissements de 20 milliards \$ à part égale entre les deux pays.

Irak

Bagdad a refusé les efforts d'ExxonMobil de vendre ses actifs dans le gisement de West Qurna 1 aux deux entreprises chinoises China National Petroleum Corp et la China National Offshore Oil Company. Les termes de l'accord semblent déplaire à Bagdad. Certainement une question d'argent.

Le budget du pays dépend à plus de 90% des revenus du pétrole. Le ministre des finances, Ali Allawi, s'inquiète de la prochaine baisse de la demande mondiale de pétrole pour le deuxième producteur de l'OPEP. Il *"craint un déclin potentiel du marché et des prix. Cela pourrait être catastrophique pour le pays."*



Dessin : Chappatte
Gaza et Israël

Les Amériques

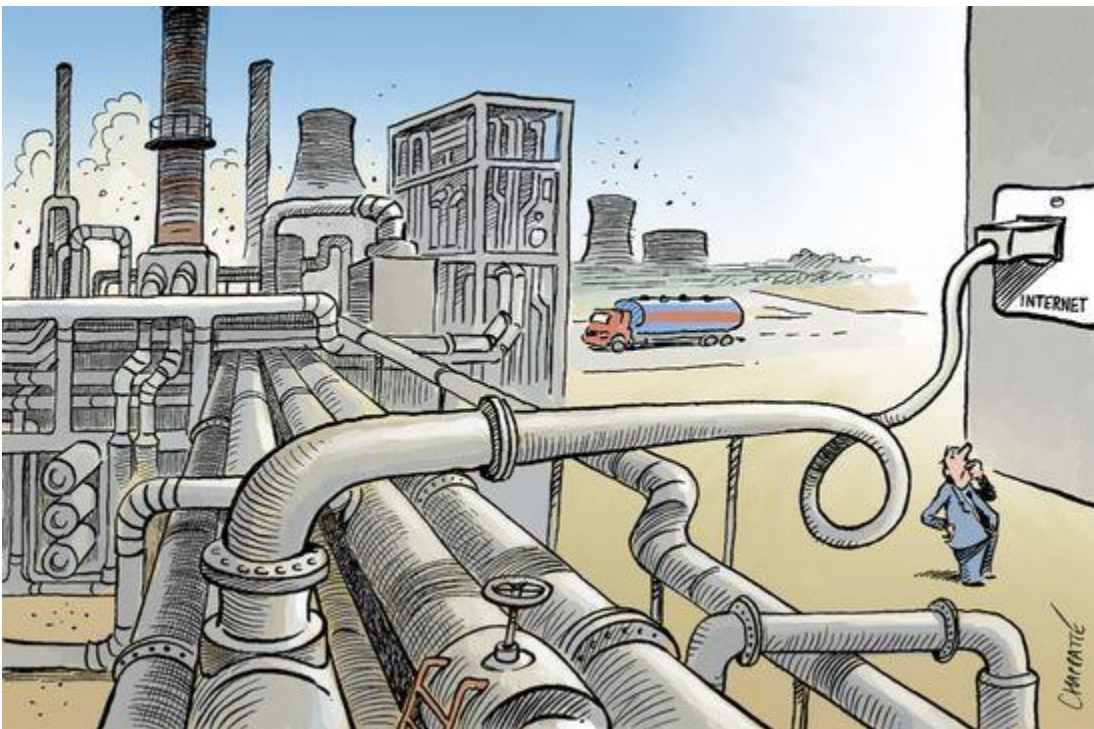
USA – Schiste

Les pétroliers gaziers de schiste, Climarex Energy et Cabot Oil & Gas ont décidé de joindre leur vie commune dans une fusion à 17 milliards \$. Climarex sévit dans les gisements de schiste du Permien alors que Cabot est présente au Nouveau-Mexique et dans le gisement de Marcellus. La dette des deux entreprises se cumule à 3,3 milliards \$.

Depuis octobre 2020, les fusions se montent à 50 milliards \$ dans le schiste américain avec le secret espoir que plus c'est grand, plus c'est profitable.

Afin de trouver une stabilité économique et de réaliser des bénéfices, les compagnies utilisent des forages horizontaux de plus de 4 km. Cette technique permet d'extraire plus de pétrole sur une seule tête, mais cannibalise les nappes entre-elles. Il sera intéressant de voir si la méthode raccourcira la durée de vie du schiste ou si elle accélèrera son déclin.

Lors de l'extraction de pétrole de schiste, du gaz naturel remonte à la surface. Comme il n'y a pas de moyen de transporter ce gaz et de commercialiser, il est plus simple et économique de le brûler sur place (flaring). Si l'impact économique est impactant, l'impact sur le climat l'est tout autant. Le Bassin Permien produit la moitié de ce flaring selon l'agence Rystad Energy.



CyberAttaque aux USA
Dessin: Chappatte

Asie

Chine

Plus de 90 gigawatts d'électricité solaire et éolien seront installés cette année soit, en proportion, 90 centrales nucléaires.

La Chine dénombre 1,41 milliards d'habitants en 2020 soit une augmentation de seulement 72 millions depuis 2010. Dans un détail, qui n'en est pas un, 19% de sa population a plus de 60 ans contre 13% en 2010. Du côté du climat, cette diminution de la croissance humaine est une bonne nouvelle.

Lors d'une visite à Ford où le constructeur a dévoilé son nouveau pickup F-150 électrique, le président US, Joe Biden, a appelé l'urgence des constructeurs américains à combattre la production automobile électrique chinoise. Dans ce domaine, la Chine a gagné la bataille et la guerre.

Dans les 6 plus grandes villes du pays, les véhicules électriques et hybrides représentent le 20% des ventes selon la China Passenger Car Association. De son côté, Tesla planifie une réduction de sa production de voiture en Chine notamment avec les tensions US-Chine. Pékin semble avoir pompé assez de technologies de Tesla pour les dépasser.

La croissance des entreprises s'est élevée à 9,8% en avril contre 14,1 en mars. Ces chiffres restent affolants dans le contexte actuel.

Le pays a consommé 14,15 millions b/j de pétrole en avril. Il rattrape rapidement les USA perchés à 19 millions.

L'ambiance continue d'être très sympa dans la Mer de Chine. Pékin met pression sur tous les acteurs de la région pour tenter de mettre la main sur les terres-rares et hydrocarbures qui s'y trouveraient.

Inde

Le pays fait toujours face à la vague de coronavirus alors qu'il manque de vaccins. De plus de 4 millions de vaccinations par jour, il est descendu sous les 2 millions.

La demande pétrolière a chuté de 28% par rapport à 2019. La chute de la demande du 3ème consommateur mondial pèse sur les prix. Paradoxalement, les prix du diesel et de l'essence atteignent des prix records et deviennent trop cher pour beaucoup de citoyens.

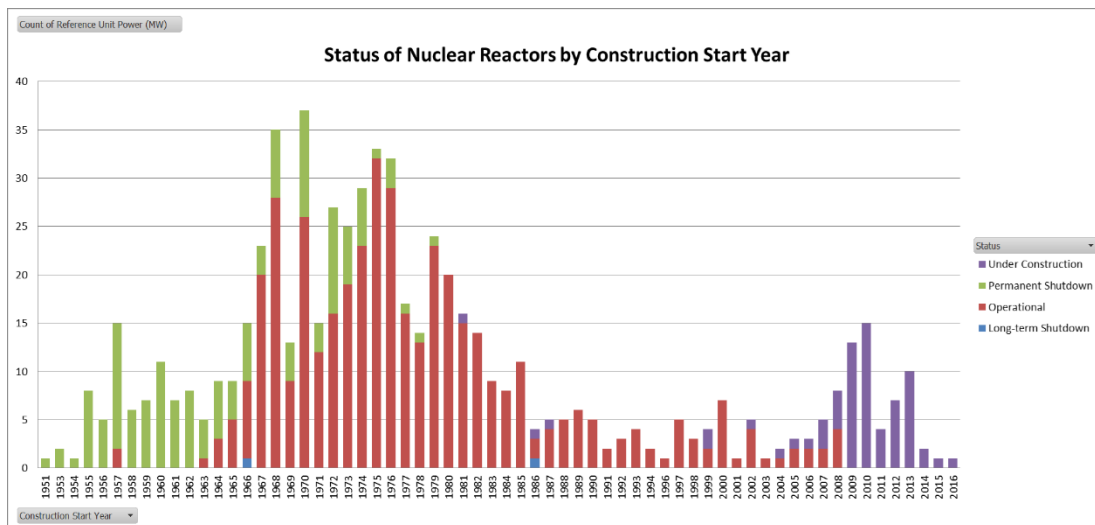
Le cyclone Tauktae a retardé les opérations de livraisons de charbon et de pétrole dans le pays. Les plateformes pétrolières ont été fermées et certaines endommagées.

Des photos récentes révèlent l'existence de chantiers militaires énormes sur la minuscule île d'Agaléga, louée à l'Inde par les îles Maurice. Si Pékin accapare la Mer de Chine, l'Inde propose le même concept dans l'Océan Indien. Il restera à l'Inde de construire une flotte militaire capable de s'imposer face à la Chine et aux USA.

Japon

Les raffineurs japonais désirent vendre une partie de leurs actifs internationaux afin d'anticiper la chute de la demande pétrolière annoncée.

Le pays est en train de s'affronter sur le modèle économique basé sur les énergies fossiles. Le gouvernement propose de fortes réductions mais certains lobbies pétroliers, nucléaires et gaziers assurent le service après-vente.



Historique du nombre de réacteurs nucléaires dans le monde.

La grande partie des centrales ont été construites dans les années 70-80. Une grande partie de ces centrales vont devoir être mises à la retraite dans les années à venir.

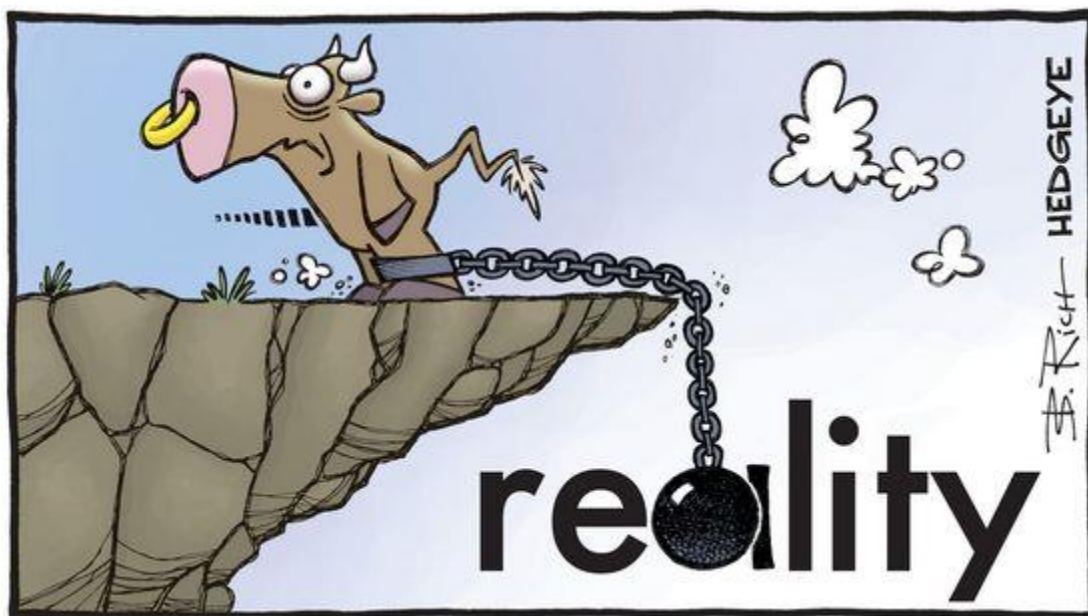
Afrique Nigeria

La production pétrolière du pays, membre de l'OPEP, a chuté de 30% durant les 4 dernières années à 1,4 millions b/j. notamment à cause du vandalisme sur les pipelines, les vols de pétrole et la corruption du gouvernement.

Le gouvernement encourage Shell à continuer ses extractions pétrolières et de gaz sur le territoire avec la crainte que la major quitte le pays. Le gisement produit 10% du pétrole du pays.

Le budget du pays et le système de corruption comptent sur les ventes d'hydrocarbures pour survivre.

Cependant, les attaques et sabotages d'infrastructures diminuent l'enthousiasme du pétrolier basé en Hollande.



Phrases du mois

"C'est un moment historique pour ExxonMobil et pour l'industrie pétrolière, qui va accélérer le changement nécessaire dans le secteur. Rien ne focalise l'esprit d'un directeur comme la possibilité qu'il puisse perdre son emploi. Aujourd'hui, ce risque est devenu très réel". Andrew Logan, directeur principal pétrole et gaz, Ceres.

"Gramme pour gramme, un organisme est 10'000 fois plus puissant que le soleil. 0,0002 milliwatts par gramme." Richard Heinberg

"La thèse principale de la stratégie pétrolière Russe est la monétisation des réserves et des ressources actuelles, c'est-à-dire la monétisation maximale des exportations" Pavel Zavalny.

Phrases du mois

Cette revue s'appuie sur les sources de: Tom Whipple et Steve Andrews d'ASPO USA de Resilience.org, l'humour des chroniques matinales de Thomas Veillet Investir.ch, et toutes les informations diverses et variées, récoltées dans différents médias à travers le monde comme FT.com, Bloomberg, RT Russia, NHK, etc.

▲ RETOUR ▲

Un enfant par femme... ou deux ou trois !

Par biosphere 4 juin 2021

1980, le pouvoir chinois interdit aux couples chinois d'avoir plus d'un enfant. Cette politique aurait ainsi évité 400 millions de naissances.

2014, le cinéaste Zhang Yimou s'acquitte d'une amende d'environ 1 million d'euros pour avoir eu trois enfants, deux de plus que ce que la loi permettait.

2015, le gouvernement autorise les ménages à avoir un deuxième enfant.

2020, le taux de fécondité est de 1,3 enfants par femme. La Chine va passer de 1,412 milliard de Chinois en 2020 à quelque 700 millions à la fin du siècle. Ce qui est plutôt une bonne nouvelle pour la planète ne l'est pas pour les dirigeants communistes, dont l'une des fiertés est d'être à la tête du pays le plus peuplé au monde. En 2100, la Chine serait dépassée par l'Inde, mais aussi par le Nigeria.

2021, le bureau politique « présidé par Xi Jinping » va [autoriser les couples à avoir un troisième enfant](#). Pour le Parti communiste, rester le pays le plus peuplé du monde est une question de principe. Il s'agit de « *préserver les atouts du pays en matière de ressources humaines* » a déclaré le bureau politique ? Mais les couples chinois n'en veulent qu'un : « *Je suis enfant unique, mon mari aussi. Nous avons nos quatre parents à charge ainsi qu'un enfant. Comment voulez-vous que nous élevions d'autres enfants* ». Et [la Chine n'est pas un pays d'immigration](#). Dans ce pays très nationaliste, le sujet est extrêmement sensible. En 2019, la mise en place de mesures assurant « la sécurité politique et frontalière » a facilité l'expulsion des résidents étrangers illégaux.

[Kathy Barla](#) : « Il est temps d'arrêter de valoriser la croissance, et en particulier la croissance de la population quel qu'en soit le pays, pour se focaliser sur une adaptation de l'être humain plus appropriée aux limites de la planète, et ainsi limiter son impact... Il est temps que les journalistes (et les politiques) changent de point de vue. .. Pourriez-vous faire passer ce message à vos journalistes, car il me semble très important que les messages véhiculés par LE MONDE soient en phase avec les grands problèmes de notre époque ?» ([Paroles de lecteurs](#))

▲ RETOUR ▲

Contribution : Écologie et souveraineté

Par biosphere 3 juin 2021

contribution de Gilles Lacan : « *La dégradation de la biosphère, dont les manifestations les plus visibles sont le dérèglement climatique, l'effondrement de la biodiversité et l'épuisement des ressources naturelles, a porté la défense de l'environnement au centre du débat public. L'ampleur et la rapidité de cette dégradation comme son caractère irréversible, malgré son origine anthropique, conduisent à privilégier désormais l'adaptation par rapport à l'évitement. Les stratégies d'évitement reposent, par nature, sur une gouvernance mondiale ou, du moins, sur une concertation internationale en vue d'aboutir à des accords, peu ou pas contraignants, comme celui de Paris en 2015. Les stratégies d'adaptation, au contraire, peuvent être mises en œuvre par les gouvernements nationaux, avec deux avantages qui leur sont propres : d'une part, une approche plus spécifique des mesures à prendre, d'autre part, une gouvernance disposant sur une aire déterminée d'une grande capacité de contrainte, y compris dans les pays démocratiques. C'est dans l'espace étatique, là où s'exerce la souveraineté, que doivent être faits les choix difficiles commandés par l'adaptation.*

Ces choix pour la France sont le nucléaire, civil et militaire, la souveraineté alimentaire assurée par une agriculture de petites ou moyennes exploitations de polycultures et d'élevage, la relocalisation industrielle assortie d'un protectionnisme ciblé, l'arrêt des politiques natalistes et de l'immigration, le recul de l'âge de la retraite, la limitation des mobilités et la gestion prévisionnelle de l'exode urbain, la réduction des transferts sociaux et des subventions, le remboursement de la dette. Le niveau actuel de consommation des biens et des services, y compris des services publics, n'est pas soutenable. Contrairement à une idée répandue, sa baisse s'accompagnera nécessairement d'un abandon, au moins partiel, du modèle social français qui prévaut depuis 1945. Entrer en résilience, c'est accepter les contraintes d'une économie de guerre, de surcroît sans déficits possibles. »

remarques de Biosphere : beaucoup de choses dans ce texte de Gilles Lacan dont plusieurs points méritent développement et débat. Notre blog biosphere est aussi fait pour cela, chercher le consensus. Nous rappelons

que nous sommes ouverts à des contributions, moins de 4000 caractères svp... à envoyer à biosphere@ouvaton.org

▲ RETOUR ▲

OUIIIINN ZE VEUX MON ZOUET !

4 Juin 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

Enfin, mes aéroports, excusez mes "airports"; en langage correct (en Patrick : airporc).

" **Les deux aéroports de la Loire volent dans les déficits**". C'est d'ailleurs, une fois (j'apprends le Belge, c'est dur !), [la seule chose](#), quasiment, qui vole. Et même s'envole.

"**Pour Saint-Etienne Bouthéon, le président du syndicat mixte, Gaël Perdriau, s'entête à maintenir un équipement sans quasiment aucun trafic. L'aéroport de Roanne enregistre de son côté un déficit annuel de 500 000 euros au détriment de la communauté d'agglomération**".

Bon, là, la question est celle des organes virils des Zélus locaux. Un Zélus, sans son "airport", c'est rien. Insignifiant. Roupie de sansonnet.

[Les gueux de la Loire](#), profitent, eux d'une liaison ferroviaire déficiente avec Lyon, régulièrement coupée.

[Le maire visiblement](#), lui, a d'autres ambitions.

Le sort de la ville, en [voie de paupérisation](#) et tiers mondisation n'est pas, visiblement sa préoccupation.

▲ RETOUR ▲

LES DEUX FACETTES

3 Juin 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

Comme je l'avais déjà dit, il existe deux facettes du monde, à travers des émissions de télé-réalité US.

- La première facette, vous prenez des tarés complets, genre LGBTIQ+ (ABCDEFGHIJKLMNQRSTUWXYZ pour n'oublier personne, soyons "inclusifs"), vous enfermez ces abrutis dans un loft où ils vont vous parler de leurs problèmes fondamentaux, qui concerne le touche-pipi, comment le faire, etc... Bon, en se forçant bien, on arrive à regarder deux épisodes, après, j'ai eu des idées noires, et ensuite, j'ai eu une réaction à la Fonzie (les jours heureux).

Je me suis regardé dans la glace, j'ai fait mine de me peigner, je n'ai rien trouvé à remettre d'aplomb et je me suis trouvé beau et intelligent (je reconnais que sur ce point, je n'engage que moi). Il faut dire qu'après cette émission, la base de référence est extrêmement basse.

La deuxième facette, c'est l'émission diffusée en France "habitations en péril", où l'on voit une famille, les Raney, aider des gens pour leur vie en campagne. Ils viennent d'Alaska où la mentalité est quand même il faut le reconnaître, de se démerder ou mourir, au moins en zones rurales. Donc, ils remettent à neuf, apprennent à des gens pleins de bonne volonté à se servir d'un marteau et d'une scie, sans que cela tourne à la boucherie, avec un lieu commun, la survie, c'est une affaire familiale, avec ces trucs bizarres, à savoir, le papa, la maman et les pitis z'enfants (plus ou moins petits, faut il le reconnaître).

L'un est issu des grandes villes "éveillées" (lire : sous l'emprise de LSD), et démocrates, et l'autre, de zones rurales et républicaines.

La moralité de l'histoire ? C'est que l'un, représente le passé, celui de l'énergie triomphante, du moins, là où on en bénéficie encore, et l'autre un mouvement devenu significatif démographiquement, l'abandon des villes, en vue de la survie. Sans cela, il n'y aurait pas eu d'émission. Pour ce qui est des LGBT... etc... Ils n'ont rien compris au film.

Totalement "intégré", ils sont l'ordure et l'écume de la contre-civilisation en tant que lobby, puissant, bruyant, hystérique, impératif, impérieux, mais condamné.

On peut y rajouter les féministes en guerre contre l'homme.
Parce que, qu'est ce qui a "libéré" la femme ? C'est l'énergie.

Dans la société non fossile, l'excédent, c'est l'homme qui le produit, ce n'est pas une situation d'oppression, c'est "une alliance, entre homme et femme en vue de procréer".

Plus que 10 000 philosophes homosexuels, la condition féminine, c'est la machine à laver qui l'a amélioré. Le préjugé contre la saleté, dans la France de 1900, c'est le préjugé contre la pauvreté. Parce que laver, blanchir, sans machine, c'est une tâche écrasante. Le bourgeois peut se payer des bonnes pour le faire, la paysanne ou l'ouvrière, elles, ne sont pas dans ce cas là.

Déjà, au moment de la révolution, il y a une césure claire entre la bourgeoise, amatrice de "droits", et la femme du peuple, amatrice d'avoir, de temps en temps, une pause, dont elle pourra un peu profiter, tant qu'elle aura des filles, pas encore mariées, mais assez grandes pour l'aider.

Le français de 1900, c'est quelqu'un qui travaille tout le temps, jusqu'à la mort, pour pas grand chose. Mais qui ne travail pas forcément ardemment. Il fait souvent, dans la société rurale, de longues pauses, prend le temps de parler, rigole souvent. En un mot, il est "cool".

Le français de 1900 veut être soldat. C'est bien moins pénible que tout le reste, à défaut d'être bien payé.
La française de 1900 voit avec envie le statut d'institutrice.

Donc, vivre en 2021, c'est quoi ? Pour beaucoup d'US américain, notamment ruraux, c'est l'invalidité, comme en Grande Bretagne et même en France. Aucune envie de "lutter" pour une place au soleil, dans un système évalué comme pourri. C'est "l'interimaire qui ne veut pas travailler", c'est le ressenti d'une population qui a envie d'en faire le moins possible.

En fait, c'est une immense et jamais vue "grève du zèle". Au grand dam des gens encore dans le système ou qui y croit encore.

Le mouvement gilet jaune a aussi eu une autre signification. Une résistance populaire fluide et intelligente, et un pouvoir totalement dépassé, par des gens fort en thème, mais conformistes et formatés, comme le locataire de l'Élysée. Dont à terme, du conformisme, il ne reste que les 3 premières lettres.

Or, dans une guerre, il est clair que tous les plans préétablis volent en éclat lors du premier coup de feu.

Le vrai guerrier, c'est celui qui sait analyser et faire face à des situation imprévues et nouvelles, très rapidement...

Une bonne partie de la société, justement, bute sur la notion d'imprévue et de nouveauté.

On en revient à des disques rayées qui repassent la rengaine, alors que [la situation](#) vient totalement de changer. Ce débat, par exemple, est totalement surréaliste. Mais dans la lignée d'avant.

Les LGBTIQ+ sont dans une optique 1990-2010, les retraités et les bougistes se voient repartir en voyage sous peu, grâce à leur vaccin, les féministes veulent être "libérées", alors qu'ils n'ont pas vu la simple vérité. La pénurie nous guette, et nous guette même très vite.

Comme l'a dit un lecteur, pour faire des économies de chauffage, c'est ultra-simple. Chaleur à 11° et habits. Des gens habitués à des 23° viennent d'avoir un malaise.

C'est aussi des copropriétaires âgés pratiquant la lutte des classes. Souvent majoritaires dans certains endroits, ils ne veulent pas des dépenses de réhabilitations (voulues par les plus jeunes), au profit de voyages et croisières. Sans compter les non-occupants, qui ne veulent même en entendre parler.

[Sannat](#) nous dit que les militaires se préoccupent de la fin du fossile ? Sans fossile, plus de guerre ? Ils ont oublié 1914 et ne voient pas la guerre en Syrie ? Les femmes guerrières (les lionnes de la défense nationale) ou les miliciens (200 000) ont remplacé le fantassin pousse-cailloux et le territorial, chargé de tenir l'arrière. Révolutionnaire, ce fantassin pousse-cailloux. Équipé sommairement (dans l'optique actuelle), d'une arme à feu ou deux, d'un casque, d'une pelle de tranchée et de quelques centaines de munitions, il n'a pas, intrinsèquement une grande valeur militaire, si ce n'est celle de tenir le terrain, pendant que les [unités d'élite](#) réduites combattent.

Changement de paradigme aussi vu au Yémen, où malgré une terrible puissance de feu, forces de l'OTAN, séoudiens, mercenaires et autres, n'arrivent pas à déborder une armée locale assise sur des combattants déterminés.

Pareil en Afghanistan où l'armée locale, assise sur le fossile est en train d'être battue par des talibans bien moyens équipés et dix fois moins nombreux.

Technologie et pétrole ont atteint leurs limites. Et maintenant tout va décroître, même si je crois que l'armée sera la dernière à bénéficier du pétrole.

Mais là aussi, on a affaire à des générations gavées d'énergie fossile... Et pour lesquels, l'accès à l'énergie est un droit acquis non négociable.

Il y a très longtemps, j'ai eu une prof de relations internationales. C'est la seule, d'ailleurs, dont je me souviens de l'enseignement. Elle nous avait dit qu'on était autorisé à être con en rentrant dans sa salle, mais pas en sortant.

Pour elle, nous devions faire preuve d'esprit critique, par la multiplication des sources de renseignement. Concept simple, il faut se tenir au courant de tous les points de vue (chose que j'ai retenu sur ce blog), et APRES, on peut avoir un avis et des convictions, en SE les forgeant. Faire le perroquet, ne nécessite pas une grande jugeote.

Mais une bonne partie des étudiants, préféreraient s'en tenir à leurs conformisme pré-établi, plutôt que d'avoir la SOUFFRANCE de les remettre en question.

A l'image des officiers de 1914, qui ont préféré mourir (et faire mourir) que de renoncer à ce qu'ils avaient appris, l'offensive à outrance... Il est d'ailleurs une grande constance dans l'histoire. La plupart des officiers et des gradés tués au combat l'ont été par leurs propres hommes. Un vieux soldat de la guerre d'Algérie, d'ailleurs, m'a dit qu'en cas de rencontre avec les fellaghas, ils avaient prévu de dégommer d'abord leur adjudant, considéré comme un idiot qui les aurait fait tuer. Ce qui ne s'est pas passé...

Il est clair que nous allons vivre un inédit depuis 250 ans, la décroissance du fossile. L'imprévu par excellence, du moins pour certains, la certitude pour d'autres.

Je terminerais par une anecdote. Lors de grandes manoeuvres, en 1913, Joffre dit à ses officiers, "Vous avez tous échoués, parce que vous aviez une conception pré-établie (**l'offensive à outrance**), seul le colonel Pétain a réussi la manoeuvre parce qu'il n'en avait pas" et il lui laissa la parole :

"Messieurs, j'avais une conception pré-établie" (**la défensive : "le feu tue"**). Joffre et Pétain, inutile de le dire, ne s'aimaient pas beaucoup, et se haïssait après 1915.

▲ RETOUR ▲

Le pétrole flambe !

par Charles Sannat | 4 Juin 2021



« *Le prix du pétrole grimpe dans le sillage de la reprise économique*

Les pays exportateurs, membres de l'OPEP et de l'OPEP +, réunis mardi 1er juin, maintiennent le calendrier prudent de relance de la production.

Il y a un an, le baril de Brent de la mer du Nord s'échangeait autour de 35 dollars (environ 29 euros), après être tombé sous la barre des 20 dollars durant la première vague de Covid-19 et le confinement du printemps, qui avait étouffé l'activité économique et la demande d'or noir. Du jamais-vu depuis 2002. Un an après, le cours du brut négocié à Londres est repassé au-dessus de la barre des 70 dollars (57 euros), poussé par une reprise que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) vient de revoir à la hausse pour cette année (+ 5,8 %) ».

Souvenez-vous, il y a un peu plus d'un an, au plus fort de la première panique, les prix du pétrole, ont même été négatifs, puisque plus personne ne pouvait stocker l'or noir et le temps que l'on coupe les vannes, il y avait des millions de tonnes d'or noir à livrer, mais on ne savait plus à qui !

Face à l'effondrement de la demande, les capacités de stockage étaient saturées.

Un an après, c'est une forme de reprise qui s'amorce, sur des capacités de production considérablement réduites il y a un an.

Du coup, il faut que désormais, l'offre suive la demande.

Les prix montent puisque l'offre est en retard.

C'est valable sur l'énergie comme sur beaucoup d'autres éléments nécessaires à notre économie et sur lesquels nous sommes en pénurie.

Or, une énergie trop chère, c'est à la fois de l'inflation avec une hausse des prix, mais également une ponction dans l'économie.

Une hausse du pétrole, c'est à la fois inflationniste à court terme, mais très déflationniste à long terme.

Charles SANNAT Source [Le Monde.fr](https://www.lemonde.fr) [ici](#)

Le prix du pétrole grimpe dans le sillage de la reprise économique

Les pays exportateurs, membres de l'OPEP et de l'OPEP +, réunis mardi 1er juin, maintiennent le calendrier prudent de relance de la production.

Par [Jean-Michel Bezat](#) Publié le 02 juin 2021



Le secrétaire général de l'OPEP, le Nigérian Mohammed Barkindo, en 2019.

Il y a un an, le baril de Brent de la mer du Nord s'échangeait autour de 35 dollars (environ 29 euros), après être tombé sous la barre des 20 dollars durant la première vague de Covid-19 et le confinement du printemps, qui avait étouffé l'activité économique et la demande d'or noir. Du jamais-vu depuis 2002. Un an après, le cours du brut négocié à Londres est repassé au-dessus de la barre des 70 dollars (57 euros), poussé par une reprise que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) vient de revoir à la hausse pour cette année (+ 5,8 %).

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [« Les géants du pétrole restent sourds aux discours des gouvernements et des écologistes. Seul l'avis des actionnaires compte »](#)

L'embellie n'a pas échappé à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et à dix autres pays non-OPEP, dont la Russie, qui ont formé en 2016 un cartel baptisé « OPEP+ » pour peser face aux pays consommateurs. Mais ils restent prudents et surveillent l'évolution du marché au mois le mois. Réunis mardi 1^{er} juin par visioconférence, il ne leur a pas fallu une demi-heure pour reconduire leur décision d'avril, « *compte tenu des fondamentaux du marché observés* » : desserrer progressivement les vannes d'ici à la fin juillet, soit 2,2 millions de barils supplémentaires.

L'Arabie saoudite et la Russie, les deux plus gros exportateurs de brut, se donnent un délai supplémentaire pour décider une nouvelle hausse de la production

Les marchés ont validé cette stratégie : le baril de Brent pour livraison en août a gagné 1,34 % (à 70,25 dollars) et le WTI livrable en juillet 2,11 % (à 67,72 dollars). L'Arabie saoudite et la Russie, les deux plus gros exportateurs de brut, se donnent un délai supplémentaire pour décider une nouvelle hausse de la production. Il semble acquis qu'ils mettront plus d'or noir sur le marché au second semestre, une décision qui pourrait être prise le 1^{er} juillet, lors de la prochaine réunion de l'OPEP+. Les prix à la pompe, notamment en France, où impôts et taxes sont importants, devraient donc restés élevés.

Georgescu-Roegen, la question démographique

Par biosphere 6 juin 2021



Une aile du mouvement de défense de l'environnement soutient que le problème de la croissance démographique n'est qu'un croquemitaine agité par les nations riches afin de masquer leurs propres abus écologiques. Pour les tenants de cette opinion, il n'y a qu'un mal, à savoir le développement inégal. D'autres font valoir en sens inverse que la croissance de la population est le mal le plus menaçant pour l'humanité et qu'il doit être traité d'urgence. Comme il fallait s'y attendre, ces deux opinions opposées n'ont cessé de s'affronter en controverses inutiles et même violentes, ainsi qu'on a pu le constater notamment lors des conférences de Stockholm sur l'environnement en 1972 et lors de la conférence de Bucarest sur la population en 1974. Il est vrai que la différence de progression des nations riches et des nations pauvres est un mal en soi ; bien qu'étroitement liée à la croissance démographique continue, elle doit être traitée aussi pour elle-même. Bien entendu les pays qui connaissent à présent une très forte croissance démographique devront faire des efforts tout particuliers pour obtenir aussi vite que possible des résultats dans la décroissance démographique.

L'humanité devrait diminuer progressivement sa population jusqu'à un niveau où une agriculture organique suffirait à la nourrir convenablement. Étant donné l'éventail existant des plantes vertes et leur distribution géographique à n'importe quelle époque, la capacité de charge biologique de la Terre est déterminée. C'est dans ce cadre que l'homme lutte pour la nourriture contre d'autres organismes vivants. Il n'a pas dévié si peu que ce soit de la loi de la jungle ; s'il a fait quelque chose, c'est de se rendre encore plus impitoyable par ses instruments exosomatiques perfectionnés. L'homme a ouvertement cherché à exterminer toutes les espèces qui lui « volent » sa nourriture – les loups, les lapins, les mauvaises herbes, les insectes, les microbes, etc.

Deux facteurs ont influé sur la technologie agricole. Le plus ancien est la pression continue de la population sur la terre effectivement cultivée. L'essaimage des villages d'abord, les migrations ensuite, sont parvenus à réduire cette pression. Le second est un sous-produit de la révolution industrielle ; il réside dans l'extension à l'agriculture du processus par lequel la basse entropie d'origine minérale (les ressources fossiles en particulier) remplaça celle de nature biologique. Cette technique moderne constitue à long terme une orientation défavorable à l'intérêt bioéconomique fondamental de l'espèce humaine. Les tracteurs et autres machines agricoles ont supplanté les animaux de trait, les fertilisants chimiques ont supplanté fumures et jachères. Cela équivaut à substituer des éléments rares au plus abondant de tous, le rayonnement solaire. Une agriculture hautement mécanisée et lourdement fertilisée permet la survie d'une très grande population, mais au prix d'un épuisement accru des ressources, ce qui signifie une réduction proportionnellement accrue de la quantité de vie future. Aristote lui-même enseignait que l'État idéal doit veiller à ce que la taille de sa population reste accordée à celle de son sol.

Combien d'êtres humains la Terre pourrait accueillir ? Aucun des expert en démographie ne s'est posé la question cruciale de savoir combien de temps pourrait durer une population des 40 milliards, voire d'un seul million. Cette question met à nu la vision mécaniste du monde, à savoir le mythe de la population optimale « comme d'une population qui peut se maintenir indéfiniment ». Dans *La République* de Platon, la taille de la population doit être maintenue constante, (si besoin est par des infanticides). Mais il est inexact de croire que l'état stationnaire peut perdurer aussi longtemps que le niveau de la population n'excède pas la capacité de charge biologique. Cet état ne saurait avoir qu'une durée finie, faute de quoi il faudrait rejoindre le club des « sans limites » en soutenant que les ressources terrestres sont inépuisables. La Terre a une capacité de charge qui dépend d'un ensemble de facteurs incluant la taille de la population, la quantité de ressources épuisées par personne dans l'année et la quantité des ressources accessibles de la croûte terrestre.

Source : Nicholas Georgescu-Roegen, *La décroissance* (Entropie, écologie, économie) aux éditions Sang de la Terre, 2020

▲ RETOUR ▲



Les Nations unies tirent la sonnette d'alarme sur l'augmentation spectaculaire des prix alimentaires mondiaux

3 juin 2021 par Michael Snyder



La situation évolue dans le sens que nous avions prévu, et ce n'est pas du tout une bonne nouvelle. Les prix des denrées alimentaires augmentent à un rythme très alarmant, et à ce stade, même les Nations unies tirent la sonnette d'alarme. La plupart de mes lecteurs se souviennent des émeutes mondiales de la faim auxquelles nous

avons assisté en 2008 et 2011, et si les conditions continuent à se détériorer, nous pourrions bientôt être confrontés à quelque chose d'encore pire. Bien sûr, cette crise n'est pas née d'un vide. Nous avons du mal à nourrir le monde entier, même dans les meilleures années, et cela fait très longtemps que je préviens que nous finirons par être confrontés à des prix alimentaires extrêmement élevés et à de graves pénuries de nourriture dans les régions les plus pauvres de la planète. Mais ceux qui dirigent les choses ont continué à nous assurer que tout irait bien d'une manière ou d'une autre.

Malheureusement, ils avaient tort.

Cette semaine, même les Nations unies ont été forcées d'admettre que nous entrons en territoire très dangereux après que les prix mondiaux des denrées alimentaires aient augmenté pour un 12e mois consécutif...

L'indicateur des Nations unies sur le coût des denrées alimentaires dans le monde a augmenté pour le douzième mois consécutif en mai, soit la plus longue période en dix ans. Cette progression continue risque d'accélérer l'inflation au sens large, ce qui complique les efforts des banques centrales pour fournir davantage de mesures de relance.

La sécheresse qui sévit dans les principales régions brésiliennes paralyse les cultures, du maïs au café, et la croissance de la production d'huile végétale a ralenti en Asie du Sud-Est. Cette situation fait grimper les coûts pour les éleveurs de bétail et risque de mettre davantage à mal les stocks mondiaux de céréales qui ont été épuisés par l'explosion de la demande chinoise. Cette flambée a ravivé les souvenirs de 2008 et 2011, lorsque la flambée des prix avait provoqué des émeutes de la faim dans plus de 30 pays.

Malheureusement, l'inflation alimentaire mondiale semble s'accélérer. On nous dit que la hausse des prix du mois dernier a été la plus importante "depuis plus de 10 ans".

Ici, dans le monde occidental, il nous suffit de puiser un peu plus dans nos poches pour payer nos factures d'épicerie en hausse.

Mais dans les régions les plus pauvres du monde, la hausse des prix peut faire la différence entre manger et ne pas manger.

La situation est déjà si mauvaise qu'un fonctionnaire des Nations unies prévient que nous avons "très peu de marge de manœuvre pour un quelconque choc de production"...

"Nous avons très peu de place pour un quelconque choc de production. Nous avons très peu de marge pour une hausse inattendue de la demande dans n'importe quel pays", a déclaré par téléphone Abdolreza Abbassian, économiste principal à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. "N'importe lequel de ces éléments pourrait pousser les prix à la hausse plus qu'ils ne le sont actuellement, et nous pourrions alors commencer à nous inquiéter."

Bien sûr, il y a des "chocs de production" qui se produisent partout dans le monde en ce moment. La sécheresse qui paralyse la production agricole au Brésil et dans d'autres pays d'Amérique du Sud a été absolument dévastatrice, et hier j'ai écrit un article entier sur la façon dont la méga-sécheresse sans fin dans la moitié ouest des États-Unis oblige certains agriculteurs à détruire leurs cultures.

La situation est particulièrement grave en Californie en ce moment. On rapporte que les réservoirs de l'État sont "50 % plus bas que la normale", et que les niveaux d'eau baissent beaucoup plus rapidement que lors de la précédente sécheresse...

Les températures ont atteint des chiffres triples dans une grande partie de la Californie pendant le week-end du Memorial Day, plus tôt que prévu. Les responsables de l'État ont été surpris au début de l'année

lorsqu'environ 500 000 acre-pieds (61 674 hectare-mètres) d'eau qu'ils s'attendaient à voir couler dans les réservoirs ne se sont jamais présentés. Un acre-pied est une quantité d'eau suffisante pour alimenter deux ménages pendant un an.

"Lors de la précédente sécheresse, il a fallu trois ans pour que le niveau des réservoirs soit aussi bas qu'il l'est aujourd'hui, au cours de la deuxième année de cette sécheresse", a déclaré M. Lund.

Les habitants de la Californie pourraient bientôt être confrontés à des restrictions d'eau draconiennes, et les agriculteurs de l'État ont déjà été informés qu'ils recevront très peu ou pas d'eau d'irrigation cette année, selon leur lieu de résidence.

Sans eau suffisante pour irriguer leurs cultures, de nombreux agriculteurs californiens ne produiront pas grand-chose cette année.

Et c'est une très mauvaise nouvelle, car la Californie est le pays qui produit le plus de fruits et de légumes, et de loin.

Cela signifie que les prix des aliments vont continuer à augmenter de manière agressive.

Inutile de dire que le prix d'à peu près tout augmente ces jours-ci, et que les Américains n'ont jamais autant cherché le mot "inflation" sur Google...

Selon Google Trends, les recherches du mot "inflation" ont atteint leur plus haut niveau depuis 2004 entre le 9 et le 15 mai. C'est le plus loin que remontent les données. Google présente les tendances sous forme numérique et, au cours de cette période, l'intérêt pour le mot "inflation" est monté jusqu'à 100.

En fin de compte, ce n'est qu'une question d'économie de base.

Il y a beaucoup trop de dollars pour beaucoup trop peu de biens et de services, et mes lecteurs savaient d'avance que cette sorte d'inflation douloureuse allait arriver.

À mesure que l'inflation augmente, notre niveau de vie diminue, et chaque jour, de plus en plus d'Américains sont exclus de la classe moyenne.

Depuis le début de la pandémie, la pauvreté et le nombre de sans-abri ont explosé, et même ceux qui vivent dans des régions riches découvrent maintenant que cette crise commence à se manifester à leur porte.

En fait, il semble que Hunter Biden ait décidé de quitter la luxueuse maison qu'il louait à Venice Beach, en Californie, en raison de l'épidémie de sans-abri qui ravage cette communauté...

Hunter Biden semble avoir décidé de déménager de la luxueuse maison de 5,4 millions de dollars qu'il louait à Venice Beach, en Californie, en raison de la vague de criminalité et de sans-abrisme qui frappe cette ville de Los Angeles située sur la plage.

Le fils du président Joe Biden aurait payé 25 000 dollars par mois pour louer cette propriété de trois étages située sur les canaux de Venice, à un pâté de maisons de la plage.

Mais lundi, DailyMail.com a repéré un camion de déménagement à l'extérieur de la somptueuse demeure, dans lequel des meubles étaient chargés.

Pour avoir une idée de ce qu'est la vie à Venice Beach aujourd'hui, il suffit de regarder cette vidéo.

Il fut un temps où Venice Beach était l'un des plus beaux endroits du pays.

Aujourd'hui, elle a été complètement détruite, et on peut en dire autant d'une grande partie du reste du pays.

Mais si vous pensez que les choses vont mal maintenant, attendez, car les chapitres à venir vont être encore plus terrifiants.

▲ RETOUR ▲

Le « Grand Reset », un air déjà entendu

Par René Lamerture – Juin 2021



Image tirée du film « Le repas des fauves » 1964

Le « reset », est un projet lancé par des gens fortunés (à Davos, on ne se réunit pas au café du commerce, s'il était ouvert). Ces gens ne demandent pas leur avis aux peuples. Ils expliquent doctement ce qu'il convient de faire. Il reste à appliquer le plan, sans discussion. L'idée, la réinitialisation, c'est de tout remettre à zéro. Bon, mais, plus précisément, qui ou quoi va être remis à zéro ? Les super-riches vont se réinitialiser, déposer leurs fortunes dans la rue pour que les petites gens se servent ?

On peut penser que ce n'est pas l'ordre du jour. Le projet est plutôt de réinitialiser les petites gens. On remettra à zéro leurs droits, et pendant ce temps, ceux qui n'auront pas été réinitialisés pourront se servir. Vu de Davos, c'est mieux ainsi.

Le *grand reset* va de paire avec le transhumanisme, très à la mode. Qu'est-ce que c'est ? Depuis longtemps, le chemin incontournable du capitalisme (un vilain mot du passé) consiste à prendre le travail aux humains pour le donner à des machines ce qui est le meilleur moyen de gagner plus d'argent avec moins de tracas. Quelques hommes restent utiles pour servir les machines, pour les tâches que les machines ne peuvent pas encore réaliser. Le transhumanisme est chargé de résoudre ce problème : désormais on greffera directement des morceaux de machines dans les exécutants et ils travailleront encore mieux. Vous ne croyez quand même pas que le transhumanisme serait la possibilité pour un smicard de se refaire une santé, par exemple remplacer des organes hors service, détruits par une vie désastreuse. Le plan est plutôt, pour les pauvres, le transhumanisme coté « *service du travail obligatoire* ». Pour les riches, ce sera le transhumanisme coté « *jeunesse éternelle* », le bilan psychique ne les interroge pas, semble-t-il.

Et oui, la réinitialisation ne sera pas la même pour tous. Il y aura ceux qui en profiteront et ceux qui la subiront. Ça ne vous rappelle rien ? Dans mon jeune temps, les super-riches s'appelaient le « *grand patronat* » et on parlait d'une lutte des classes, une espèce de bagarre continue qui opposait les propriétaires des moyens de production aux « *travailleurs* », qui revendiquaient une part de la richesse produite. C'était la préhistoire.

De nos jours la lutte des classes semble ne plus exister. Les usines disparaissent. Les syndicats sont au chômage. Mais il reste quand même des richesses à se partager. La classe des possédants place directement ses représentants au pouvoir, et dirige à distance, les affaires des pays. C'est plus pratique ainsi. Le niveau de vie d'un peuple est lié à la prospérité du pays dans lequel il vit. Les gens modestes d'un pays riche peuvent atteindre un niveau de vie satisfaisant. Par contre, le niveau de vie des personnes très fortunées n'est pas lié à la prospérité du pays d'origine. Il leur est possible d'aller chercher des loisirs, satisfactions des passions, soins, etc, dans tout pays étranger. Alors souvent, pour parvenir à ses buts, la classe fortunée d'un pays est tentée par la trahison du pays. Affaiblir un pays c'est affaiblir le niveau de vie de tout un peuple, en épargnant les plus favorisés.

Refaisons un peu d'histoire et rappelons-nous l'attitude du grand patronat (du moins d'une majorité) de notre pays durant la dernière guerre. Il s'agissait de fraterniser avec l'Allemagne et lui laisser les mains libres pour chasser les soviets de Russie¹. Il semble en effet que le grand patronat avait une peur réelle que la révolution soviétique soit exportée, en particulier en France, et que le travail de « *partage des richesses* » réalisé durant des générations soit réduit à néant² (pour le coup cela aurait été le « *reset* » pour les riches). Pourquoi ce rappel pourrait-on dire ?

Considérons notre pays, intégré dans une structure supra-nationale, et fermement tenu malgré des résultats évidents désastreux. En politique, on peut choisir ses parents. Aussi incongru que cela paraisse, l'UE est l'héritière du projet nazi (repeint de la bonne couleur) qui consistait à vouloir créer une Europe unie autour de l'Allemagne. L'UE est une structure administrative dont on finira bien par découvrir son rôle réel qui est de détruire l'Europe historique et ses états nations, mis à part peut-être, le noyau germanique ; une structure administrative qui est aussi un écran confortable pour les relais nationaux mettant en œuvre la politique décidée ailleurs.

Demandons-nous qui veut le bien de l'UE aujourd'hui et en tire profit, en nous restreignant dans ces quelques lignes à l'aspect économique (mais en gardant à l'esprit tout le travail d'endoctrinement qui consiste depuis des décennies à nous convaincre que l'économie doit s'émanciper et se placer au dessus des collectivités). Examinons celui qui a les moyens de faire des affaires à grande échelle. Il se rend à Bruxelles, y rencontre des fonctionnaires européens, leur présente de solides arguments pour faire passer les directives ou les normes qui le servent et ensuite l'argent rentre tout seul³. Et tant pis si le petit peuple du pays d'origine paye la facture ; la grande fortune est pour l'essentiel apatride. Quand à l'habillage des manœuvres, le niveau supra-national est un outil idéal pour manipuler à distance les peuples crédules en leur enlevant le choix de la direction suivie. L'UE peut être considérée, entre autres, comme le dernier outil en date, de la longue suite de trahisons de notre pays et de son peuple. C'est un relais de poids pour le projet de « *reset* »⁴.

Bien sûr, le projet de « *reset* » avance également dans des pays qui ne sont pas sous la tutelle de l'UE ; les ramifications du mouvement sont internationales et s'appuient sur les structures supra-nationales, influencées⁵ par les intérêts privés. Mais si nous voulons, dans notre pays, pouvoir changer les choses, dans une première étape, en particulier en donnant aux citoyens, la possibilité d'exiger de donner leur avis par référendum, alors la structure de l'UE est un obstacle incompatible. C'est sur le peuple que repose la tâche de regagner l'indépendance de ses représentants, actuellement déresponsabilisés.

Le « *grand reset* » n'est que le dernier avatar du projet éternel qui consiste, pour les plus riches, à vouloir amasser plus que de besoin et plus que de raison ; rien de nouveau sous le soleil. Le « *grand reset* » est le nouveau nom de la lutte des classes. Il se sert de la domination complète des individus, sous des formes partiellement différentes de celles du passé, basées sur les plus récentes technologies, pour réaliser l'appropriation la plus efficace.

René Lamertume

Notes

1. Voir les travaux de l'historienne Annie Lacroix-Riz ; en particulier des usines françaises ont servi l'effort de guerre allemand, sans compter les personnalités qui, tant en France qu'en Europe, collaboraient activement avec les nazis
2. Ce qui explique au passage que les communistes, considérés comme les futurs moteurs de la révolution en France aient subi une répression féroce de la part du pouvoir en France, et des Allemands, main dans la main
3. Voir le livre « *Faut-il faire sauter Bruxelles* » de François Ruffin chez Fakir éditions, ouvrage de 2014
4. Par exemple le « *pass sanitaire* », outil de contrôle des masses, est mis en place sous la pression de l'UE
5. Évitions de parler de corruption, car cela laisserait à penser que ces structures auraient été créées à d'autres fins que de subvertir les forces nationales, ce qui n'est pas démontré

▲ RETOUR ▲

Historique ! Accord au G7 sur l'impôt minimum à 15 % !

par [Charles Sannat](#) | 7 Juin 2021



Cet accord au G7 sur une imposition minimum à 15 % est un premier pas seulement car, le G7 ne représente que 7 pays, ce n'est donc pas toute la planète. Mais ces 7 très grandes économies ont énormément de pouvoir y compris de rétorsion et de nuisances, et c'est notamment le cas des Etats-Unis, qui peuvent tordre le bras à plus d'un récalcitrant et je pense notamment à l'Irlande.

Ce que vous voyez-là est une forme de démondialisation, mais pas une démondialisation à la Trump où l'on met des droits de douane. C'est une démondialisation où l'on force les moins-disants à s'aligner, cela revient un peu au même, sauf que l'on ne coupe pas les lignes d'approvisionnements.

N'oublions pas non plus le problème démocratique que cela implique. Chaque nation souveraine doit être en mesure de décider de ses lois, et de sa fiscalité. Si les décisions prises sont anti-concurrentielles rien n'empêche de mettre en place justement des droits de douane pour rééquilibrer les choses.

A suivre.

Charles SANNAT

Accord « sans précédent » au G7 Finances sur la fiscalité internationale

Les ministres des Finances du G7 ont annoncé samedi un accord « historique » sur un impôt mondial minimum et une meilleure répartition des recettes fiscales provenant des multinationales, particulièrement les géants du numérique, à l'issue d'une réunion de deux jours à Londres.

Le G7 s'est engagé sur l'objectif d'un taux d'impôt sur les sociétés mondial d'« au moins 15 % », d'après leur déclaration commune, qui mentionne aussi l'engagement envers une répartition équitable des droits d'imposer les bénéfices des multinationales implantées dans de nombreux pays.

Cet accord du groupe des sept grandes puissances a été qualifié d'« historique » et de « moment de fierté » par le Chancelier de l'Échiquier Rishi Sunak, qui présidait la rencontre en tant que pays organisateur du G7.

Les grandes puissances du G7 (Royaume-Uni, France, Italie Canada, Japon, Allemagne, États-Unis), encouragées par le revirement américain sur la question fiscale consécutif à l'arrivée au pouvoir de Joe Biden, veulent parvenir à une réforme ambitieuse de la fiscalité internationale dans l'esprit des travaux engagés au sein de l'OCDE.

Elle vise largement les grandes entreprises de technologie, souvent américaines, qui paient des impôts dérisoires malgré des profits de dizaines voire centaines de milliards de dollars, en se domiciliant dans des pays où le taux d'impôt sur les sociétés est très faible, voire nul.

Visé par la réforme, le géant américain des réseaux sociaux Facebook a assuré vouloir sa « réussite », même si cela implique qu'il « paye plus d'impôts et dans différents endroits », a réagi Nick Clegg, le directeur des affaires publiques du groupe, sur Twitter.

La secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen a salué, elle, un « engagement sans précédent » des ministres des Finances du G7.

« Cet impôt minimum mondial va mettre fin à la course au moins-disant fiscal pour les entreprises, et contribuer à plus d'équité pour la classe moyenne et les travailleurs aux États-Unis et à travers le monde », selon Mme Yellen.

L'accord au G7 Finances « est un premier pas et le mois prochain nous avons un G20 des ministres des Finances pour faire de plus amples progrès », a poursuivi M. Sunak.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'est félicitée sur Twitter d'un « grand pas vers une taxation et une concurrence justes », appelant à plus de « coopération internationale ».

Les pays du G7 veulent mettre fin à une concurrence fiscale qui a conduit à une chute drastique des recettes fiscales issues des entreprises depuis le milieu des années 80. Une situation politiquement intenable à l'heure où les caisses des États ont été vidées par la pandémie tandis qu'à l'inverse les géants du numérique se sont remplis les poches.

Niveau du taux

Si la réforme a été unanimement saluée, le niveau du taux proposé fait débat.

« C'est un point de départ et dans les mois qui viennent nous allons nous battre pour que ce taux d'imposition minimal soit le plus élevé possible », a réagi le ministre français des Finances Bruno Le Maire.

Pour Gabriela Bucher, de l'ONG Oxfam, un taux minimal de 15% est « bien trop bas » si l'on veut lutter contre le « recours aux paradis fiscaux ».

À l'inverse, pour un pays comme l'Irlande, qui a fait de son bas taux d'impôt sur les sociétés (12,5 %) un avantage comparatif, il est trop élevé.

Plusieurs pays dont la France, le Royaume-Uni, l'Italie ou l'Espagne ont déjà mis en œuvre leur propre taxe numérique en attendant et les discussions avec les États-Unis portaient aussi sur le calendrier du retrait de ces mesures nationales à la faveur de la réforme internationale.

Première ! Le Salvador, 1er pays a rendre officiel le Bitcoin !!!



C'est une grande première, et c'est une petite révolution dans le monde puisque le Salvador va adopter le Bitcoin comme monnaie !

« Nayib Bukele, président du Salvador, a annoncé samedi 5 juin qu'il présentera la semaine prochaine une loi visant à reconnaître le bitcoin comme monnaie légale dans le pays. Cela placerait la nation d'Amérique centrale à l'avant-garde en tant que l'un des premiers pays au monde à reconnaître le bitcoin comme monnaie.

Dans le cadre de la conférence Bitcoin 2021, une vidéo du président salvadorien annonçant la nouvelle a été diffusée. "La semaine prochaine, j'enverrai au congrès un projet de loi qui fera du bitcoin une monnaie légale au Salvador", a déclaré Bukele, ajoutant que cela permettra de générer des emplois et de créer une inclusion financière pour des milliers de personnes non bancarisées dans le pays« .

Le Salvador est un petit pays d'Amérique Centrale, gangréné par la délinquance, les gangs et ne dispose plus de sa propre monnaie depuis que le colon a été progressivement retiré de la circulation.

Aujourd'hui le monnaie du Salvador, c'est le dollar américain avec tout ce que cela peut poser comme problème de dépendance.

Mais ce qui est intéressant, ce sont les éléments contenus dans ce projet de loi.

"IV. Les banques centrales prennent de plus en plus de mesures qui pourraient nuire à la stabilité économique du Salvador.

V. Que, pour atténuer l'impact négatif des banques centrales, il est nécessaire d'autoriser la circulation d'une monnaie numérique dont l'offre ne peut être contrôlée par aucune banque centrale et qui ne peut être modifiée que selon des critères objectifs et calculables ».

C'est à la fois vrai et faux.

Il est vrai qu'une monnaie numérique pourrait ne pas être contrôlée, y compris par les Etats.

Le problème, vous le connaissez, c'est que le Bitcoin n'est pas une monnaie libre !

Quelques très grosses mains arrivent à faire varier son cours sans aucun problème.

Alors passer de la mainmise d'une banque centrale à celles de quelques gus aux intentions inconnues n'est en aucun cas un progrès significatif.

C'est en tout cas, un test grandeur nature à surveiller si cette loi passe réellement et que l'initiative va jusqu'au bout.

Charles SANNAT Source [Mon-Livret ici](#)

▲ RETOUR ▲

« Panne des numéros d'urgence, le naufrage français se poursuit ! »

par [Charles Sannat](#) | 4 Juin 2021

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Vous assistez depuis maintenant au moins 20 ans au démantèlement en règle de notre pays et de ce qui en faisait son architecture et sa colonne vertébrale. Un pays ce n'est pas qu'une administration et une population. Un pays, c'est bien plus que cela et sans même rentrer dans ce qui fait l'âme des nations idée que je préfère nettement à l'identité nationale, un pays, c'est aussi une structure, une organisation, des moyens, des techniques et au bout de la chaîne des gens, hommes et femmes qui le font tourner. Pour qu'un Etat dispose de moyens, figurez-vous qu'il faut qu'il dispose de... moyens ! Sacrée lapalissade. Il faut qu'un Etat soit « armé », équipé, pourvu.

L'objectif à peine inavoué des générations de mamamouchis qui nous ont dirigés à l'insu de notre plein gré est de démanteler ce qui fait la puissance de l'Etat français pour organiser l'impuissance de la France.

En organisant l'impuissance de la France, on espère qu'un jour le peuple, lassé, appelle à la puissance de l'Europe.

C'est dans ce rêve européen que réside le cauchemar de notre pays et donc des nations.

Depuis 20 ans, nous démantelons tout ce qui fonctionnait.

EDF ? Démantelé.

France Telecom ? Démantelé.

SNCF ? Démantelé et désormais on joue à et si les trains étaient privés... Aucun pays n'a réussi à laisser au privé les lignes de chemins de fer, car cela demande beaucoup trop de capitaux, en fait les trains ne sont jamais vraiment rentables. C'est un service public. Pas un marché privé.

L'éducation aussi est en train de se faire privatiser, la santé, tout y passe, même la police puisque désormais, ce sont des sociétés privées qui font rouler les voitures appelées « sulfateuses à PV ».

Alors évidemment tout s'effondre, tout marche de moins en moins bien car, en fait, tout le monde s'en fiche que cela marche ou pas.

Le seul objectif c'est le profit à court terme pour le prochain trimestre en bourse !

Il s'agit de la plus grande destruction des nations jamais organisée en période de paix et autrement que par la guerre.

Il s'agit de la plus grande trahison des peuples par ses élites corrompues, massivement et partout.

Il s'agit du plus grand hold-up en bande organisée par quelques centaines d'hyper-milliardaires.

Alors il est logique que tout s'effondre, et tout cela était prévisible. Partout. Dans tous les secteurs.

Nous avons ouvert les frontières aux produits des pays low-cost. Il était prévisible que nous perdions nos usines.

Nous allons ouvrir nos frontières aux voitures électriques chinoises. Il est prévisible que nous perdions nos usines de voitures !

Nous avons ouvert à la concurrence l'électricité ? Ses prix explosent et les infrastructures ne suivent plus.

Nous avons ouvert à la concurrence la SNCF. Il n'y a plus rien qui fonctionne et la SNCF est un naufrage industriel. Aucun cheminot français ne tiendrait une journée au Japon.

Partout vous contemplez ce désastre.

Jusqu'à hier, où nous ne pouvions plus appeler les pompiers ou la police !

60 % de dépenses publiques. 60 !!!

Une dette de 130 % du PIB.

Des déficits de 10 % du PIB.

Des milliards d'euros dépensés chaque année.

Et nous ne sommes même plus capables de maintenir une infrastructure telecom digne de ce nom.

Il n'y a là rien d'isolé.

Cela fait deux ans, que chez moi, le fil de la ligne aérienne qui me « donne » l'ADSL est défectueux. Deux ans sans internet ni téléphone dès qu'il y a du vent, de l'orage, de la pluie, ou une tourterelle qui a l'excellente idée de se poser sur le fil et de le faire bouger. Deux ans, et rien. Des appels, des courriers, rien, tout le monde s'en fout, plus personne ne sait quoi faire et déplacer une nacelle c'est trop cher... on ne monte plus à l'échelle. Pas grave, faites des signaux de fumée, mais en haut débit !!!

Panne des numéros d'urgence : « Cet incident était prévisible », déplore le porte-parole de l'Association des médecins urgentistes de France

Christophe Prudhomme, porte-parole de l'Association des médecins urgentistes de France, dénonce un accident qui aurait pu être anticipé, et pointe l'État, qui n'a pas pris « ses responsabilités » dans [cet article très juste de France Info ici](#).

« Ce qui domine aujourd'hui chez nous, c'est une grande colère, parce que cet incident était prévisible. Depuis de nombreuses années, nous insistons sur le fait qu'avec la multiplication des opérateurs, la libéralisation des télécommunications, nos systèmes ne sont pas sécurisés. D'autre part, ils ne sont pas dimensionnés à la hauteur de ce qu'on souhaite. En 2015, lors des attentats, les standards avaient été saturés. On nous avait promis des améliorations qui n'ont pas été mises en œuvre. Lors de la première vague de l'épidémie du coronavirus, en 2020, la ministre de la Santé de l'époque, Agnès Buzyn, a incité l'ensemble de la population à appeler le 15. Moi, j'étais de garde ce jour-là. A 20 heures, elle passe au journal télévisé, à 22 heures, notre standard explose. On a un système qui n'est absolument pas sécurisé. On a libéralisé les télécoms, nous n'avons plus

d'opérateurs d'État unique, et on n'a absolument pas géré le fait qu'en cas d'incident, il nous fallait un système de secours. Ce système de secours n'existe pas aujourd'hui, donc il va falloir investir. Il y a un sous-investissement dans les services publics essentiels que sont le 15, le 18 et le 17 ».

Une panne de cette ampleur était-elle prévisible ?

« Oui, elle était prévisible. Je le répète depuis des années. J'ai vécu la période de France Télécom, des PTT, d'un opérateur public unique. C'était notre interlocuteur, nous pouvions discuter avec lui de la sécurisation de notre système. Aujourd'hui, nous avons plusieurs opérateurs, quatre grands opérateurs, c'est très compliqué pour nous. Et l'Etat n'a pas pris ses responsabilités et n'a pas imposé à ces opérateurs des investissements pour assurer la sécurité des secours de la population. Aujourd'hui, le système téléphonique est piloté par informatique. On sait que l'informatique nous apporte de grands bénéfices, mais que ce sont des systèmes fragiles et qu'il faut absolument, pour des missions qui sont des missions essentielles pour la population, s'assurer d'une sécurisation du système. Et pour cela, il faut des investissements lourds. Mais entre l'Etat qui nous demande des économies et des opérateurs téléphoniques qui ne pensent qu'à gagner les parts de marché, on ne sécurise pas les numéros essentiels pour la sécurité de la population. Et ça, c'est scandaleux ».

Christophe Prudhomme a raison. Totalemment.

Mais l'Etat se fiche de la population comme d'une guigne, d'ailleurs si les mamamouchis pouvaient ne pas avoir de population à diriger cela les arrangeraient dans une large mesure.

La réalité c'est que l'Etat ne prend pas soin des gens, la réalité, c'est que l'Etat, monstre froid maltraite la population dont il devrait prendre soin.

Ce qui se passe avec la pandémie, les mensonges sur les masques, sur la dangerosité du virus, sur les traitements, sur les effets secondaires des vaccins, du nuage de Tchernobyl à toutes les carabistouilles publiques, l'Etat ne suit jamais le bien des gens mais son intérêt.

Et son intérêt c'est faire émerger l'Europe et pour construire les Etats-Unis d'Europe, il faudra réduire au rang de simple province ce que l'on appelait autrefois des nations.

C'est ce qu'a fait avec une immense réussite Emmanuel Macron dernier avatar d'un système. La destruction de l'ENA ou de la préfectorale, participe de cette même nécessité et volonté de destruction de ce qui fait fonctionner notre pays.

C'est pour cette raison que nous nous effondrons.

Une fois détruit tout ce qui marche, il ne faut pas s'étonner que plus rien ne marche.

Ce que je voulais vous dire avant tout, c'est que c'est volontaire. C'est voulu.

Vive la France.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

La reprise américaine pénalisée par... le manque de travailleurs !

Aux Etats-Unis, l'activité des entreprises peine à repartir car les travailleurs manquent, d'ailleurs le mois dernier alors que le marché attendait 720 000 créations d'emplois il n'y en a eu que 266 000, soit un très mauvais résultat !

« Primes, salaires plus élevés, télétravail... Les entreprises américaines tentent de séduire les travailleurs, les difficultés à recruter limitant leur reprise d'activité, selon une enquête de la Banque centrale (Fed) publiée mercredi, deux jours avant les chiffres des créations d'emplois et du chômage.

« Il est difficile pour de nombreuses entreprises d'embaucher de nouveaux travailleurs, en particulier des travailleurs à bas salaires horaires, des chauffeurs (...) et des commerciaux qualifiés », souligne la Banque centrale américaine dans son Livre beige, une étude réalisée auprès des entreprises entre la mi-avril et le 25 mai.

« Le manque de candidats à l'emploi a empêché certaines entreprises d'augmenter leur production », les contraignant même parfois « à réduire leurs heures d'ouverture », détaille la Fed.

Ce rapport est de mauvais augure à deux jours de la publication de celui sur l'emploi de mai. Les analystes attendent 720.000 créations d'emplois et une petite baisse du chômage à 5,9 %, mais la forte déception du mois d'avril est encore dans toutes les têtes : 266 000 emplois seulement avaient été créés, contre un million attendu ».

Quelles sont les causes de ce manque de main-d'œuvre ?

Il est multifactoriel.

Il y a bien évidemment les aides exceptionnelles qui permettent de maintenir des droits au chômage ce qui incite beaucoup d'Américains à rester chez eux dans un pays où l'on n'a pas franchement l'habitude des aides sociales. D'ailleurs la moitié des Etats US va dès le mois de juin en cours couper les aides complémentaires pour inciter vers le retour à l'emploi.

Il y a aussi les écoles toujours ouvertes à temps partiel ou fermées et donc les problèmes de garde pour les enfants toujours persistants.

Enfin, la pandémie a changé aussi le rapport au travail, profondément, ainsi que mise au centre la volonté de télétravailler afin de mieux choisir sa localisation et la qualité de vie qui va avec.

Charles SANNAT Source AFP via [Boursorama.com](https://www.boursorama.com) [ici](#)

▲ RETOUR ▲



Les petits spéculateurs ont pris le contrôle

rédigé par [Bruno Bertez](#) 4 juin 2021



Un renversement crucial s'est produit sur les marchés ; la spéculation règne, les valorisations ont perdu toute

logique, mais tant que tout ça grimpe, n'est-ce pas... pourquoi s'inquiéter ?

Il est de notoriété publique maintenant que [le marché boursier est valorisé de façon obscène](#).

Cela n'empêche pas la spéculation de continuer de se déchaîner. Le public est maintenant convaincu, comme « l'argent intelligent », que les autorités sont prisonnières : elles ne peuvent casser le mouvement...

La hausse est cynique, elle se fait alors que chacun joue en quelque sorte la politique du pire. Ces derniers jours, un des gouverneurs de la Fed a essayé de dire qu'il allait falloir « réfléchir à réfléchir sur le *taper* », ce resserrement de la politique monétaire !

Il s'est ridiculisé, il n'a pas compris que ces circonvolutions discréditaient l'institution.

Pour pousser ces valorisations élevées, nous avons désormais un nombre obscène de positionnements haussiers sur les marchés actions.

Les petits spéculateurs perdent la tête

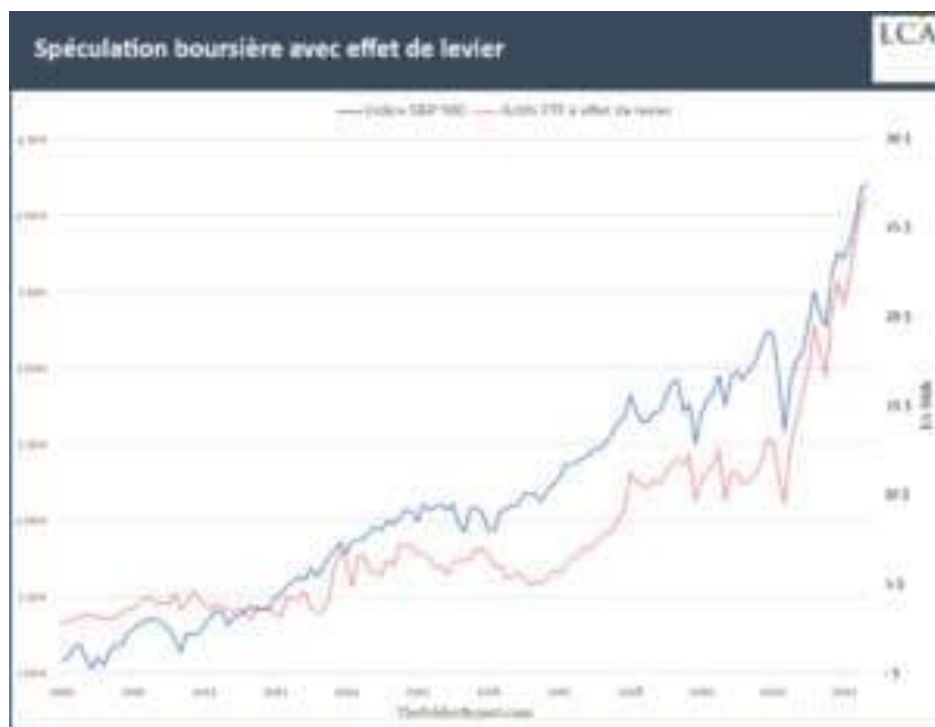
Premièrement, comme l'a noté récemment le commentateur SentimenTrader sur Twitter, les petits spéculateurs sur le marché à terme sont devenus fous, ces derniers temps.

Le graphique ci-dessous représente la valeur totale de la position nette sur les contrats S&P 500. Jamais auparavant nous n'avons vu ces traders faire un pari aussi massif sur la hausse des cours boursiers.



Dans le même temps, nous avons vu les actifs des ETF à effet de levier monter en flèche. D'un peu moins de 10 Mds\$ d'actifs au plus bas de mars 2020, ces fonds sont passés à bien plus de 25 Mds\$ d'actifs. De toute

évidence, les petits spéculateurs en sont venus à [accepter le risque](#) d'une manière que nous n'avions jamais vue auparavant.



Encombrement extrême

Ces deux indicateurs confirment le message des statistiques de la dette sur marge, qui montrent un volume sans précédent de spéculation à effet de levier sur les marchés.

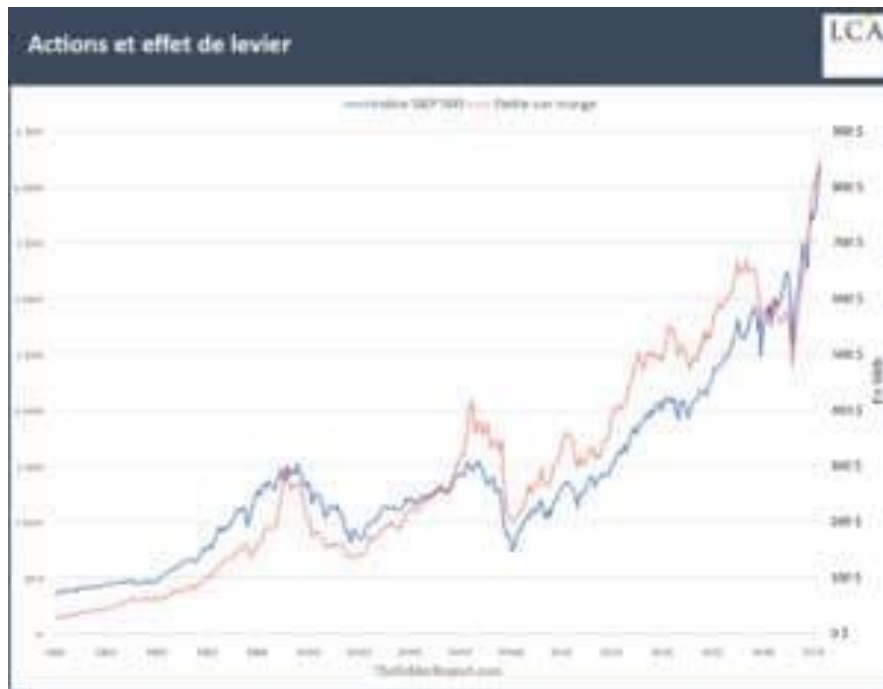
Ce type d'encombrement extrême, observé sur les contrats à terme, sur les ETF à effet de levier et sur l'argent emprunté par les comptes de courtage, suggère une très grande fragilité.

Toute faiblesse du marché boursier pourrait se matérialiser par des liquidations en en boule de neige, des appels de marge et une disparition des contreparties – [ce qui créerait un trou](#).

En temps historique normal, je vous aurais conseillé de sortir, de vous mettre à l'abri car cela peut survenir d'un moment à l'autre.

Mais nous ne sommes pas en temps normal ; nous ne sommes plus en régime de politique monétaire orthodoxe. Nous sommes dominés par la contrainte financière et budgétaire, nous ne pouvons prendre le risque de la moindre bouffée de *risk-off*.

Ce qui veut dire que la Fed est obligée de marcher sur des œufs ; elle est dans un magasin de porcelaine.

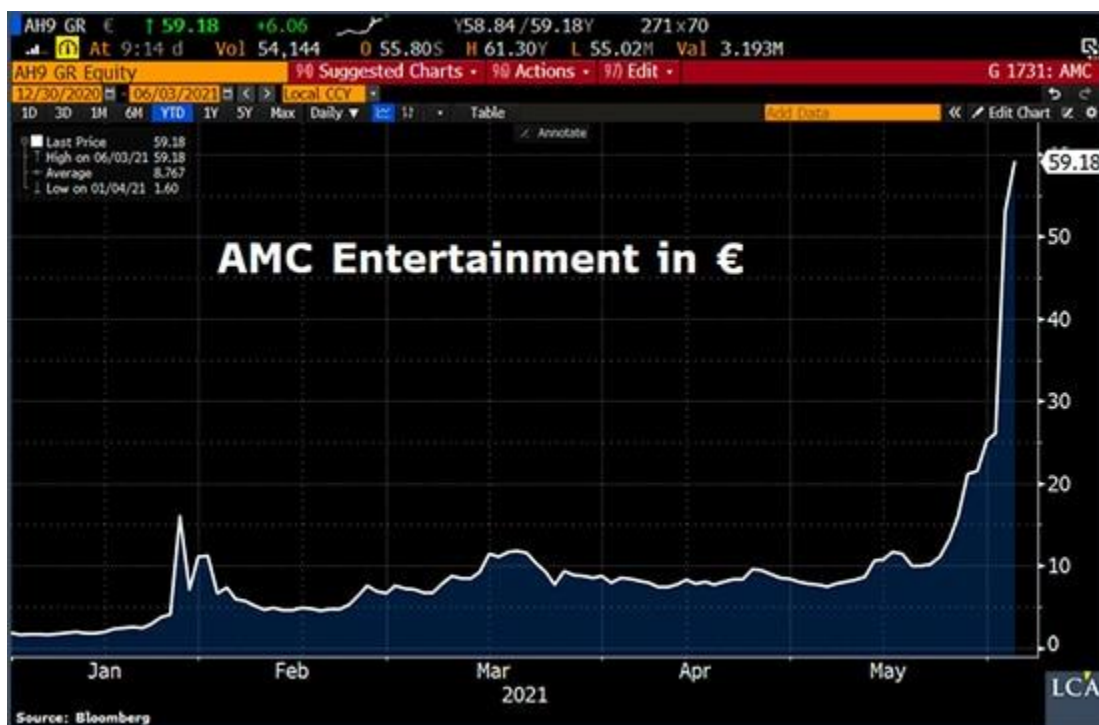


Un fait majeur

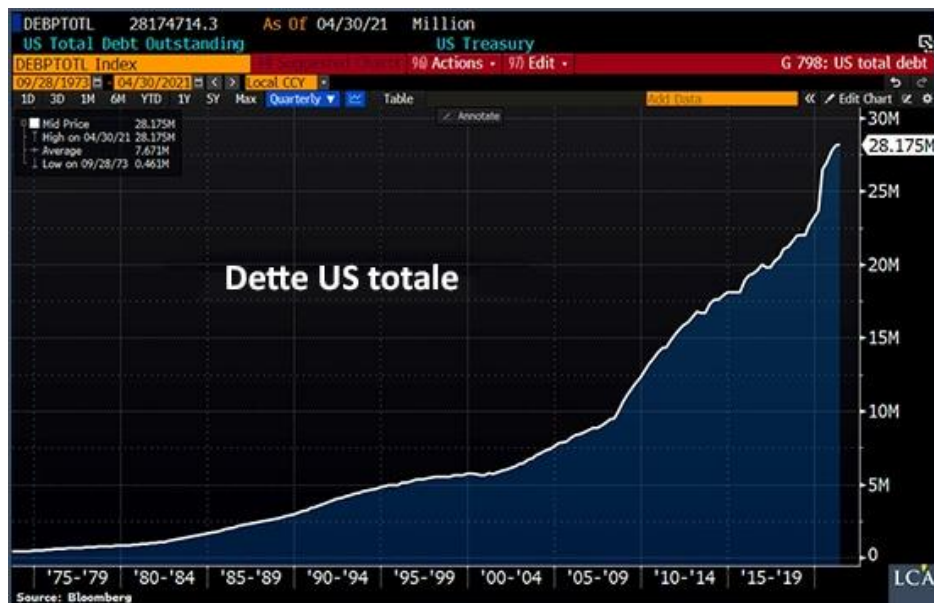
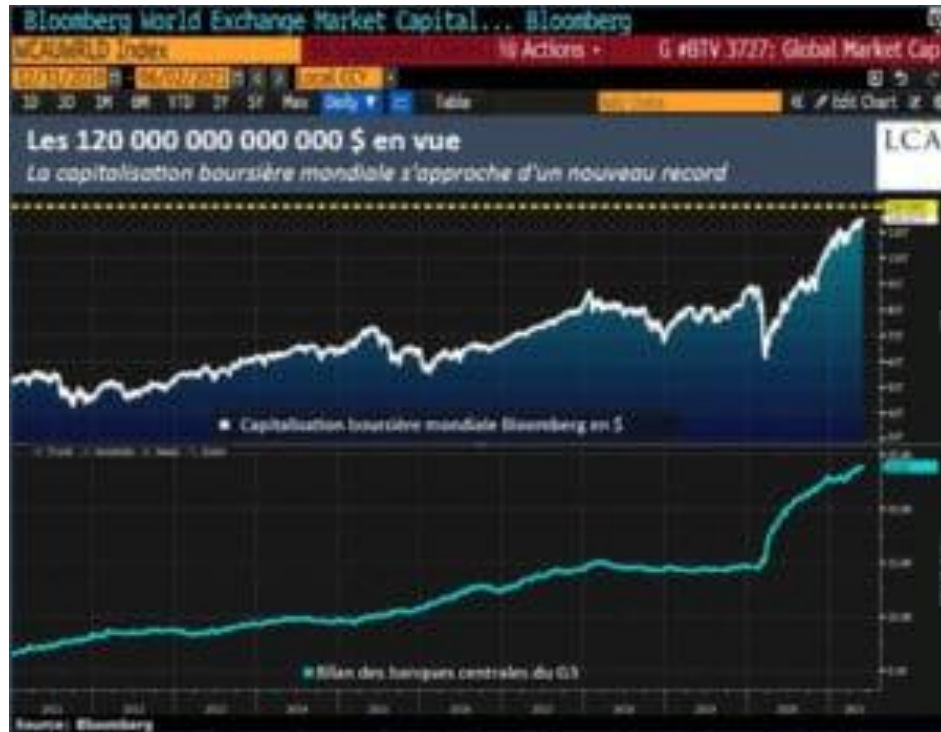
La situation a échappé aux autorités, voilà le fait majeur de la période. Il n'est ni économique ni politique, il est sociétal. Les gens d'en haut ont été renversés par ceux du bas, et le marché est l'endroit où s'effectue le renversement.

Dans le monde ancien, avant que [les « esprits animaux » soient lâchés](#), les impulsions descendaient du haut vers le bas, elles étaient contrôlables par la connivence ; dans le monde d'en bas, l'irrationnel domine.

Le fait nouveau, c'est ce basculement.



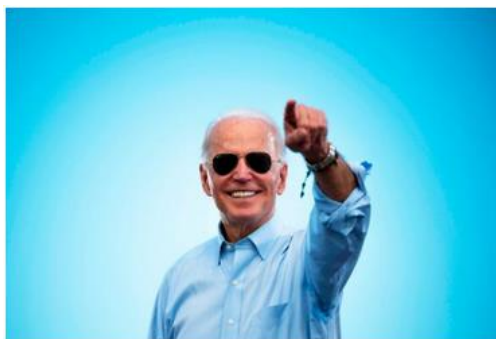
Tout le monde maintenant connaît ce graphique : il implique la hausse des Bourses, il implique [le marche ou crève](#), il implique le coûte que coûte.



▲ RETOUR ▲

Joe Biden creuse la tombe du budget fédéral US

rédigé par [Nicolas Perrin](#) 4 juin 2021



Bush, Obama, Trump... et maintenant Joe Biden : la liste des présidents américains qui ne font qu'alourdir leur dette nationale s'allonge, et la crise du Covid-19 n'arrange franchement pas les choses.

Début 2021, la dette fédérale américaine a franchi la barre des 28 000 Mds\$, ce qui représente 130% du PIB américain. Le Bureau du budget du Congrès américain (CBO) s'attend à ce que d'ici 30 ans, le montant de la dette publique par rapport au PIB double pour se monter à 202% de ce dernier en 2051.

Le multiplicateur budgétaire américain a beau ne plus en finir de plonger, Joe Biden compte bien mettre sa pierre à l'édifice – ou plutôt sa pelletée de terre sur le cercueil de la solvabilité budgétaire américaine.

Méga plan de relance américain : le retour de l'*helicopter money*

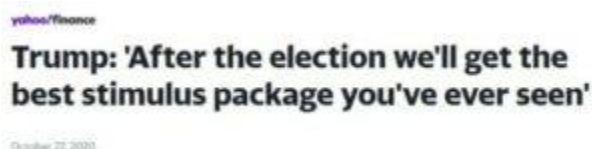
Niveau endettement, la cavalerie américaine ne semble pas près de s'arrêter. Dès le 10 janvier dernier, soit 10 jours avant l'entrée en fonction du nouveau POTUS, [Bruno Berteaux](#) annonçait la couleur :

« Le mandat de Sleepy Joe aura toutes les caractéristiques d'un mandat démocrate habituel avec inflation des dépenses, déficits, gabegie, corruption, népotisme, interventionnisme et bien sûr inflation du Big Government. Encore heureux si nous échappons à la guerre. »

Pour le moment, on n'a pas été déçu puisque cette fois-ci, ce n'est plus avec les milliards que l'on jongle comme à l'époque de Donald Trump, mais avec les milliers de milliards de dollars : le nouveau plan de relance se chiffre en effet à 1 900 Mds\$.

Trump ou pas Trump...

... Les Etats-Unis ont bien eu droit « au meilleur plan de relance que vous ayez jamais vu. »



L'American Rescue Plan Act of 2021 a été approuvé le 10 mars par la Chambre des représentants et signé le lendemain par Joe Biden. Le Sénat avait validé le texte le 9 mars. A toutes fins utiles, rappelons que les Etats-Unis, c'est ce pays où la Commission du budget du Sénat est présidée par Bernie Sanders.

L'un des aspects les plus significatifs de ce plan est le retour de l'*helicopter money*. En mars, le Trésor US a pour la troisième fois fait des chèques à sa population. Chaque Américain gagnant en-dessous de 80 000 \$ annuels s'est vu crédité de 1 400 \$ directement sur son compte en banque.

Une fois de plus, cela a été l'occasion de vérifier que le personnel politique change d'avis comme de chemise, en fonction de ses intérêts du moment. Je vous laisse en l'occurrence décider qui a raison entre la Janet Yellen de 2018 (présidente de la Fed) et celle de 2021 (secrétaire au Trésor).

30 octobre 2018 : « Yellen affirme que la hausse du déficit n'est pas tenable : 'si j'avais une baguette magique, j'augmenterais les impôts'. »

ECONOMY

Yellen says rising deficit is unsustainable: 'If I had a magic wand, I would raise taxes'

PUBLISHED TUE, OCT 30 2018 5:57 PM EDT

UPDATED WED, OCT 31 2018 10:24 AM EDT

6 mars 2021 : « Janet Yellen déclare que le Congrès doit 'faire preuve d'audace' pour le plan de relance Covid. »

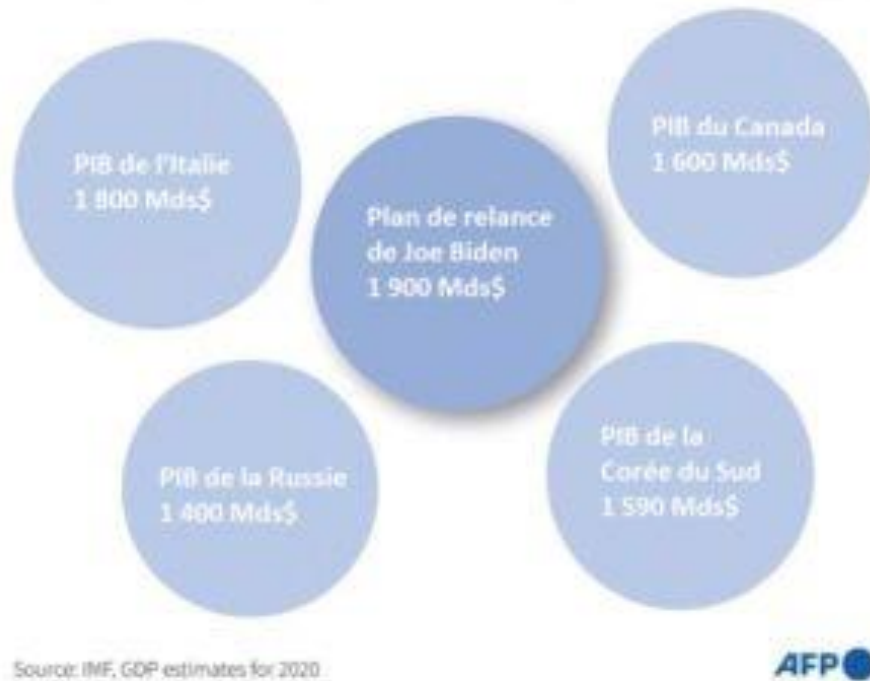


Le plus grand plan de relance de l'histoire américaine ?

Bref, cette fois-ci, il y en a pour la bagatelle de 1 900 Mds\$ (1 600 Mds€), soit *grosso modo* le montant du PIB canadien.

Etats-Unis : un plan de relance de 1 900 Mds\$

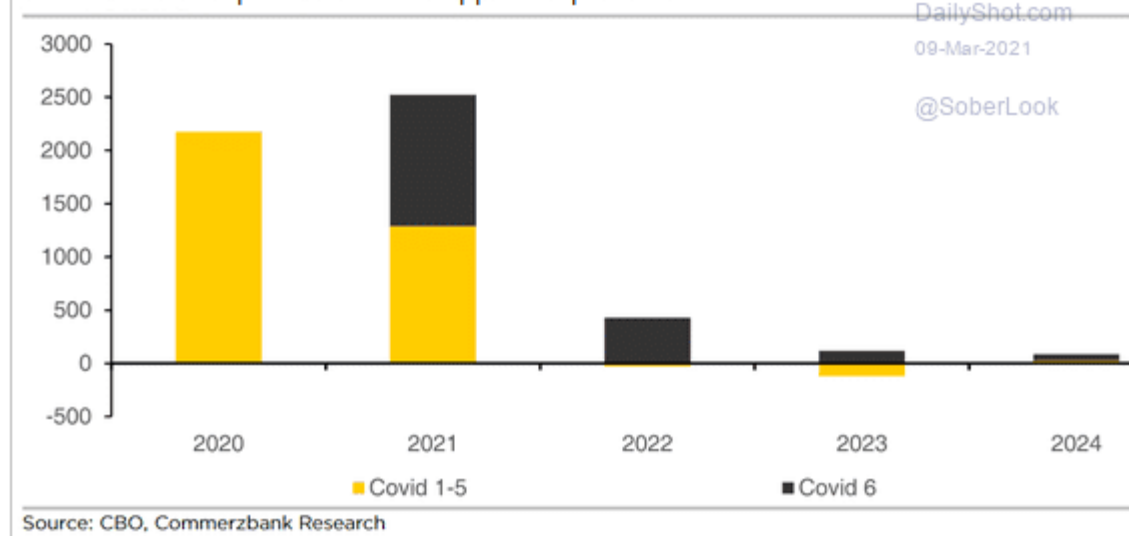
Un montant supérieur au PIB annuel de l'Italie, 8e économie au monde



Ces chiffres ne disent pas grand-chose, cependant. Comparons plutôt le plan Biden (« Covid 6 », en noir sur le graphique ci-dessous) aux mesures budgétaires décidées sous Trump (« Covid 1-5 », en jaune). On s'aperçoit alors qu'avec les démocrates, la distribution d'argent public a encore changé de braquet...

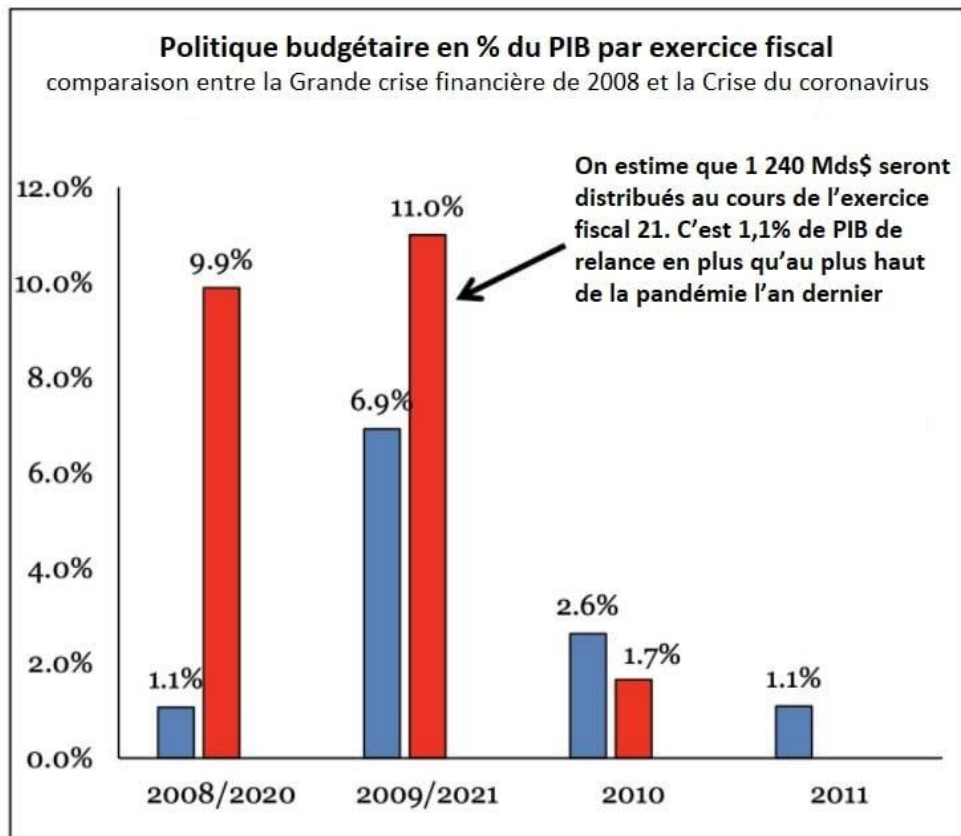
Le gouvernement américain fait tapis

Plans d'aide Covid-19 en 2020 et 2021, effet sur le déficit par exercice fiscal en Mds\$.
Le Covid-6 est le plan désormais approuvé par le Sénat US



Source: [Commerzbank Research](#)

Si l'on envisage maintenant la situation en pourcentage du PIB américain, comme le permet le graphique ci-dessous...



(Source : [SRP](#))

... On s'aperçoit enfin que le plan Biden est d'une ampleur bien plus importante que les mesures budgétaires mises en place pour faire face à la crise de 2008 sur la séquence 2008-2011. Il s'agit donc de l'un des plans les plus importants de l'histoire des Etats-Unis.

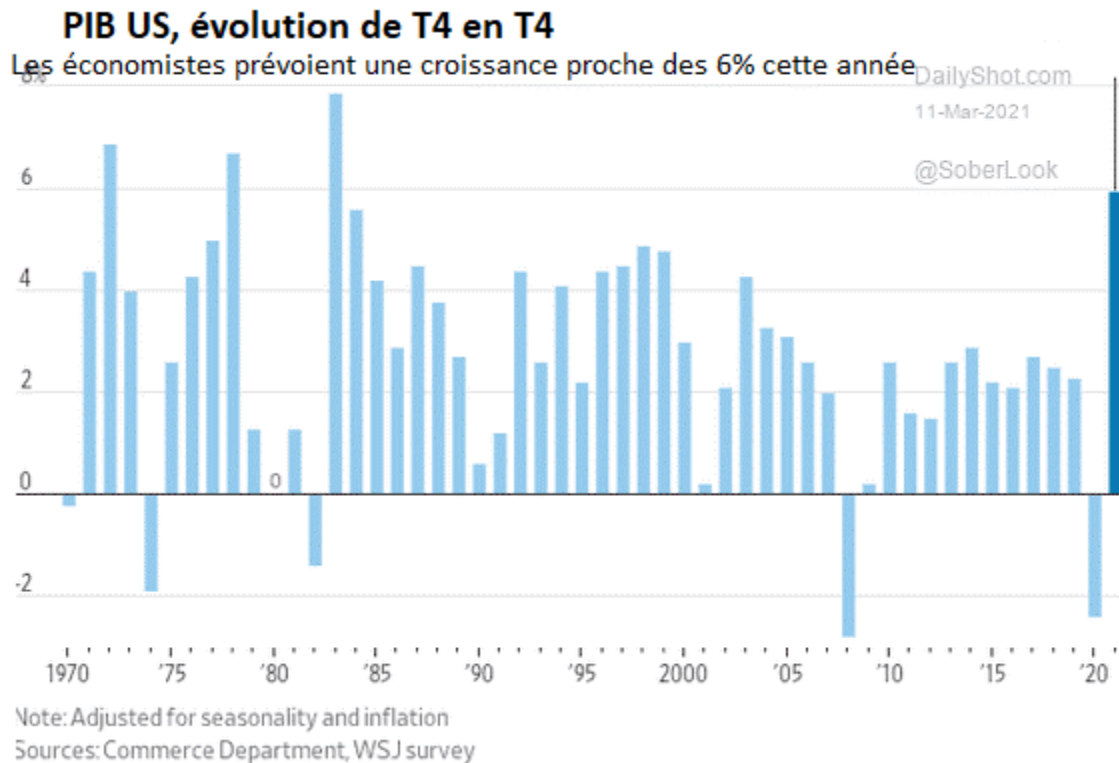
Il va nous falloir nous habituer à ces chiffres faramineux. Mi-mars, Goldman Sachs indiquait que l'administration Biden n'allait sans doute pas en rester-là. La banque anticipait un plan de relance total doté d'une enveloppe de 4 000 Mds\$...

Un pronostic qui a de bonnes chances de se concrétiser puisqu'on apprenait le 23 mars que la Maison Blanche envisage de consacrer 3 000 Mds\$ aux infrastructures américaines.

Bien sûr, un plan aussi faramineux ne serait pas financé intégralement par la dette : une augmentation du taux de l'IS a été évoquée. Elle ne permettrait cependant de couvrir qu'une portion infime de ce nouveau plan et, *in fine*, le déficit budgétaire américain continuerait de se creuser.

Quelle performance économique en 2021 pour l'économie américaine ?

Pour ce qui est des 1 900 Mds\$ déjà votés, il est attendu par l'exécutif américain qu'ils permettent aux Etats-Unis d'atteindre 6% de croissance en 2021 – un niveau qui n'a plus été observé depuis 40 ans.



Notez cependant que ce genre de prévision est plus que jamais à prendre avec des pincettes. En l'occurrence, l'OCDE n'anticipe que 3,2% de croissance pour l'économie américaine cette année, soit pas loin de 50% de moins.

Si c'est l'administration Biden qui voit juste, cela ramènerait alors la croissance économique américaine sur sa tendance pré-Covid.

Faut-il se réjouir de cette orgie de dépense publique ? S'il s'agit de reproduire l'expérience américaine des années 1960, certainement pas.

Retour aux errements de la *Great Society* de Lyndon Johnson : grâce à Biden, les pauvres n'ont pas fini d'être pauvres !

Ces montagnes d'argent déversées sur l'économie vont évidemment avoir un effet sensible en termes de croissance à court terme. Pour le reste c'est une autre histoire. Comme l'expliquait Jean-Marc Daniel sur BFM Business le 15 mars :

« Ils en sont sur le plan économique à des idées des années 60. Ils ont une vision de l'économie où plus on dépense, plus on a de croissance économique. Or tout cela a été infirmé par la réalité depuis une cinquantaine d'années. »

La référence est juste puisque, comme l'écrivait Jason L. Riley dans le *Wall Street Journal* le 9 mars dernier :

« Le programme d'aide Covid est la plus grande expansion de l'Etat-providence depuis la Great Society de Johnson. Or l'expérience des années 1960 devrait contribuer à tempérer les attentes ».

Avant que Johnson (1963-1969) n'arrive au pouvoir, le taux de pauvreté aux Etats-Unis était en déclin depuis 20 ans. Après avoir fait un plus bas à 18% en 1964, il a augmenté dans les années 1970, alors même que les

successeurs de Johnson avaient étendu les programmes de lutte contre la pauvreté mis en place dans les années 1960.

Bref, dépenser de l'argent public pour combattre la pauvreté n'a jamais été très efficace.

Avec un taux de pauvreté au plus bas depuis 1959, on peut cependant douter que la réduction de la pauvreté soit l'objectif premier de l'administration Biden. Pour les détails, je vous renvoie à cet article de [Contrepoints](#) qui dresse la liste de ceux qu'il s'agit de punir et des bénéficiaires :

USA : Joe Biden récompense ses alliés par un plan de relance sur mesure

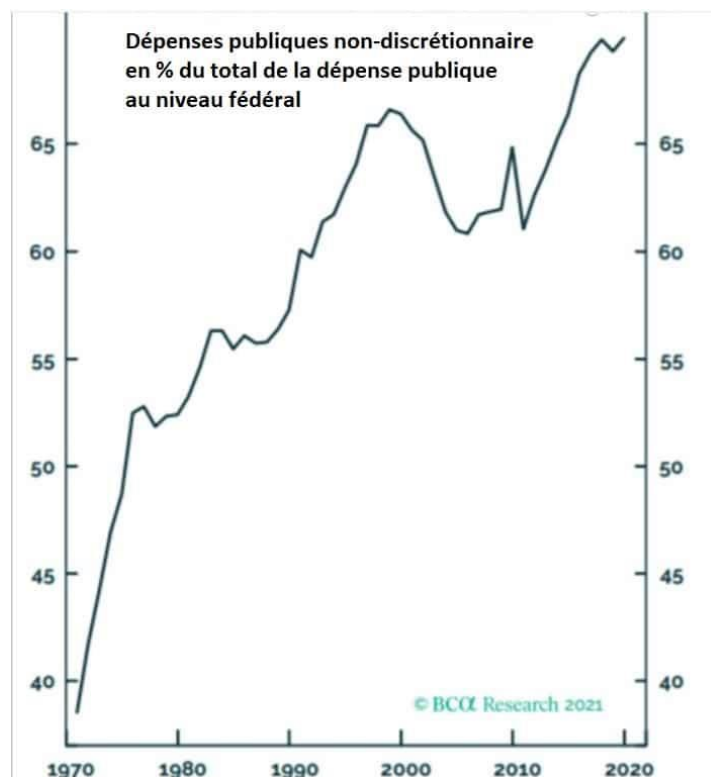
Supposément rédigé pour remettre l'économie sur pied après presque un an de restrictions sévères, le plan de relance ne sert qu'à récompenser les alliés de Joe Biden au détriment de la population.

Vous aimez cet article ? Partagez-le :

Partager sur Facebook, Twitter, LinkedIn, Email

Par Pierre-Guy Veer.

Si vous pensez que ce genre de politique n'est qu'un léger excès de clientélisme de la part d'un système politique très libéral, détrompez-vous. Au cas où vous en doutiez, aux Etats-Unis comme en France, cela fait bien longtemps que la dépense publique n'est plus concentrée sur le régalien.



▲ RETOUR ▲

Pétrole : des jours difficiles, mais...

rédigé par [Bill Bonner](#) 3 juin 2021

Pétrole et autres énergies fossiles traversent une période difficile en ce moment : les autorités exigent des changements radicaux dans le secteur et tout le monde est contre *Big Oil*... sauf Bill Bonner.

Les derniers jours de mai ont été « transformationnels ». Oui, c'est le terme employé : un néologisme inélégant et jargonneux... qui dissimule une montagne de sottises.

Deux choses « transformationnelles » ont eu lieu...

Joe Biden a annoncé [un nouveau budget](#), prévoyant que 6 000 Mds\$ changent de mains. CBS News nous en dit plus :

« Malgré une campagne fondée, dans une certaine mesure, sur la modération, le budget de M. Biden est, selon les mots mêmes de représentants de la Maison Blanche lors d'une conférence téléphonique avec des journalistes, 'transformationnel', et prend en charge un rôle plus large pour le gouvernement dans le filet de sécurité sociale. »

Nous y reviendrons, bien entendu... mais pour aujourd'hui, commençons à relier les points en observant une autre transformation en cours – celle du secteur pétrolier.

Une période difficile

Les compagnies pétrolières traversent en effet une période difficile. Selon CNBC :

« Certaines des plus grandes entreprises émettrices de gaz à effet de serre au monde ont subi une série de défaites historiques dans le cadre des conseils d'administration et les tribunaux, indiquant que les investisseurs perdent patience et réclament désormais d'agir bien plus rapidement pour contrer l'urgence climatique.

En l'espace de quelques heures, mercredi, les actionnaires du géant pétrolier américain ExxonMobil ont soutenu les demandes d'un petit fonds spéculatif activiste pour la révision du conseil d'administration de la société, les investisseurs de la société énergétique américaine Chevron ont défié la direction autour d'un vote crucial concernant le climat, et un tribunal néerlandais a ordonné à Royal Dutch Shell de prendre des mesures beaucoup plus agressives pour réduire ses émissions de carbone. »

C'était « le jour où le monde a changé pour Big Oil », selon un gros titre de Bloomberg.

L'Agence internationale de l'énergie, quant à elle, nous rabroue et exige que [nous réduisions radicalement notre dépendance aux énergies fossiles](#). Elle a également appelé à mettre fin aux ventes de tous les véhicules à moteur thermique d'ici 2035.

Selon un article du *Wall Street Journal*, l'agence souhaite que tous les investissements dans le secteur des énergies fossiles prennent fin « immédiatement ».

Quant au tribunal des Pays-Bas précédemment cité, il a ordonné à la Royal Dutch Shell de prendre des mesures plus sérieuses pour la protection de la planète... faute de quoi, l'entreprise serait accusée de causer des dommages environnementaux. L'entreprise est censée réduire de moitié ses émissions de carbone au niveau mondial sur les neuf prochaines années.

Position difficile

Hmm... cela revient plus ou moins à ordonner à un magasin de bonbons d'arrêter d'utiliser du sucre, ou demander à un panda de laisser tomber le bambou. Certes, c'est une « transformation ». Mais le panda meurt.

Le géant français du pétrole, Total, a pris une longueur d'avance : ses actionnaires ont voté pour changer son nom en TotalEnergies. Selon Europe 1, « [ils] ont approuvé une stratégie pour le climat ainsi que le nouveau nom, conçu pour représenter les nouveaux objectifs [de la société]. »

Jamais, depuis le secteur du tabac dans les années 1970 et 1980, un secteur n'a été soumis à de telles pressions et obligé à une telle gymnastique. Son produit est désormais considéré comme néfaste au monde entier. Du pur point de vue des relations publiques, Exxon pourrait aussi bien faire de l'esclavage.

Pourtant, l'énergie (y compris les grandes entreprises du secteur) figure [du côté « achat » de notre Transaction de la Décennie](#). Les énergies fossiles sont essentielles pour maintenir le niveau de vie actuel.

Non seulement ça, mais si les bonnes âmes veulent passer aux panneaux solaires et aux éoliennes, il va leur falloir beaucoup de pétrole pour que cela fonctionne. Les transformations elles aussi sont gourmandes en énergie !

Alors qu'est-ce qui attend les sociétés pétrolières ?

A suivre..

N'enterrez pas (encore) le pétrole !

rédigé par Bill Bonner 4 juin 2021

Le réchauffement climatique fait les gros titres en ce moment – mais signe-t-il réellement la fin de l'or noir et de tout ce qui tourne aux énergies fossiles ?

Nous examinons en ce moment [l'évolution du secteur pétrolier](#)... et les difficultés auxquelles il est confronté aujourd'hui. Il est intéressant de faire un parallèle avec ce qui est arrivé au secteur du tabac.

Il y a moins d'un an, un groupe d'activistes a décidé de mesurer la transformation de ces entreprises :

« Le premier Indice de transformation du tabac, [...] rendu possible grâce au financement de la Fondation pour un monde sans tabac [Foundation for a Smoke-Free World], révèle que la plupart des 15 plus grandes sociétés du secteur n'enregistrent pas de progrès substantiels dans l'élimination progressive des cigarettes et autres produits du tabac à haut risque, ni dans la transition des fumeurs vers des alternatives à risque réduit. »

La transformation du secteur du tabac dure depuis longtemps, cela dit. On accuse le tabac de causer le cancer du poumon et autres maladies – même chez ceux qui ne fument pas.

Le « tabagisme passif » était censé être si dangereux qu'on a interdit la cigarette dans tous les lieux publics – y compris les restaurants et les bars, où les gens allaient traditionnellement pour fumer.

D'ordinaire, ce n'est pas parce qu'une chose vous fait du mal que [les autorités ont pour autant le droit de l'interdire](#). Nous n'avons pas encore vu de statut gouvernemental exigeant des restaurants qu'ils refusent les personnes obèses, par exemple.

Les bonnes âmes ont cependant avancé que le tabagisme n'était pas seulement une menace privée ; c'était aussi une menace publique, car il augmentait les coûts médicaux pour l'Etat.

Un raisonnement qui manque de logique : si fumer raccourcit l'espérance de vie, cela réduit aussi la facture pour la Sécurité sociale et les caisses de retraites !

Mais quand on est en mode « transformationnel », on n’a pas le temps de réfléchir.

Leçons d’arithmétique

A présent, [c’est le changement climatique qui fait les gros titres](#). On voit une nouvelle allégation apparaître tous les jours ou presque.

Les glaciers reculent. Le niveau des océans grimpe. Même les Lapons, en Laponie, commencent à transpirer. Et les cadavres s’accumulent :

« Le réchauffement climatique déjà responsable d’un décès sur trois lié à la chaleur. Entre 1991 et 2018, plus d’un tiers des décès dans lesquels la chaleur a joué un rôle peuvent être attribués au réchauffement climatique d’origine humaine, selon une nouvelle étude parue dans Nature Climate Change.

L’étude, la plus importante en son genre, a été menée par la London School of Hygiene & Tropical Medicine (LSHTM) et l’université de Berne au sein d’un réseau de recherche collaboratif multi-pays et multi-villes (MCC). A l’aide de données provenant de 732 sites dans 43 pays du monde entier, l’étude montre pour la première fois la véritable contribution du changement climatique d’origine humaine à l’augmentation des risques de mortalité dus à la chaleur.

Globalement, les estimations montrent que 37% de tous les décès liés à la chaleur au cours des dernières périodes estivales étaient attribuables au réchauffement de la planète dû aux activités anthropiques. Ce pourcentage de décès liés à la chaleur attribués au changement climatique d’origine humaine était le plus élevé en Amérique centrale et du Sud (jusqu’à 76% en Equateur ou en Colombie, par exemple) et en Asie du Sud-Est (entre 48% et 61%). »

Les lecteurs qui attendent des preuves que le pétrole a empiré le sort de l’humanité peuvent attendre encore longtemps. La London School of Hygiene & Tropical Medicine nous donne abondance de chiffres... mais où est l’arithmétique ?

Il meurt plus de gens en hiver qu’en été... mais alors, combien de gens ne meurent pas parce que les hivers sont plus doux qu’auparavant ? Combien ne meurent pas parce que leurs maisons sont chauffées au fioul ? Combien ne meurent pas parce qu’ils sont conduits à l’hôpital dans une ambulance roulant à l’essence ?

Selon les estimations de l’étude, entre 1991 et 2018, 141 personnes de plus sont mortes chaque année à New York à cause de la chaleur causée par les humains.

C’est bien entendu un « moins »... mais où sont les plus ?

Combien de personnes sont en vie aujourd’hui grâce aux gigantesques augmentations de productivité – pour l’agriculture, l’hygiène, les transports, le logement et la médecine – rendues possibles par les énergies fossiles ?

Elles doivent se compter en millions.

.Le COVID-19 a transformé les politiques publiques américaines

Bill Bonner | 3 juin 2021 | Journal de Bill Bonner



YOUGHAL, IRLANDE - Vous parlez de transformations !

L'ensemble de la société américaine est en train de se zombifier... se transformant en une épave avachie...

...avec une élite à tête creuse et égoïste au sommet - enrichie et corrompue par trois décennies d'argent stimulant et de taux d'intérêt fictifs...

...et les masses en bas, rendues presque sans cervelle par les médias sociaux, la télévision, les fausses nouvelles, la fausse monnaie, les chèques de stimulation et les politiques frauduleuses.

Mélange de zombies

Et regardez ça...

Vous vous rappelez comment les voyages en avion ont été transformés au début des années 2000 ? Dans les années 1980 et 1990, nous nous souvenons que prendre l'avion était une aventure agréable à l'époque. Nous l'attendions même avec impatience.

Les terroristes présumés pouvaient occasionnellement être arrêtés et fouillés. Tous les autres embarquaient comme des personnes civilisées... en disant au revoir à leurs amis à la porte d'embarquement. Et la plupart du temps, nous arrivions à destination en un seul morceau.

Maintenant, tout le monde est considéré comme une menace. Nous avons pris des centaines de vols au cours des 20 dernières années. Et nous avons été radiographiés et fouillés de nombreuses fois. Mais pas une seule fois nous n'avons eu l'intention de faire exploser un avion.

Bien sûr, une ou deux fois, nous avons envisagé de détourner un avion pour nous rendre à Cuba - qui ne l'a pas fait ? - mais nous n'avons jamais représenté une réelle menace pour le trafic aérien commercial.

Pour autant que nous le sachions, il n'y a pas plus de personnes aujourd'hui qui veulent se faire exploser dans la section affaires que dans les années 1980.

Pourtant, comme des zombies, nous passons tous en revue la "sécurité", enlevant ceintures et chaussures... vidant nos poches... obéissant à des ordres criés - tout cela pour prouver que nous sommes innocents d'un crime que nous n'avons jamais envisagé.

Les ordres du médecin

À l'époque, c'est la peur du terrorisme qui a conduit à cette transformation. Aujourd'hui, c'est la peur d'un virus.

Avant, on disait aux malades de rester au lit. "Ordre du médecin", disaient-ils à leurs employeurs.

Maintenant, les médecins donnent des ordres aux personnes en bonne santé, aussi.

Avant, les médecins faisaient des suggestions. Vous devriez peut-être arrêter de fumer... ou peut-être perdre du

poids.

Mais maintenant - soutenus par la police armée - ils insistent. Ils nous disent quand nous pouvons sortir... quand nous devons nous couvrir le visage, comme des voleurs de banque... et quand nous devons fermer les écoles, les églises et les centres commerciaux.

Et sans leur approbation - leur vaccin passepartout - eux et leurs politiciens "*suivez la science*" menacent de vous empêcher d'aller au théâtre... d'entrer dans un bâtiment public... de prendre un vol commercial... ou de traverser une frontière !

Politique publique

Notez que nous parlons de politique publique, pas de politique privée.

Si vous ne voulez pas contracter une maladie transmissible, il n'y a pas de mystère. Faites-vous vacciner. Allez sur une île inhabitée. Mettez un masque facial et des gants en latex. Restez-y.

Vous pouvez avoir envie de vous ouvrir les veines par ennui ou par solitude. Mais vous n'aurez pas le COVID-19 !

Dans la politique privée, les gens vérifient les probabilités et tentent leur chance. Dans la politique publique, ils font la queue... et suivent les ordres.

C'est-à-dire qu'ils sont zombifiés.

Tout ce que nous savons, c'est ce que nous lisons dans les journaux. Mais d'après les preuves recueillies jusqu'à présent, les politiques publiques conçues pour contenir le méchant virus ont échoué.

En examinant d'abord les vaccins, CNN Health présente les taux de vaccination pour la plupart des pays du monde. On y apprend que les États-Unis ont administré 89 doses de vaccin pour 100 citoyens. La Suède n'en a administré que 52 pour 100. L'Uruguay, que nous examinerons de plus près dans une minute, 82. Et le Nicaragua n'a pratiquement vacciné personne - seulement 3 pour 100.

Lequel de ces pays a le taux le plus bas de décès dus au COVID-19 ?

Le Nicaragua, avec moins de 3 décès pour 100 000 habitants.

Mais peut-être que le Nicaragua est une aberration... une bizarrerie.

Même ainsi, il n'y a pas de corrélation entre les taux de vaccination et les décès. Les États-Unis ont un taux de mortalité de 183 (pour 100 000). La Suède, 142. Et l'Uruguay... 126.

Suivez la science

À titre de curiosité, dans quelques pays, le nombre de décès de l'année de la peste était en fait inférieur à celui des autres années. Selon le Center for Evidence-Based Medicine, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Lettonie et la Norvège ont tous connu moins de décès en 2020 que lors d'une année normale.

L'Uruguay et la Suède méritent d'être examinés de plus près car ils ont suivi des approches de politique publique radicalement différentes. En d'autres termes, l'un s'est zombifié, l'autre pas.

À la suite de la terreur initiale, en mars de l'année dernière, l'Uruguay est passé en mode de verrouillage total.

Masques faciaux, fermetures, recherche de contacts, éloignement social, barrages routiers - tout y est.

Et devinez quoi ? Ce fut un grand succès. C'est du moins ce qu'a rapporté le New York Post en juin 2020 :

L'Uruguay et le Paraguay remportent une victoire quasi-totale sur le coronavirus.

Et voici le rapport sur l'Amérique latine un mois plus tard :

L'Uruguay a enregistré le plus faible nombre de cas de COVID-19 et de décès par habitant en Amérique du Sud, voire dans tout l'hémisphère occidental. Ce petit pays progressiste est parvenu à ce résultat bien qu'il soit situé juste à côté du Brésil, qui compte le deuxième plus grand nombre d'infections et de décès dus au COVID-19 au monde, derrière les États-Unis.

Et voici l'Open Journal of Political Science de janvier 2021, qui annonce la victoire de "la science" : "Jusqu'à présent, en Uruguay, le COVID-19 était très bien maîtrisé.

Jusqu'à présent, en Uruguay, le COVID-19 a été très bien maîtrisé. Les politiques fondées sur des données probantes, un système de santé publique solide et les innovations scientifiques sont considérés comme les principaux facteurs de réussite. Les politiques uruguayennes fondées sur des données probantes prennent en compte plusieurs éléments, notamment les aspects scientifiques, médicaux-épidémiologiques, économiques et éducatifs.

Un virus imparable

Mais attendez... Qu'est-ce que c'est ? Il y a à peine deux semaines, le New York Times rapportait :

Pendant la majeure partie de l'année écoulée, l'Uruguay a été cité en exemple pour avoir empêché le coronavirus de se propager à grande échelle, alors que les pays voisins étaient aux prises avec un nombre de victimes en constante augmentation.

La chance de l'Uruguay a tourné. La semaine dernière, le taux de mortalité par habitant de ce petit pays d'Amérique du Sud était le plus élevé au monde pour le Covid-19.

A la fin de la journée... le nombre de politiques basées sur des preuves que vous avez suivies... ou si vous avez dansé au rythme de vos experts scientifiques ou non, ne semblait pas avoir d'importance.

L'Uruguay a retardé le virus... mais n'a pas pu l'arrêter. Son bilan final sera, très probablement, peu différent de celui de tout autre pays.

Suivez les chiffres

On peut tirer la même leçon en observant les États américains.

En février 2021, l'Iowa a levé ses restrictions concernant le COVID-19, notamment l'utilisation de masques faciaux, la distanciation sociale et la limitation des rassemblements sociaux.

Le Michigan ne l'a pas fait. Le Dr Anthony Fauci, directeur de l'Institut national américain des allergies et des maladies infectieuses, a dit de la gouverneure du Michigan, Gretchen Whitmer, qu'elle était "une très bonne gouverneure", car elle "suivait la science".

Pour l'Iowa, c'est le Washington Post qui a parlé au nom de l'élite politique, sanitaire et médiatique. "Bienvenue en Iowa", déclarait son éditorial, "un État qui ne se soucie pas que vous viviez ou mouriez".

Encore faux !

Le taux de mortalité lié au COVID-19 dans les deux États était en baisse. Mais après l'ouverture de l'Iowa en février, le nombre de décès liés au COVID-19 rapportés quotidiennement a diminué... alors que celui du Michigan a augmenté, laissant ce dernier avec un nombre de corps légèrement plus élevé (par million).

Pendant ce temps, comment ces masques ont-ils fonctionné pour vous ?

En avril 2020, la Géorgie a levé ses restrictions sur le COVID-19. Amanda Mull, de The Atlantic, était horrifiée. Elle a parlé d'une "expérience de sacrifice humain".

Puis, en juillet 2020, l'Alabama a ordonné une couverture. Tout le monde devait porter un masque. En Géorgie et en Floride, ils ne l'ont pas fait. Encore une fois, les connaisseurs étaient sûrs que les deux états sans masque flirtaient avec le désastre.

Eh bien, devinez ce que l'expérience a montré ? Le virus ne devait pas lire la presse grand public. Il ne savait pas qu'il n'était pas censé traiter les habitants de l'Alabama différemment de ceux de la Géorgie ou de la Floride.

Au final, le nombre de décès en Alabama a été plus élevé qu'en Géorgie ou en Floride, avec 2 277 décès par million, contre 1 965 et 1 719 respectivement.

Une histoire fascinante

Quel épisode fascinant de l'histoire de l'humanité ! Il sera certainement étudié, disséqué et analysé des milliers de fois.

Mais nous vous livrons ici nos premières conclusions :

Zombifier les États-Unis au nom de leur "sécurité" - qu'il s'agisse de terroristes ou de virus - est une escroquerie.

▲ RETOUR ▲



Métamorphose post-pandémique : Ne jamais revenir en arrière

Charles Hugh Smith Dimanche 06 juin 2021

Les gens se sont aperçus que le rendement de la roue de hamster frénétique de la "normalité" diminuait depuis des décennies, mais tout le monde était trop occupé pour le remarquer.

Le récit superficiel du "retour à la normale" se concentre uniquement sur les effets de premier ordre : maintenant que les gens peuvent se passer de masques et de distanciation sociale, ils reprennent leur orgie de dépenses pré-pandémique avec une vengeance, ce qui laisse présager de grands profits pour les entreprises américaines et des recettes fiscales plus élevées. Oui, pour un "retour à la normale".

Ce récit superficiel ignore les effets de second ordre de la pandémie. Rappelons que **les effets de premier ordre : toute action a une conséquence. Effets de second ordre : chaque conséquence a sa propre conséquence.** On peut également parler d'effets directs (de premier ordre) et indirects (de second ordre).

L'effet de premier ordre de la pandémie a été d'arrêter la roue de hamster frénétique de la vie américaine. La conséquence de la pandémie - l'arrêt - a eu sa propre conséquence : les gens ont eu l'occasion de faire l'expérience de la vie en dehors de la roue de hamster frénétique, et de se demander pourquoi ils toléraient l'absence de but, la rigidité dégradante et le stress épuisant de toute cette machinerie tournante.

Pour un grand nombre de personnes et de dynamiques, **la pandémie a été un catalyseur de transformation, et il n'y a pas de retour à la "normale" pré-pandémique.** De nombreuses personnes ont fait l'expérience d'une liberté et d'une étendue qu'elles n'avaient jamais connues ou dont elles avaient oublié l'existence. Cette expérience a déclenché une métamorphose, et ils ne reviendront jamais à la "normale" pré-pandémique, car la "normale" était un paysage cauchemardesque d'exploitation, de corvée, de pathologie et de servitude dénuée de sens.

Pensez à la ré-attribution de la main-d'œuvre numérique à la plantation de cubicules, où les collations "gratuites" (heh) sont censées compenser le monde souterrain lugubre des réunions qui provoquent la catatonie et le reste des routines qui écrasent l'âme de la plantation.

De nombreux esclaves salariés estiment qu'ils n'ont pas le choix, mais beaucoup d'autres ont décidé qu'ils ne reviendraient jamais en arrière.



De nombreux travailleurs pauvres ont également décidé qu'ils ne reviendraient jamais en arrière. Le temps passé loin de leur esclavage salarial mal payé leur a ouvert de nouvelles possibilités, qu'il s'agisse d'emplois mieux rémunérés, d'emplois flexibles, de revenus informels ou de travail à temps partiel.

Bien qu'aucun des meneurs de l'orgie de dépenses ne semble l'avoir remarqué, **le tourisme mondial a attrapé une maladie potentiellement mortelle** lors de l'arrêt de la pandémie, car les habitants ont découvert que leurs villes, leurs plages et leurs quartiers étaient à nouveau beaux et vivables après le départ des touristes.

Alors que toutes les sociétés et les "hôtes" investisseurs qui profitent de villes et d'îles surpeuplées et en ruines se réjouissent du retour de millions de personnes, les habitants jurent de ne jamais y retourner. **À Venise, les habitants ne veulent plus jamais voir revenir les bateaux de croisière géants. À Hawaï, seuls 14 % des habitants approuvent un retour à la cohue pré-pandémique qui ruinait l'État.**

Libérés du fardeau du tourisme, les gens demandent maintenant cui bono, au profit de qui ? Les apologistes et les chargés de relations publiques répondent toujours qu'il s'agit d'emplois sans avenir à 10 dollars de l'heure, mais les résidents ne croient plus à ces fausses relations publiques, car ils se rendent compte que **tous les "avantages" vont aux investisseurs lointains, et non aux résidents.**

L'écrasante majorité des résidents d'Hawaï veulent beaucoup moins de touristes, et veulent que ces touristes paient beaucoup plus pour le privilège de visiter. Ils veulent également limiter le nombre de visiteurs autorisés

chaque jour sur les plages et dans les autres parcs, et ils veulent que les visiteurs paient des droits d'entrée et de stationnement pour que les locaux puissent y aller gratuitement. (Le nombre annuel de visiteurs à Hawaï a dépassé le million en 1969, lorsque j'étais au lycée, et l'État était déjà bondé de touristes. En 2019, le nombre annuel de visiteurs a atteint 10,4 millions).

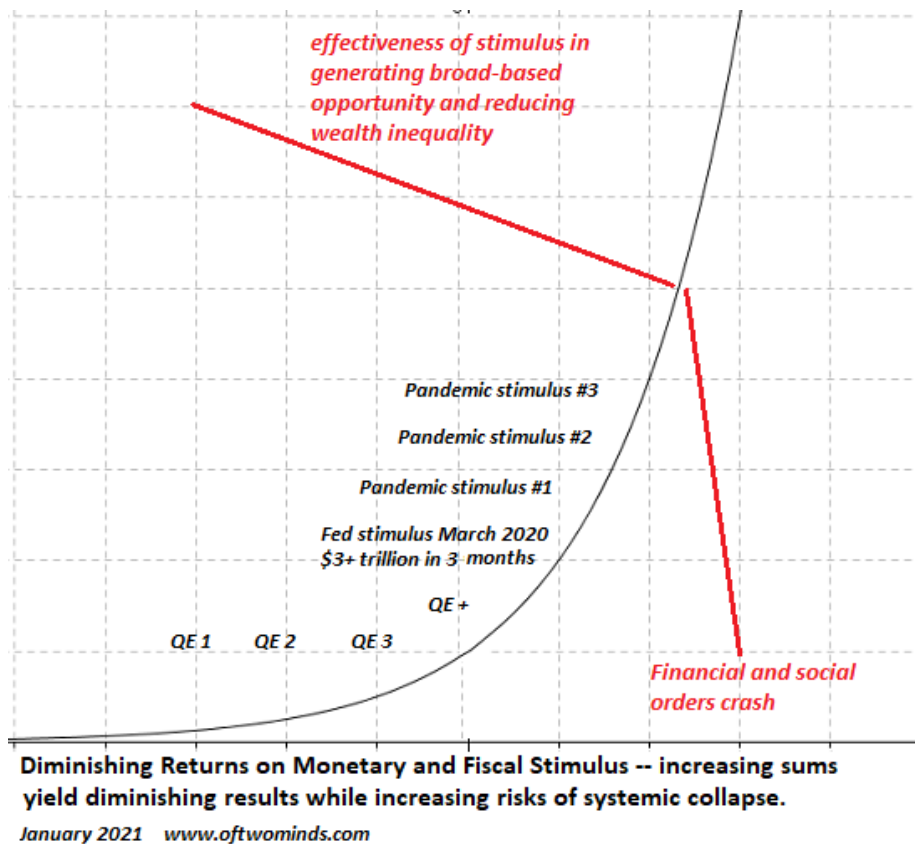
Les habitants de Barcelone à Maui veulent que les BnB appartenant à des investisseurs soient interdits dans les quartiers résidentiels, car la classe mondiale des investisseurs a acheté des biens immobiliers dans des endroits "incontournables" pour profiter du tourisme, en surchargeant les infrastructures, en détruisant les quartiers locaux et en faisant payer les habitants pour leurs maisons.

Les pom-pom girls de l'orgie de dépenses font la promotion d'une version fantaisiste d'une machine à remonter le temps dans laquelle nous remettons le calendrier à septembre 2019 et où tout "revient à la normale". Désolé, pom-pom girls : les effets de second ordre ne peuvent pas être inversés et la révolution culturelle est bien en cours.

Les gens ont compris que les rendements de la roue de hamster frénétique de la "normale" diminuent depuis des décennies, mais tout le monde était trop occupé pour le remarquer. Ils attribuaient tous leur épuisement, leur fatigue et leur vide à des facteurs spécifiques dans leur propre vie, mais ils ont maintenant pris conscience que l'épuisement, la fatigue et le vide ont toujours été systémiques, c'est-à-dire qu'ils sont la conséquence d'un système dont les bénéfices pour les participants diminuent chaque jour.



*Denouncing officials in China's Cultural Revolution, 1966.
Photo credit: NY Times, Li Zhensheng, via Chinese University Press*



▲ RETOUR ▲

De la destruction de nos libertés individuelles

Charles Gave 6 June, 2021



Il y a une dizaine d'années, Emmanuelle, moi et quelques amis avons créé l'institut des Libertés (IDL).

Avant de le nommer ainsi, nous avons interviewé quelques éminents personnages dont l'un est un peu la statue du commandeur du monde libéral français pour lui soumettre le nom auquel nous pensions. Surpris par notre choix, il nous demanda : " Pourquoi Institut DES Libertés et non pas Institut de LA Liberté ?

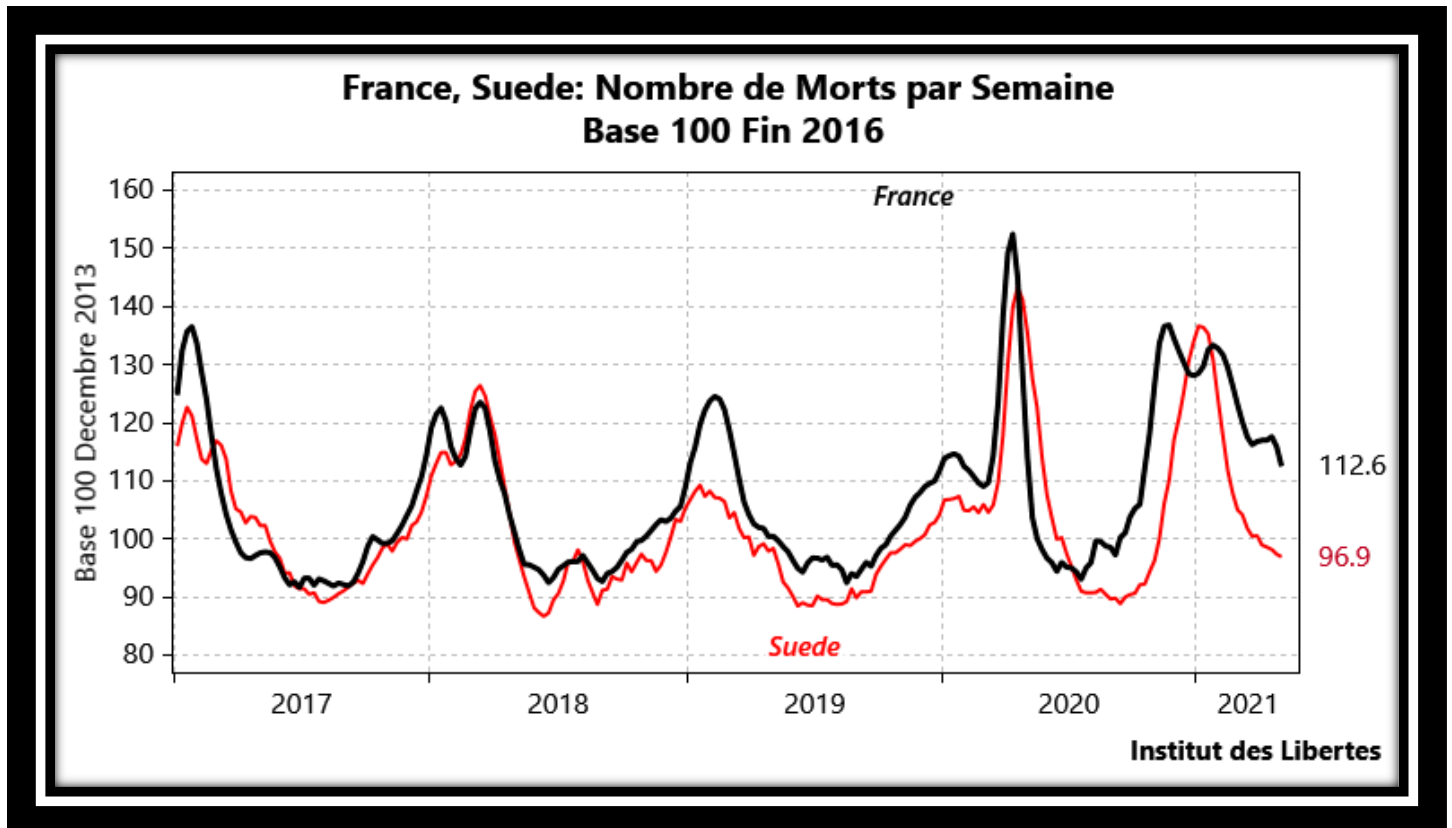
A cette question je répondis que **LA Liberté**, avec un grand L était une notion totalitaire et que seules comptaient **LES libertés**, avec un petit l, qui devaient être défendues, une par une, et sans cesse, contre les agressions qui venaient toujours de celui à qui nous avions confié le monopole de la violence légitime, c'est-à-dire l'État.

Comme le disait **Saint Just**, « *l'Etat est l'ennemi naturel des libertés* » et il faut souligner au début de ce papier que chaque fois que l'État s'attaque à l'une ou l'autre de nos libertés, c'est toujours au prétexte qu'il cherche à

mieux nous « protéger ».

Et c'est à ces moments-là qu'il faut se souvenir de la phrase de **Benjamin Franklin** : « *Un Peuple prêt à sacrifier un peu de sa Liberté pour un peu plus de sécurité ne méritent ni l'une ni l'autre et perdra bientôt les deux* ».

C'est bien entendu ce que nous avons constaté avec **la crise du Covid**, où nombre de nos libertés, de travailler, de nous réunir, d'aller à la messe, d'entreprendre, d'enterrer nos morts dignement, de manifester contre des traitements médicaux imbéciles ou pas... ont disparu soi-disant pour « protéger notre santé », ce qui restera sans doute dans l'histoire comme l'une des plus grandes fumisteries de tous les temps. Pour ceux qui veulent une preuve, voici le graphique du nombre total de morts pour la France (qui a confiné) et la Suède (qui n'a pas confiné). Beaucoup plus de morts en France...



Mais ce mouvement d'accélération brutale dans nos pertes de libertés dû au Covid ne faisait que prendre la suite de beaucoup d'autres tout à fait similaires mais à la fois plus sournois et plus pervers.

Et à ce point du raisonnement, il me faut bien admettre que si le but que nous avions en créant l'IDL était d'aider à protéger nos libertés, alors nous avons lamentablement échoué, tant elles ont régressé de façon abominable dans tous nos pays.

Et ces libertés ne reculent que parce que ceux qui nous dirigent ont décidé d'oublier Locke.

Que le lecteur en juge.

Je vais commencer par la plus importante d'entre elles **la liberté d'expression**, fruit de la nécessaire tolérance entre citoyens du même pays, qui a été battue en brèche comme rarement dans notre histoire depuis vingt ans (et encore plus pendant le Covid).

Admettre que l'autre puisse avoir des opinions différentes des miennes constitue l'essence même de la tolérance dont le lecteur attentif se souviendra qu'elle était le premier pilier sur lequel doit s'appuyer une société libre d'après Locke.

Je ne vais pas revenir sur ce que j'ai déjà écrit sur ce sujet mais simplement rappeler que cette liberté commença avec Gutenberg et que nous sommes passés dans ces vingt dernières années à une civilisation dominée non plus par l'écrit mais par l'image et la parole, et images et paroles ne sont publiables que si ceux qui contrôlent les nouveaux media le veulent bien. Nous sommes donc dans une situation similaire à celle qui aurait prévalu il y a quelques siècles si l'Eglise Catholique avait contrôlé toutes les imprimeries.

Pour ceux qui veulent comprendre ce qui se passe depuis vingt ans, je dis à nouveau que lire les livres de Mathieu Bock-Côté est la meilleure solution.

Or, ceux qui contrôlent ces nouveaux supports haïssent beaucoup plus la liberté d'expression que ne l'a jamais fait l'Eglise puisqu'ils ont une vision de la vie en société où il y aurait d'un côté, eux, les bons, les oints du seigneur, et de l'autre les méchants, les hommes blancs... L'Eglise, elle, a toujours su que le Mal passait à l'intérieur de chacun d'entre nous (cf. la notion de péché originel), tandis qu'eux pensent qu'ils sont fondamentalement bons et qu'il est donc légitime de faire taire ou disparaître les méchants... Ce qui historiquement a justifié tous les génocides.

Et pour eux, il est donc **de leur devoir** d'empêcher les méchants de s'exprimer que ce soit par l'écrit, par la parole, par l'image et bien sûr, par le vote.

Et s'il y a une constante dans l'Histoire, c'est bien que ceux qui sont contre la liberté d'expression sont aussi contre la démocratie et contre la souveraineté populaire, remplaçant la liberté d'expression par la censure, la démocratie par la technocratie ou la théocratie (entre un ayatollah et monsieur Attali, la différence est **inexistante**) et la souveraineté populaire par le gouvernement des juges.

Ce que beaucoup appellent « **the big reset** » n'est donc rien d'autre que la fin de la liberté d'expression, de la démocratie, de la souveraineté populaire, et donc de l'égalité de tous devant la Loi.

Venons-en à la seconde grande idée de Locke, le droit de propriété comme garant de la liberté Individuelle et ici aussi nos libertés ont reculé comme jamais puisque **nos gouvernements ont nationalisé le temps**.

Je m'explique.

Être propriétaire, c'est **se placer dans le temps** et, par exemple, gérer ses actifs en fonction de son âge.

Et pour cela, il faut qu'il y ait des taux d'intérêts de marché qui enregistrent les préférences temporelles de la population dans son ensemble.

Mettre les taux d'intérêts à zéro, c'est en fait **nationaliser le temps** pour empêcher chacun d'entre nous de gérer le temps qui lui reste à vivre en fonction de ses préférences.

Et nationaliser le temps, c'est la façon la plus efficace d'empêcher la création destructrice d'avoir lieu et donc d'empêcher les bons serviteurs d'accumuler des actifs tout en favorisant les mauvais serviteurs.

Je maintiens que, pour tous ceux qui veulent détruire la liberté de chaque individu, nationaliser le temps est beaucoup plus efficace que de nationaliser les moyens de productions puisqu'à terme tout serviteur, bon ou mauvais, sera également dépendant de son nouveau maître, l'État géré par les Oints du Seigneur.

Et donc le communisme était beaucoup moins dangereux pour ma liberté individuelle que la BCE ne l'est aujourd'hui et ce d'autant plus que la BCE permet à l'État de se financer sans recours au vote de l'impôt par les citoyens.

Et donc, non seulement je perds la liberté individuelle de gérer mon patrimoine, mais l'Etat est libéré de tout contrôle par les citoyens puisqu'il n'a plus besoin des impôts...

Et donc la seconde condition de Locke (droit de propriété) ainsi que la troisième (vote de l'impôt par les citoyens) ne sont donc plus présentes dans nos sociétés.

Les contre-pouvoirs ont disparu. Le retour de la tyrannie est inévitable.

Venons-en enfin à la quatrième condition de Locke, l'indépendance de la Justice qui pour notre homme impliquait le recours à des jurys composés de citoyens indépendants et qui étaient choisis parmi ceux qui payaient les impôts.

La complexification des lois rend le recours aux jurys de plus en plus difficile, ce qui arrange bien ceux qui voulaient enlever la Justice aux citoyens, mais pour parfaire leurs crimes, nos hommes de Davos ont trouvé l'outil imparable : la Justice n'est plus rendue au nom du Peuple Français, mais au nom des Droits de l'Homme par des tribunaux et des juges qui ne répondent plus devant le corps électoral d'aucune Nation.

La justice est devenue apatride, ce qui est une grande novation.

Et inutile de dire que la Justice, pour Locke en tout cas, ne pouvait s'exercer qu'à l'intérieur d'une Nation, puisqu'il en excluait les Catholiques qui faisaient allégeance à un autre Souverain, le Pape.

Dans un pays, il ne peut y avoir qu'un seul souverain. Et c'est au nom de ce souverain qu'est rendue la Justice. Ce n'est plus le cas en France.

Comme chacun peut le voir, nos libertés individuelles sont en pleine déroute et la bataille qui s'annonce pour les reconquérir sera épique.

Mais je pense au premier mot de Jean Paul II une fois élu : *n'ayez pas peur*.

La solution est d'essayer de vous libérer autant que vous le pouvez de l'emprise du nouveau totalitarisme, chacun d'entre vous, au niveau individuel.

Le totalitarisme est par nature extraordinairement fragile et celui-ci plus que tout autre car il a besoin du soutien actif des citoyens pour survivre.

Et ça c'est loin d'être sûr.

▲ RETOUR ▲

La bulle de la Fed va éclater

Bill Bonner | 4 juin 2021 | Journal de Bill Bonner



J'ai choisi un jour d'enfer pour arrêter de boire

- **Russell Casse** dans Independence Day

YOUGHAL, IRLANDE - *Des bulles, des bulles, des bulles.*

Aujourd'hui, nous nous penchons sur une autre institution qui a été zombifiée par les fédéraux - le marché boursier.

Le marché boursier est censé permettre aux investisseurs d'échanger des actions dans des entreprises productrices de biens et de services qui font des profits et augmentent la richesse.

Personne ne sait jamais ce que vaut une action. Le marché "découvre" donc le prix... minute par minute.

Ce prix peut être basé sur une seule transaction, la plus récente, mais il fixe la valeur actuelle de toutes les actions similaires en circulation. Et il change au fur et à mesure que de nouvelles informations apparaissent.

Aux États-Unis, les prix sont cotés en dollars. Et la Réserve fédérale a trafiqué la valeur du dollar pendant de nombreuses années. **Au cours des 12 mois qui ont débuté au début de mars 2020, elle a gonflé l'offre de base de dollars (le bilan de la Fed) de 78 %,** la majeure partie de cette somme allant directement sur les marchés des actifs.

Même une grande partie de l'argent du chèque de relance est allée sur le marché boursier. Dans un sondage de la Deutsche Bank, par exemple, au moins **la moitié** des personnes interrogées ont déclaré qu'elles prévoyaient de placer une partie de leur argent de stimulation dans des actions.

Cela conduit, naturellement, à une inflation des prix sur le marché boursier... ce qui conduit, naturellement, les investisseurs à penser que leurs actions ont plus de valeur... ce qui conduit à une situation très anormale...

...car les investisseurs et M. Marché lui-même commencent à agir bizarrement... en réagissant à la hausse des prix, plutôt qu'en découvrant réellement la valeur des actions individuelles.

Une affaire qui se meurt

Nous n'avons pas pris un plaisir particulier à écrire ce qui précède. C'est la description d'une bulle à la manière d'un manuel. Cela semble ennuyeux.

Mais les bulles sont comme les guerres - quand la vie normale et civilisée est suspendue.

Et aujourd'hui, le marché boursier rationnel, en dollars et en cents, est devenu une folle, folle, folle, folle guerre des mondes, avec de la fausse monnaie... de faux taux d'intérêt... et de faux prix... le tout guidé par une bande délirante de généraux abrutis de la Fed.

Et cette semaine, c'était au tour d'AMC Entertainment (AMC) de devenir fou. Mercredi, le prix de l'action était

le double de ce qu'il était mardi. Que s'est-il passé ?

AMC est une entreprise mourante... dans une industrie décrépite.

Elle possède une chaîne de cinémas. Même avant la panique du COVID-19, elle était en déclin. Et pendant de nombreuses années, elle a emprunté de l'argent pour acheter d'autres cinémas.

On peut s'interroger sur la stratégie.

La fabrication d'abreuvoirs pour chevaux au début du 20e siècle était également une activité difficile ; les nouvelles automobiles ne s'arrêtaient pas pour boire. Et gagner des parts de marché n'était pas forcément le meilleur moyen d'y faire face.

En 2021, acheter plus de cinémas vides n'est peut-être pas non plus une si bonne stratégie. Ce ne sont pas les cinémas qui manquent à AMC, ce sont les clients.

Les grands écrans domestiques sont moins chers qu'avant. Et l'éventail des émissions que l'on peut regarder chez soi est désormais bien plus large.

Dans un multiplex AMC typique, vous pouvez avoir le choix entre huit à douze films. Sur Netflix, Amazon, etc., vous avez le choix entre des milliers de films. Et les cinémas n'ont plus les meilleurs films en premier.

Regarder un film à la maison est également beaucoup moins cher. AMC facture environ 10 \$ par billet. À la maison, vous pouvez payer 2,99 \$... et toute la famille peut le regarder.

Et pour le prix d'une soirée au cinéma, vous pouvez acheter votre propre machine à pop-corn vintage.

C'est, bien sûr, une mauvaise nouvelle pour AMC. Ce film ne va probablement pas avoir une fin hollywoodienne.

Un investissement fou

Mais grâce au marché boursier zombifié de la Fed, AMC fait un tabac.

L'entreprise perd de l'argent ; les ventes de billets dans le secteur sont en baisse depuis près de 20 ans. AMC a également une dette de plus de 12 milliards de dollars qu'elle ne pourra pas rembourser, à en croire les apparences.

Pourtant, depuis ce matin... l'action est en hausse de près de 2 500 % sur l'année.

Pas idiots, les initiés d'AMC ont décidé de profiter de l'incapacité apparente de M. Market. Ils savent que leurs actions sont surévaluées. Alors que font-ils ? Ils vendent plus !

En deux offres distinctes au cours des sept derniers jours, la société a vendu 20 millions d'actions et levé 800 millions de dollars. Cette opération de vente a fait suite à des offres antérieures cette année, qui ont rapporté au total 1,6 milliard de dollars de sang neuf à la société zombie.

Mais ce n'est pas comme s'ils essayaient de s'en tirer à bon compte. Ils ne font que suivre le gag. Dans son document d'offre, AMC met clairement en garde les joueurs :

Dans ces circonstances, nous vous déconseillons d'investir dans nos actions ordinaires de classe A, à moins que vous ne soyez prêt à courir le risque de perdre la totalité ou une partie substantielle de votre investissement.

L'histoire est un peu plus compliquée (nous n'essayons même pas de la suivre attentivement), mais la société avait besoin que les actionnaires autorisent plus d'actions. Le PDG d'AMC, Adam Aron, alias "Silverback", a donc essayé de les persuader, en nous donnant cette perle :

Si vous nous donnez l'outil - c'est-à-dire l'action comme outil - pour aller chercher des opportunités de création de valeur pour les actionnaires d'AMC, nous pouvons le faire.

Aller chercher des opportunités "créatrices de valeur" ? La direction semble se transformer en un SPAC sans limite de temps.

Que fera-t-elle avec l'argent ? Personne ne le sait. Peut-être tombera-t-elle sur quelque chose.

Mais quelle folle façon d'investir - acheter une action pour 25 fois ce qu'elle vaut probablement... donner son argent à des gens qui, il y a à peine six mois, annonçaient la faillite... en espérant qu'ils trouveront autre chose. Ça nous donne le vertige rien que d'y penser.

Un coup habile

Mais l'amusement n'est pas fini...

AMC a ensuite réalisé ce qui pourrait être l'un des mouvements les plus habiles que nous ayons vu... un mouvement qui pourrait donner le ton pour un tout nouveau niveau de hype... et de folie. Elle a décidé de s'adresser directement aux acteurs qui faisaient grimper ses actions.

Voici l'annonce... un travail de génie :

AMC Entertainment Holdings, Inc. (NYSE : AMC) ("AMC" ou "la société"), a annoncé aujourd'hui le lancement d'AMC Investor Connect, une initiative de communication innovante et proactive qui mettra AMC en communication directe avec son extraordinaire base d'actionnaires individuels enthousiastes et passionnés afin de les tenir au courant des informations importantes sur la société et de leur proposer des offres spéciales. Au cours des derniers mois, AMC a vu sa base d'actionnaires individuels dépasser les 3 millions de propriétaires. Avec ce nombre considérable d'actionnaires individuels, AMC adopte une nouvelle approche révolutionnaire des relations et de la communication avec les investisseurs. [...]

À partir d'aujourd'hui, les actionnaires peuvent s'inscrire pour recevoir des offres spéciales et des mises à jour sur les investisseurs en s'inscrivant sur amctheatres.com/stockholders. Les investisseurs qui s'inscrivent à partir d'aujourd'hui et dans les semaines à venir recevront une première offre gratuite de grand popcorn utilisable cet été lorsqu'ils iront voir un film dans un cinéma AMC aux États-Unis. L'offre sera disponible sur leur compte de récompenses AMC Stubs.

Matt Levine, de Bloomberg, résume la situation :

Si vous achetez des actions AMC, elles sont accompagnées de popcorn.

AMC va audacieusement là où aucune entreprise n'est jamais allée auparavant... dans le cœur sombre de la foule Reddit... où elle peut attiser le feu de l'enthousiasme pour son nouveau produit.

Nous ne parlons pas de ses vieux sièges de cinéma ; personne ne s'en soucie. Nous parlons de **son vrai produit - ses propres actions.**

Le prix Darwin

Ouf !

Et que devons-nous retenir de cette histoire ? Le prix de l'action seul n'a pas beaucoup de contenu informatif. Mais combiné à l'histoire de fond, c'est presque une encyclopédie de non-droits en matière d'investissement.

Un marché gonflé... de l'argent faux et gratuit... une action surévaluée... une atmosphère de bulle... trop de dettes... de mauvaises affaires... des ventes en baisse... un volume énorme... une volatilité stupéfiante...

Et qu'est-ce que c'est ? Qu'est-ce que Mr. Market murmure ? Que l'entreprise vaut en fait 25 fois plus en juin qu'en janvier ?

Ou que **le marché tout entier se prépare à une fin désastreuse**... comme une version cynique d'Independence Day, où les extraterrestres attaquent la terre - et gagnent !

▲ RETOUR ▲